

SERVICES

TELEMAT

| | |
|---------------------|----|
| Abonnement | 7 |
| Abonnement étranger | 20 |
| Carte | 15 |
| Lettre d'abonnement | 7 |
| Service client | 15 |
| Service presse | 15 |
| Service publicité | 15 |
| Service courrier | 15 |

LES OFFRES
3015 1001 1001
3015 1001 1001
3015 1001 1001

EGYPTE : une grève sévèrement réprimée
La police a pris d'assaut une manifestation et arrêté cinq cents ouvriers.

Le pouvoir égyptien a réprimé sévèrement une grève des ouvriers du textile à El-Dokki, au nord-ouest du Caire, mardi 3 août. Des centaines de manifestants ont été arrêtés, et la police a pris d'assaut la manifestation. Les autorités ont déclaré que la grève était illégale et que les manifestants devaient retourner au travail.

L'union sacrée de R...

Le pouvoir égyptien a réprimé sévèrement une grève des ouvriers du textile à El-Dokki, au nord-ouest du Caire, mardi 3 août. Des centaines de manifestants ont été arrêtés, et la police a pris d'assaut la manifestation. Les autorités ont déclaré que la grève était illégale et que les manifestants devaient retourner au travail.

Le pouvoir égyptien a réprimé sévèrement une grève des ouvriers du textile à El-Dokki, au nord-ouest du Caire, mardi 3 août. Des centaines de manifestants ont été arrêtés, et la police a pris d'assaut la manifestation. Les autorités ont déclaré que la grève était illégale et que les manifestants devaient retourner au travail.

La Somalie
ensanglantée

L'Afrique fait de plus en plus figure de continent malade de notre planète. A peine quelques nouvelles - par exemple les efforts de réconciliation nationale dans l'ancienne colonie portugaise d'Angola - sont-elles moins mauvaises que d'autres motifs d'alarme apparaissent ailleurs. Les récents affrontements entre Mauritaniens et Sénégalais sont relativement peu de chose en comparaison avec la situation qui prévaut dans la « Corne » orientale. Là, deux pays en proie à la guerre civile se regardent en chiens de faïence à cause d'anciens contentieux territoriaux, bien dérisoires si l'on songe à l'insécurité des gouvernements à faire régner l'ordre à l'intérieur de leurs frontières actuelles.

Au pouvoir depuis 1989, le président somalien Mohamed Siad Barre avait commencé par aligner son pays sur l'URSS pour faire face à une Éthiopie alors pro-occidentale. La chute de l'empereur Haile Selassie et l'émergence d'un régime révolutionnaire à Addis-Abeba allaient changer les données. Implanté en Éthiopie, l'URSS se garda bien d'aider Mogadiscio pendant la guerre de l'Ogaden en 1977. Dépit, le maître de la Somalie opéra avec l'Occident un rapprochement souhaité depuis longtemps par certains de ses proches.

Intéressés par l'ancienne base soviétique de Berbera, les États-Unis répondirent aux ouvertures de Mogadiscio, comme l'Italie, la Grande-Bretagne et la France, soucieuses de jouer un rôle dans la région. Cette nouvelle alliance fut d'autant plus aisée, que, même à l'époque de son flirt avec Moscou, le président Barre faisait preuve d'un relatif respect des droits de l'homme. La lutte contre la corruption, les objectifs d'un « socialisme national » respectueux des valeurs traditionnelles, avaient même fait de la Somalie un « modèle » sans doute moins artificiel que la Tanzanie de M. Nyerere. Mais le pouvoir a fini par transformer un homme de plus en plus enclin à gouverner en fonction d'intérêts claniques, voire familiaux. Devenu un potentat atterré, il a laissé les soldats de son ethnie des Maheerans se livrer à de sanglantes représailles après des manifestations dans la capitale.

Avec aplomb, les autorités annoncent que les « incidents » de la mi-juillet vont être soumis à une commission d'enquête « parlementaire » composée de députés du parti unique. Officiellement, il y a eu vingt-quatre victimes, mais des témoignages font état de plusieurs centaines de morts. Jusqu'alors épargnée par la guerre civile, la capitale, privée d'eau et d'électricité, est le théâtre de nombreux assassinats et arrestations nocturnes.

Les extrémistes chiites seraient prêts à négocier avec Israël
Le président iranien offre son aide à Washington dans l'affaire des otages

Le président de la République islamique d'Iran, M. Ali Akbar Hachémi Rafsandjani, a, vendredi matin 4 août, offert son aide « à la Maison Blanche », dans l'affaire des otages du Liban. « La libération des otages et les problèmes du Liban ont des solutions qu'il faut trouver par le dialogue et non par la force », a déclaré, lors de son préche à l'université de Téhé-

ran, M. Rafsandjani. Jeudi, Washington avait manifesté un certain optimisme à l'annonce de la « suspension » de la sentence de mort contre Joseph Cicippio. Les extrémistes chiites paraissent en effet prêts à engager avec Israël une négociation qui engloberait les personnes enlevées au Liban et des détenus en Israël, dont le cheikh Obeid.

qu'un accord soit annoncé dans les prochains jours, sinon le suris de M. Cicippio sera annulé. Les intégristes pro-iraniens de l'OJR expliquent le suris « par respect pour les parties » et les États qui sont intervenus, à la demande de l'Amérique, pour empêcher l'exécution. Tout en le déplorant, puisqu'ils affirment dans leur communiqué authentifié par un instantané en couleurs de M. Cicippio : « Nous aurions souhaité l'échec de la diplomatie pour exécuter l'espion américain Cicippio et faire tomber l'Amérique dans le piège, lui faire mordre la poussière et lui rappeler ce qui s'est passé en 1983 » (1).

En début d'après-midi jeudi, l'OJR avait déjà repoussé de « quatre

heures » son premier ultimatum fixé à dix-huit heures locales « en réponse », affirmait le communiqué, « à la demande de Cicippio ». A ce communiqué de deux lignes manuscrites en arabe était, en effet, jointe une cassette vidéo d'une minute trente, poignant appel de l'otage américain. Très amaigri, l'air exténué, la voix rauque, Joseph Cicippio déclarait d'abord : « J'en appelle à toute personne d'honneur qui peut intervenir en faveur de la libération de cheikh Abdel Karim Obeid. »

FRANÇOISE CHÉPAUX.
(Lire la suite page 3.)

(1) Allusion claire à l'attentat de septembre 1983 contre le quartier général des « marines » américains qui avait fait deux cent quarante morts.

BEYROUTH
de notre envoyée spéciale

Le chantage est savamment dosé. En « suspendant » l'exécution de M. Joseph Cicippio, l'OJR exige en effet non seulement « la libération de Cheikh Abdel Karim Obeid », le dirigeant du Hezbollah pro-iranien enlevé au Liban du Sud par un commando hébreu israélien, mais aussi celle d'« un nombre de militants de l'Intifada palestinienne et des héros libanais de la résistance contre l'occupation israélienne, dont le nombre sera fixé ultérieurement avec les listes nominales établies et présentées à la Croix-Rouge ». L'Organisation de la justice révolutionnaire (OJR) réclame de plus

Incendies de forêts

La lutte
et la prévention

Alors que les incendies qui ont déjà ravagé 35 000 hectares dans les départements du Midi ne sont pas totalement maîtrisés, M. Pierre Joux, ministre de l'intérieur, continue à parcourir la région pour se rendre compte de la situation et encourager les hommes du feu. Après s'être rendu, jeudi 3 août, dans les Bouches-du-Rhône et le Var, le ministre devait visiter le Gard au cours de la journée de vendredi.

De son côté, M. Bricia Lalonde, secrétaire d'Etat à l'environnement, est arrivé en Corse après être passé par le Var.

Les déclarations de M. Jean Bousquet, maire de Nîmes, et celles de M. Haroun Tazieff, ancien commissaire aux risques majeurs, relancent la polémique sur la politique à mettre en œuvre pour prévenir et lutter contre les feux de forêts.

(Lire page 6 les articles de GUY PORTE et MARC AMBROISE-RENDU.)

Barcelonnette et Jausiers défendent leurs chasseurs alpins

La colère de la vallée de l'Ubaye

Parmi les mesures du « Plan Armées 2000 » présenté par le ministre de la défense, M. Jean-Pierre Chevènement, figure la suppression de treize unités militaires, dont celle du 11^e bataillon de chasseurs alpins (BCA), implanté sur les communes voisines de Barcelonnette, sous-préfecture des Alpes-de-Haute-Provence, et de Jausiers, dans la vallée de l'Ubaye, où les réactions des élus et de la population sont les plus vives.

BARCELONNETTE
de notre correspondant régional

Depuis qu'ils ont appris, il y a un mois, la dissolution du 11^e BCA, les élus de la vallée de l'Ubaye ne décabrent pas. « Jusqu'au bout, dit indigné, le maire (UDF) de Barcelonnette, M^{me} Françoise Meyran-Bouscarle, un notaire réputé pour son franc-parler, on nous a menti et traité en moins que rien. » Depuis Thivier dernier, des rumeurs alarmantes, de source militaire,

avaient couru sur l'avenir de la garnison. Au début de l'année, M. Chevènement les avait non seulement démenties, mais il avait promis au député André Bellon (PS), « une concertation étroite avec les élus locaux ». Or la nouvelle est tombée à Barcelonnette sans le moindre égard : un simple

coup de téléphone donné, le jeudi 29 juin, par le directeur adjoint de cabinet de M. Chevènement et reçu, en l'absence de M^{me} Meyran-Bouscarle, par la secrétaire générale de la mairie... « Aucune entreprise ne se serait conduite avec une telle désinformation », déclare le maire (PS) de Jausiers, M. Jean-Pierre Aubert.

GUY PORTE.
(Lire la suite page 6.)

La COB enquête sur Eurotunnel
Recherche d'éventuels délits d'initiés
PAGE 16

Les réformes en URSS
Un pas vers l'autonomie des entreprises
PAGE 5

Accord scientifique franco-australien
Des « gènes tueurs » pour l'amélioration des plantes
PAGE 6

1938-1940, l'année terrible
XV. - Moi, général de Gaulle, actuellement à Londres
PAGE 2

La télévision du futur
I. - L'Eldorado de l'industrie électronique
PAGE 7

Le désarmement chimique
Un obstacle levé entre Washington et Moscou
PAGE 5

Le Monde
SANS VISA
Le Luxembourg à la ville comme à la campagne
■ Gastronomie ■ Jeux
PAGES 9 à 11
Le sommaire complet se trouve page 20

La candidature à la présidence de l'écrivain latino-américain
M. Vargas Llosa « sauveur » du Pérou ?

Alors que le Pérou traverse l'une des plus graves crises de son histoire, l'écrivain Mario Vargas Llosa apparaît comme l'un des successeurs les plus probables du président Alan García, dont le mandat expire l'année prochaine. Un défi que l'homme de lettres latino-américain souhaite relever.

LIMA
correspondance

Il a, c'est vrai, un charme certain, Mario Vargas Llosa, candidat officiel du Frente (Front démocratique, droite libérale) à la présidence du Pérou. Une élégance très britannique, de la distinction, une courtoisie raffinée ; il arbore une cinquantaine solide, entretenue - quand il le peut -

par un jogging quotidien sur un boulevard de Barranco, proche de sa résidence liménienne, qui domine le Pacifique. Le sourire affable, il plaît dans les salons littéraires de New-York et d'Europe, où l'on se bouscule autour de cet excellent écrivain - l'un des plus grands d'une littérature latino-américaine justement reconnue aujourd'hui comme une des premières de la planète. - qui semble davantage fêté, sinon plus célèbre, depuis qu'il est entré en politique. Un peu par hasard. Et, dit-il avec énergie, malgré lui. « Je n'ai pas vraiment d'ambition politique, affirme-t-il, et, dans mon cas, c'est la vérité. »

Mais Alan García avait aussi du charme, un physique plutôt avantageux qu'il a conservé, bien sûr, ayant juste passé le cap de la quarantaine. Une présence qui

l'avait aidé à séduire les foules pendant sa campagne électorale de mars 1985, mais qui ne joue plus guère aujourd'hui, alors que son pays, internationalement isolé, s'enfonce dans une crise économique d'une ampleur sans précédent et que la subversion armée défie l'Etat avec une insolence croissante.

« Le seul charme, dit François Bourricaud, éminent spécialiste du Pérou et ancien professeur à Paris d'Alan García, ne résoud rien de façon durable. Il permet d'accéder au pouvoir, nous l'avons vu avec García, mais gouverner un pays, c'est autre chose. Il ne suffit pas de dire : « Je suis le plus beau et le plus intelligent... » »

MARCEL NIEDERGANG.
(Lire la suite page 4.)

MAX GALLO
UNE AFFAIRE
PUBLIQUE
Roman
Le roman de la France d'aujourd'hui
Il ne ménage rien ni personne.
ROBERT LAFFONT
des livres ouverts sur la vie

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,80 DA ; Maroc, 5 dr. ; Tunisie, 600 m. ; Allemagne, 2 DM ; Autriche, 20 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,96 \$; Danemark, 11 kr. ; Espagne, 160 pes. ; Grèce, 80 dr. ; Inde, 150 rs. ; Israël, 1 800 L. ; Libye, 0,400 DL ; Luxembourg, 80 f. ; Norvège, 12 kr. ; Pays-Bas, 2,25 fl. ; Portugal, 140 esc. ; Sénégal, 335 F CFA ; Suède, 12,50 kr. ; Suisse, 1,80 fr. ; USA (NY), 1,80 \$; USA (autres), 2 \$.

سنة ١٤١٠ هـ

IL Y A 50 ANS, LA GUERRE

1939 • 1940

L'ANNEE TERRIBLE

« La flamme de la résistance française ne doit pas s'éteindre, et ne s'éteindra pas. » Au quatrième étage de la BBC, Charles de Gaulle lance ce qui deviendra l'appel du 18 juin. A ce moment-là, il n'est qu'un général de brigade quasiment inconnu, et on ne se presse guère pour le rejoindre à Londres. Le Premier britannique, Churchill, avait espéré un plus « gros gibier », mais, pragmatique, il fait affaire avec ce général non conformiste et de caractère.

« A mesure que s'envolaient les mots irrévocables, je sentais en moi-même se terminer une vie, celle que j'avais menée dans le cadre d'une France solide et d'une indivisible armée. A quarante-neuf ans, j'entrais dans l'aventure comme un homme que le destin jetait hors de toutes les séries. » On aura reconnu la patte du mémorialiste Charles de Gaulle, qui n'hésita guère à grossir le trait dans cette geste épique que sont les *Mémoires de guerre*. Mais, en l'occurrence, c'est bien dans une véritable aventure que se lançait, le 18 juin 1940, le général de brigade Charles, André, Joseph, Marie de Gaulle.

Envoyé à Londres par le président du conseil, il avait regagné Bordeaux le 16 juin au soir. Depuis que Paul Reynaud l'avait fait, le 5 juin, sous-secrétaire d'Etat à la défense nationale, il s'était beaucoup démené, essayant de ramener les énergies et de raffermir l'alliance franco-britannique. A Londres, il avait pris sur lui de détourner vers les ports britanniques le *Pasteur*, chargé de matériel militaire acheté aux Etats-Unis; bien plus, il avait saisi au vol l'idée lancée par Jean Monnet de mettre sur pied, pour créer un choc salutaire, une « union franco-britannique »; le projet, on le sait, reçut l'aval de Churchill, mais fut refusé par la plupart des ministres du gouvernement Reynaud. Et, en atterrissant à l'aérodrome de Mérignac dans l'avion à quatre places aux couleurs de la RAF mis à sa disposition par Churchill, Charles de Gaulle apprenait la démission de Reynaud et la fin de sa mission. Il est difficile de dire à quel moment précis il prit la décision de sauter le pas: onze heures après son arrivée, il repartait. Les Vichysois ont prétendu que c'était par dépit de ne pas figurer dans le nouveau gouvernement: rien ne vient étayer cette assertion. Des esprits à peine mieux intentionnés ont écrit qu'il avait surtout craint d'être arrêté, comme Georges Mandel le sera le 17. On peut penser, en effet, qu'il entendait demeurer libre et en effet il présentait qu'il y avait, à tous égards, urgence.

La décision de partir, il la prit seul. Le général anglais Spears, qui le convoqua jusqu'à Londres, a tracé (plus tard) le portrait d'un de Gaulle désemparé, qu'il aurait fallu hisser dans la carlingue de l'avion; on croirait, à lire cet homme de confiance de Churchill, que sans sa présence d'esprit il n'y aurait pas eu d'appel du 18 juin; la brouille postérieure des deux hommes explique sans doute pareil détournement de mémoire, car tous les autres témoins nous présentent de Gaulle décidé, maître de lui. Au soir du 16, il rendit visite à Reynaud; le président du conseil démissionnaire l'encouragea, lui fit verser 100 000 francs puisés dans les « fonds secrets » et préparer des passeports pour sa femme et ses filles. Selon les *Mémoires de guerre*, « le départ eut lieu sans romantisme et sans difficulté ». Spears emmenait aussi l'aide de camp Geoffroy de Courcel, qui avait, aux yeux de de Gaulle, le mérite de savoir négocier et de parler anglais couramment. En décollant de Mérignac, le 17 juin à 9 heures, Charles de Gaulle venait bien de larguer les amarres.

Dans l'après-midi du 17, il rencontrait Churchill, lui faisait part de ses projets, et notamment de son désir d'utiliser la BBC. Le Premier britannique admira en connaissance la détermination et le sang-froid manifestés par ce Français, dont il pensait déjà, depuis une quinzaine de jours, beaucoup de bien; mais les deux hommes convinrent qu'il ne fallait rien entreprendre avant que le nouveau gouvernement français n'annonce officiellement qu'il demandait l'armistice. Quand le discours de Pétain fut connu, de

Gaulle se mit à la rédaction de son premier « Appel ». Lui qui venait de prévenir le général Colson, le nouveau ministre de la guerre, de son arrivée à Londres, et affirmait attendre ses ordres, déclarait à Jean Monnet: « Il n'y a plus rien à faire en France. C'est ici que nous allons travailler. »

Informé des grandes lignes de son intervention, le cabinet britannique, qui ne voulait pas rompre les ponts avec Bordeaux, avait décidé, dans un premier temps, de ne pas le laisser parler sur les ondes. De Gaulle l'ignorait quand il pénétra, vers 20 heures selon toute vraisemblance, dans le studio 4B, au quatrième étage de la BBC. Il tenait devant lui, surchargé de ses ultimes ratures, le texte que venait de lui taper celle qu'on peut considérer comme la première volontaire de la « France libre », Elisabeth de Miribel, qui travaillait jusqu'alors sous les ordres de Paul Morand à la mission économique et qu'avait retrouvée Geoffroy de Courcel. La facture du texte était très classique, avec des périodes construites, comme on apprendait à le faire chez les Frères, sur un rythme ternaire; mais c'était clair et concis. Il y avait quelques formules fortes. Bien que sa voix fût un peu rauque et son ton monocorde, il se révélait doué pour cette guerre des ondes, qui compta elle aussi.

L'« Appel » du 18 juin ne fut pas archivé, parce que les techniciens de la BBC étaient trop occupés par un discours flamboyant de Churchill. C'est d'ailleurs sur ce discours que titrait, le lendemain, la presse britannique: seul le *Times* consacrait en page 3 — sa page noble — une ligne de plus à l'« Appel » qu'au discours du Premier britannique: sept lignes. Quant aux Français, eux aussi suspendus à leur radio, ils étaient peu nombreux à prendre la BBC. Quelques journaux — le *Progrès de Lyon* et des quotidiens marseillais, notamment le *Petit Provençal* — donnèrent des extraits plus ou moins longs du texte gaullien, mais en gommant les critiques contre les « chefs ». Au bout du compte, si l'« Appel » ne passa pas totalement inaperçu et en incita certains à gagner la Grande-Bretagne, il apparut comme une péripétie de cette fin du mois de juin. Charles de Gaulle ne pensait certainement pas soulever les foules avec ce texte. Mais il entendait dire à haute voix qu'il existait une politique autre que celle choisie par Philippe Pétain, que « rien n'était perdu pour la France ». Il ne s'adressait pas l'heure, il est vrai, qu'aux militaires « qui se trouvent en territoire britannique ou qui viendraient à s'y trouver », leur enjoignant de « se mettre en rapport » avec lui. Mais, élargissant le propos, il assurait solennellement à toutes celles et à tous ceux qui refusaient la défaite: « La flamme de la résistance française ne doit pas s'éteindre, et ne s'éteindra pas. » C'est ce qu'il appelait « hisser les couleurs ». Il se faisait en bon disciple de Péguy, se souvenant que son maître en nationalisme avait écrit que celui qui ne se rend pas a toujours raison sur celui qui se rend.

EST-CE à dire qu'il ne réagissait que par une sorte d'instinct nationaliste? Non. Il avait des idées bien arrêtées et, pour envisager la suite des événements, partait de trois postulats: 1) les Anglais tiendraient bon; 2) la guerre deviendrait un conflit planétaire; 3) dès lors, le Reich serait vaincu. Alors que Pétain ne voyait de salut que dans un repli frileux sur l'Hexagone, de Gaulle pariait sur la mondialisation du conflit. Il est naturel de comparer les messages du « Maréchal » aux discours de son ex-protégé. Le premier exonérait les « grands chefs » de l'armée française de toute responsabilité dans la défaite, la rejetant sur les Alliés, la classe politique et l'« esprit de jouissance » du peuple français. Le salut, dans ces conditions, ne viendrait pas d'une aide extérieure, mais bien d'un « redressement moral et intellectuel ». Le second ne cachait pas en privé que l'Etat avait bel et bien failli. Mais il entendait ne pas inverser l'ordre des priorités et ne formulait pour l'heure qu'un diagnostic technique: c'était l'armée française et ses chefs qui avaient perdu la première manche, faute de s'être dotés de la doctrine et des moyens nécessaires. C'est pourquoi rien n'était perdu: « Les mêmes moyens qui nous ont vaincus peuvent faire venir un jour la victoire. » Et la situation, pour préoccupante qu'elle fût, n'était pas désespérée: il fallait s'ancrer dans l'Empire et faire fond sur la Grande-Bretagne. De Gaulle n'était pourtant nullement anglo-

18 juin 1940



Le général de Gaulle photographié à son bureau de l'Hôtel Rubens, à Londres, et les studios de la BBC, d'où partaient toutes les émissions vers l'Europe.

XV - Moi, général de Gaulle, actuellement à Londres

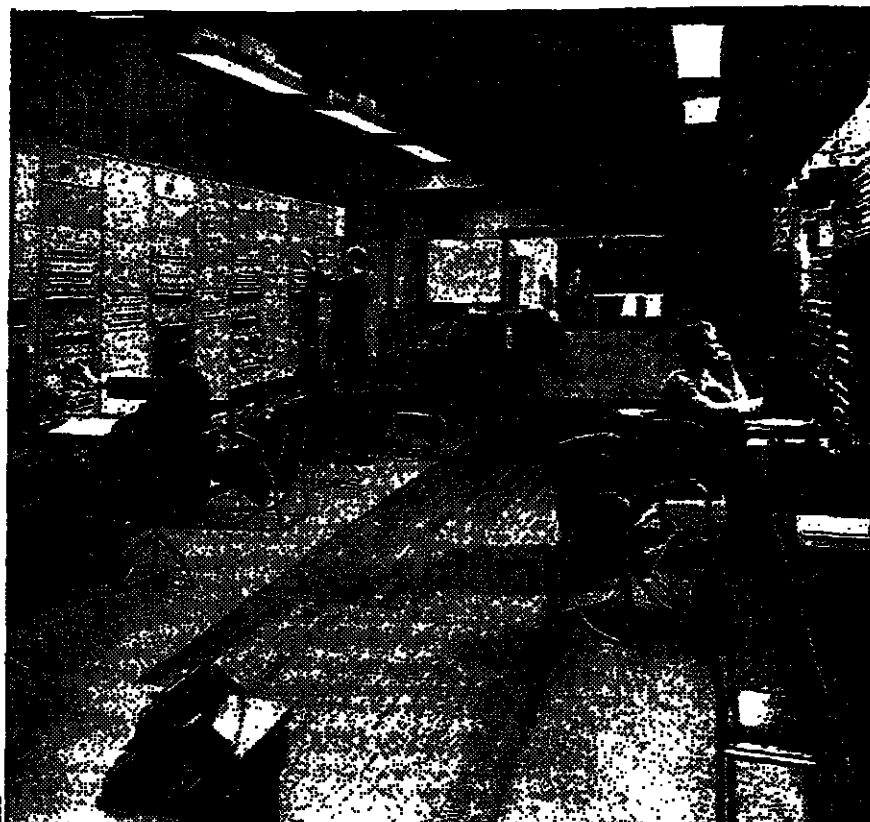
par
Jean-Pierre Azéma

phile: les souvenirs de Fachoda avaient marqué son adolescence plus que les flonflons de l'Entente cordiale, et la politique monarchique de Chamberlain n'avait rien amélioré. Mais il faisait confiance à Churchill.

CHURCHILL, de son côté, avait été impressionné par ce grand échafalé qui se prenait pour Jeanne d'Arc. Les Anglais avaient d'abord espéré ramener un plus gros poisson. Ils envoyèrent l'équipe de Jean Monnet contacter notamment Mandel et Reynaud. En vain. Quelques jours plus tard, ils s'efforcèrent encore de prendre langue avec Mandel et Daladier, qui avaient rejoint Casablanca par le *Massilia*. Mais ils ne purent les approcher. Et c'est à défaut d'un « gros gibier » — c'est l'expression de Churchill — que le Premier britannique se rabat sur Charles de Gaulle. Car la notoriété de celui qui n'était qu'un général de brigade (nommé à titre temporaire le 25 mai) se réduisait à ceux, parlementaires et militaires, qui avaient eu à prendre position sur la motorisation de l'armée. Vers l'armée de métier, son ouvrage le plus cité, paru en 1934, ne s'était pas vendu à un millier d'exemplaires. Et si le colonel de Gaulle, à la tête des chars de la 4^e DCR, avait bien guerroyé en mai 1940 à Montcornet (près de Laon) et devant Abbeville, on peut souscrire au jugement formulé par Jean Lacouture, son biographe: « Avec un courage physique qu'attestent vingt faits, un sang-froid presque inhumain, une énergie proverbiale, Charles de Gaulle ne semble pas avoir montré sur le terrain les qualités de coup d'œil et d'invention qui font qu'avec mille hommes on est Masséna ou Rommel. »

Un observateur aussi attentif que l'était Churchill avait perçu chez cet homme — élevé dans un milieu plutôt conventionnel et façonné par une armée qui ne l'était pas moins — une grande liberté d'esprit: c'était, pour une bonne part, un non-conformiste politique, il jugeait inopérante la coupure droite-gauche; il n'avait pas hésité à prendre le contre-pied de la doctrine prônée par les « grands chefs » (y compris Pétain, son ancien protecteur) et avait osé, en pleine guerre, en violant les règles hiérarchiques et l'obligation de réserve, adresser le 26 janvier 1940 à quatre-vingts personnalités civiles et militaires un mémoire critiquant les plans de l'état-major. Sa courte carrière ministérielle, au cours de laquelle il avait fait montre d'une grande détermination « belliste », lui avait appris que transiger était vain et qu'il fallait savoir trancher.

En cette fin du mois de juin, de Gaulle avait un quartier général déniché dans un local à usage commercial donnant sur la Tamise: Saint-Stephens House. En



s'explique que le ralliement des 133 marins valides qui avaient quitté l'île de Sein le 24 juin ait été salué comme un événement.

Dans ces journées décisives, de Gaulle lui-même naviguait probablement à vue. Mais le général Lelong, attaché militaire à Londres, se méprenait en envoyant, le 20 juin, ce message à Bordeaux: « Le général de Gaulle est prêt à exécuter l'ordre de rentrer transmis par le gouvernement. » En réalité, le 19, de Gaulle avait télégraphié à Nogué, qui commandait les forces françaises en Afrique du Nord: « Me tiens à votre disposition, soit pour combattre sous vos ordres, soit pour toutes démarches qui pourraient vous paraître utiles »; mieux, le lendemain, il se disait décidé à « servir sous l'autorité » de Weygand, si ce dernier entendait « gagner la France d'ouest-mer et y poursuivre la guerre ». Mais les proconsuls, sauf Catroux et Legatil-homme, qui commandaient en Indochine et sur la Côte des Somalis, répondaient par un silence dédaigneux, et Weygand finit par préciser: « Si le colonel en retraite de Gaulle croit devoir s'adresser à [moi], il le fera sous forme officielle. »

Devant les refus et les tergiversations des grands notables civils ou militaires, Churchill, avec son pragmatisme coutumier, fit affaire avec ce général qui en voulait, qui avait une tête bien faite et des trépas; le 28 juin, il le reconnaissait « chef de tous les Français, où qu'ils se trouvent, qui se rallieront à lui, pour la défense de la cause alliée ». Le même jour, Charles de Gaulle coupait les ponts avec le gouvernement de Bordeaux, auquel il déniait dorénavant toute légitimité.

En une dizaine de jours, le non-conformiste était devenu un dissident, puis un rebelle; comme le notait dans ses *Carnets* le journaliste Pierre Mailand (il prendra le nom de « Pierre Bourdan »), chez cet homme « dont les traits évoquaient, tout d'abord, un dessin médiéval », il y avait « du croisé et du pédagogue, du casuiste et du réformé ». Il affirmait à la BBC, le 26 juin: « Nous rejoignons la France. » Mais sa première traversée du désert devait durer quatre années pleines.

REPÈRES BIBLIOGRAPHIQUES

► Charles de Gaulle, *Mémoires de guerre*, tome I, « L'Appel », 1940-1942, Paris, Plon, 1954, 680 p.
► Jean Lacouture, *De Gaulle, I. « Le Rebelle »*, Paris, Le Seuil, 1984, 889 p.

Prochain article :
Jean Moulin,
préfet d'Eure-et-Loir

Etranger

La crise au Proche-Orient et le sort des otages

Washington : soulagement et perplexité

WASHINGTON
correspondance

« Soulagement et perplexité » : telle pourrait être la formule caractérisant la première réaction des milieux officiels à la décision de M. Joseph Ciccipio, l'évidente satisfaction créée par un dénouement provisoire est tempérée par les interrogations qui se posent pour l'avenir. Aussi s'est-on montré prudent à la Maison Blanche, dont le porte-parole a dit seulement qu'il s'agissait d'un « développement encourageant mais ne répondant pas à notre souci permanent de voir libérer tous les otages ». A dire vrai, dans l'entourage du président on est perplexe sur les chances d'aboutir, dans un avenir rapproché, à une solution globale du problème des otages.

Dans ce contexte, l'attitude de l'Iran, et plus précisément du président Rafsandjani à son entrée en fonctions, entretient l'espoir d'une évolution et d'une contribution positives du gouvernement de Téhéran. Mais on se demande jusqu'à quel point le gouvernement iranien est prêt à aller au-delà de la mesure il peut contrôler les groupes extrémistes chiites. Bref, tout en entretenant la possibilité de résoudre la crise immédiate par une négociation sur un échange de prisonniers, on souhaite que ce dénouement ait des lendemains plus positifs et marque un nouveau point de départ.

En tout cas, on ne manque pas de souligner que le président Bush s'est bien tiré de cette première grande épreuve de sa présidence. Son « forcing » diplomatique de ces derniers jours a été payant, dit-on, en indiquant que le président avait contacté par téléphone une douzaine de personnalités étrangères parmi lesquelles M. Thatcher, le chancelier Kohl, M. Ozal, premier ministre turc, le président Chirac d'Algérie, le pape, ainsi que les rois d'Arabie saoudite, du Maroc, de Jordanie et le sultan d'Oman.

De son côté, le secrétaire d'Etat, M. Baker, maintient le contact avec M. Atef, son homologue iranien, ainsi qu'avec M. Chevardnadze, en fait, le ministre sovié-

que, de retour à Moscou, avait fait part à l'ambassadeur américain de l'impression optimiste qu'il tirait de ses conversations avec les dirigeants iraniens.

Le président Bush ne s'est pas contenté d'orchestrer cette importante action diplomatique internationale (les gouvernements japonais, français et italien seraient également intervenus auprès de Téhéran et Damas), mais il avait adressé des messages à l'Iran (par l'intermédiaire du gouvernement suisse) et à la Syrie (le Monde du 4 août). Ces messages étaient fermes et soulignant que les deux gouvernements iranien et syrien seraient tenus pour responsables de la sécurité des otages — mais non menaçants, dit-on à la Maison Blanche.

On souligne également que la concentration d'une importante force aéronavale en Méditerranée avait dû être prise en considération à Téhéran comme à Damas. Le président Bush, en effet, était disposé à s'engager dans une opération militaire limitée, fort de l'appui du Sénat, qui, avant le succès annoncé de l'opération de M. Ciccipio, avait approuvé à l'unanimité une résolution insistant sur une « action appropriée de représailles » si d'autres otages américains étaient enlevés.

La réaffirmation par le département d'Etat du refus des Etats-Unis de négocier avec les terroristes apparaissait ainsi comme un adage dépassé par la réalité. Il semble, en effet, que Jérusalem et Washington sont tacitement d'accord pour envisager une négociation s'inspirant d'un précédent en 1985. Les Américains avaient alors refusé de traiter directement avec des pirates de l'air en sachant que la libération des passagers d'un avion de la TWA serait suivie de la remise en liberté de plusieurs centaines de prisonniers palestiniens.

Les milieux diplomatiques reconnaissent que le président Bush a bien maîtrisé les pressions contradictoires de ceux qui demandent priorité à la sauvegarde des otages, quel qu'en soit le prix, et de ceux qui insistent pour qu'une leçon sévère soit donnée aux terroristes. A vrai dire, le grand public, très ému par l'apparition à la télévision de M. Ciccipio faisant ses adieux à sa femme, paraît satisfait du dénouement, bien qu'il soit peut-être de caractère temporaire. Beaucoup d'Américains ont prié chez eux pour M. Ciccipio, à commencer par le président Bush dans son bureau de la Maison Blanche.

HENRI PIERRE.

Jérusalem : optimisme prudent

JÉRUSALEM
de notre correspondant

Par une voie détournée et encore certainement semée d'embûches, l'objectif que s'était fixé Israël en enlevant Cheikh Obeid paraît à nouveau accessible : parvenir à un échange de prisonniers. C'est dire que le communiqué publié jeudi soir par les ravisateurs a été accueilli avec une immense satisfaction à Jérusalem : « Cela prouve que la ferme est payante et que le message musclé adressé par les Américains aux Iraniens et aux Syriens a été capté ».

Mais surtout le communiqué de l'OJR est considéré comme le signe que, malgré tout, le calcul fait par Israël en enlevant la semaine dernière Cheikh Obeid n'était pas erroné. Le principal auteur de ce calcul, le ministre de la Défense M. Itzhak Rabin, s'est d'ailleurs exprimé de saisir la balle au bond : « Tout ce que nous recherchons, c'est le retour des soldats israéliens détenus ou disparus au Liban sud. Si la proposition des chiites est sérieuse, nous l'étudierons favorablement ».

Pour l'heure, un optimisme prudent règne donc à Jérusalem, prudent, car l'on constate qu'à ce stade

le Hezbollah n'a pas évoqué dans son communiqué le sort des trois militaires israéliens qu'il est censé détenir depuis 1986. Sa proposition n'est d'ailleurs pas formulée comme une offre d'échange de prisonniers, mais comme une liste de revendications présentées à Israël.

Jérusalem s'apprête à présent à essayer de tester les véritables intentions du Hezbollah. Les dirigeants vont sans doute réaffirmer la proposition d'échange telle qu'elle a déjà été présentée, lundi 31 juillet, par M. Itzhak Rabin : libération de Cheikh Obeid et de prisonniers chiites contre celle des militaires israéliens et des otages occidentaux entre les mains des organisations chiites.

Israël peut-il accepter dans le cadre d'un vaste marchandage international de relâcher également des prisonniers palestiniens comme l'exigent les chiites ? On ne peut l'exclure. Le général de réserve Moshe Nativ, qui a, dans le passé, négocié la libération de soldats israéliens détenus par des organisations palestiniennes, a déjà fait remarquer : « Cela commence toujours par la présentation de listes ; dans le cas présent, les pressions internationales faciliteront peut-être les choses, mais il est certain que, au bout du compte, si un accord intervient, nous payerons un prix élevé ».

Même dans les scénarios les plus optimistes, tout indique, en effet, qu'un éventuel accord fera l'objet de longues et difficiles tractations accompagnées de nombreuses crises. Ce qui constitue en tout cas aujourd'hui un autre sujet de satisfaction pour Israël, c'est le feu vert accordé par les Etats-Unis pour de telles négociations.

Derrière le malaise israélo-américain au début de cette crise, se dissimulent en fait aussi des divergences sur les positions de principe : les Etats-Unis sont contre tout pourparler avec des preneurs d'otages, alors que le but même de l'enlèvement de Cheikh Obeid était, selon Jérusalem, d'engager de tels pourparlers avec les organisations chiites. A présent, le secrétaire d'Etat James Baker a fait savoir qu'il « comprenait » la position israélienne.

Si un processus de négociations s'engage effectivement, il se fera certainement par le biais d'une étroite coordination israélo-américaine. On souligne d'ailleurs, à Jérusalem, qu'une ligne de téléphone directe a été établie entre le ministre des Affaires étrangères, M. Moshe Arens, et le secrétaire d'Etat américain.

(Interim.)

Les extrémistes chiites seraient prêts à engager une négociation avec Israël

(Suite de la première page.)

Joseph Ciccipio poursuivait : « Ne tardez pas, car ils sont très sérieux dans leur menace de nous punir. Le délai approche et les heures sont très courtes. (...) Ne me laissez pas. Je demande au peuple américain d'obliger Israël à relâcher Cheikh Obeid immédiatement, parce que son rapt n'est pas humain. Nous, le peuple américain, sommes toujours les victimes de la politique d'Irak et le président Bush n'a pas aidé à nous libérer du rapt, ma femme. Si tu n'entends plus jamais ma voix et ne vois plus mon visage, je veux que tu prennes soin de toi, et ne sois pas triste, et souviens-toi toujours de moi ».

Ce nouveau sursis, fait significatif, ne comporte plus d'ultimatum

précis, ce qui allège la pression. Il démontre en tous cas que la diplomatie engagée par Washington dans toutes les directions a déjà porté ses fruits et qu'à travers cette affaire, c'est éventuellement tout le dossier des otages qui peut faire maintenant l'objet des négociations.

La précision des termes employés par l'OJR ne répond certes pas à la proposition israélienne (« échange de Cheikh Obeid et des chiites détenus par Israël contre trois soldats israéliens et de tous les otages occidentaux ») mais pourrait permettre d'ouvrir ce marchandage global. Dès jeudi soir, le ministre israélien de la Défense, M. Itzhak Rabin, répliquait : « Toute proposition en vue d'un échange de prisonniers sera étudiée par Israël ».

En exigeant l'élargissement de militants de l'Intifada palestinienne, sans autres précisions, les pro-Iraniens ont peut-être allusion aux membres de la direction de Hamas, récemment arrêtés par Israël, qui avait affirmé alors avoir démantelé l'organisation intégriste palestinienne. C'est sans doute aussi un message des extrémistes aux modérés : « Vous devez compter sur nous dans toutes négociations avec l'Etat hébreu », une nouvelle preuve de la volonté de l'Iran qui, dans la version dure de la révolution islamique prônée par l'imam Khomeiny, mettait la libération de Jérusalem au premier plan de ses objectifs, de ne pas être ignoré complètement dans toute négociation globale sur le

règlement de la crise au Proche-Orient.

Sollicitée de toutes parts alors qu'il n'a pas encore pris officiellement ses nouvelles fonctions de président de la République, M. Rafsandjani doit jouer serré pour à la fois tenir compte de son aile dure et réussir son ouverture vers l'Occident, seul moyen pour lui d'amorcer la reconstruction de son pays en ruine après huit ans de guerre.

Le rappel par le guide de la révolution islamique, l'ayatollah Ali Khamenei, à M. Rafsandjani, jeudi, que « la confiance placée en lui persiste aussi longtemps qu'il avancera dans la voie des principes éternels définis une fois pour toutes par l'imam Khomeiny » et sa condamnation des « haut-parleurs de l'oppression mondiale et du sionisme pour l'analyse qu'ils font de la nouvelle ère qui commence en Iran », sont à cet égard lourds de sens.

Si les messages de Washington à Téhéran ont été « extrêmement fermes », assortis d'ailleurs d'une démonstration de force navale qui laisse sceptique à Beyrouth, on ne se rappelle les gesticulations de la flotte américaine en 1982-1984 qu'il n'aurait pas empêché les marines de quitter sans gloire le Liban, on souligne aussi que cette affaire a permis la réouverture du dialogue entre les Etats-Unis et la Syrie. En raison de sa présence militaire au Liban, de ses liens avec les extrémistes pro-iraniens dont elle contrôle tous les mouvements, Damas ne peut en effet être totalement ignoré. Comme l'affirme un responsable libanais : « La Syrie ne peut pas régler le problème des otages sans

l'Iran mais l'Iran de Rafsandjani ne peut régler le sort du noyau dur du Hezbollah sans la Syrie ».

En quête d'un dialogue avec Washington, Damas va sans aucun doute tenter de s'immiscer au mieux de ses intérêts dans ce marchandage. Mais reste à savoir quelle place est prête à lui consentir l'Iran.

Comme d'habitude pourrait-on dire dans ce genre d'affaires, l'Algérie, sollicitée aussi par Washington, est en retrait, et outre les contacts pris à Beyrouth avec l'ambassadeur d'Algérie avec le Hezbollah, un haut fonctionnaire des services de renseignements serait venu dans la capitale libanaise avant de se rendre à Téhéran. L'Algérie a gardé de très bons contacts avec les groupes extrémistes pro-iraniens et lors du dénouement du Boeing de la Kuwait Airways en avril 1988, c'est sur l'aéroport d'Alger qu'avaient été libérés les derniers otages, les pirates de l'air quant à eux, des extrémistes chiites libanais, avaient pu regagner tranquillement le Liban.

Les diplomates ont maintenant la parole et un peu de temps pour tenter d'aboutir à un accord qui ne peut être que bénéfique à tous. Mais, en rejetant la balle dans le camp d'Israël qui a donné le prétexte en enlevant Cheikh Obeid, les extrémistes pro-iraniens ont sans doute voulu aussi desserrer l'étau. Reste toutefois une question que tout le monde se pose ici, pourquoi Jérusalem a enlevé maintenant, plusieurs années après le rapt de ses soldats.

FRANÇOISE CHIPAUX.

LIBAN

La France renouvelle son appui au comité tripartite arabe

La France a regretté jeudi 3 août dans un communiqué « l'impasse » à laquelle est parvenu le comité tripartite arabe dans sa mission au Liban et a confirmé son appui à ce triumvirat, composé de l'Algérie, du Maroc et de l'Arabie saoudite.

Le gouvernement français « confirme son appui au comité tripartite et lance un appel aux parties, aux puissances intéressées et à l'ensemble de la communauté internationale pour redoubler d'efforts, en dépit des obstacles, pour accélérer un règlement de paix et mettre fin au martyre du peuple libanais tout entier ».

IRAN : l'élection de M. Rafsandjani entérinée par le Conseil de surveillance

Deux présidents à Téhéran...

Le Conseil de surveillance de la Constitution iranienne a entériné, mercredi 2 août, l'élection de M. Ali Akbar Hachemi Rafsandjani à la présidence de la République iranienne. Le Conseil de surveillance, organisme chargé de veiller à la validité de l'élection, a, par ailleurs, confirmé les résultats du référendum sur la réforme de la Constitution, qui a eu lieu le même jour que l'élection présidentielle.

Les amendements constitutionnels ont été adoptés par 97,38 % des votants, 16 250 459 électeurs s'étant prononcés pour et 397 867 contre. Aucun chiffre n'a été rendu public au sujet du nombre des abstentions. On sait que le Mouvement pour la libération de l'Iran de M. Bazargan et plusieurs autres groupes de l'opposition légale avaient boycotté la double consultation électorale. On note à ce propos que l'ayatollah Montazeri, l'ancien dauphin de Khomeiny démis de ses fonctions de successeur désigné, en mars 1989, n'a pas pris part au scrutin.

Jeudi, au cours d'une cérémonie dans la mosquée de Djamaran, au nord de Téhéran, qui communique avec la résidence de Khomeiny, le « guide » de la République islamique, Ali Khamenei, a accordé son aval au président élu tout en le mettant en garde sur les limites de son pouvoir. Le texte de la lettre de

M. Khamenei, lu par Ahmed Khomeiny — qui n'occupe aucune position officielle en sa seule qualité de fils et « souvenir de l'imam défunt », affirme, en effet, que la « confiance que lui accordé aujourd'hui le peuple serait retirée s'il s'écarterait de la ligne droite de l'imam ».

Ce n'est cependant qu'à la reprise de la session parlementaire, dans la seconde quinzaine du mois d'août, que M. Rafsandjani prendra effectivement ses nouvelles fonctions. La Constitution prévoit, en effet, que le président de la République prête serment devant l'Assemblée consultative islamique. D'ici là, l'Iran aura deux présidents : M. Ali Khamenei, qui, jusqu'à l'expiration de son mandat, qui intervient le 9 octobre 1989, demeure théoriquement le président en exercice, et M. Rafsandjani, le président élu, qui assume toutefois, comme il l'a toujours fait d'ailleurs dans le passé, la responsabilité effective du pouvoir.

Il est d'ailleurs fort probable que pour mettre fin à cette dualité, M. Khamenei démissionne de ses fonctions de président en exercice avant le 9 octobre, permettant ainsi à M. Rafsandjani d'accéder officiellement à ses fonctions de président de la République.

J. G.

Le cinquième congrès du Fath à Tunis

« L'Etat palestinien est à portée d'un jet de pierres » déclare M. Arafat

TUNIS
de notre correspondant

En ouvrant, jeudi 3 août, à Tunis, le cinquième congrès du mouvement Fath, principale formation de l'OLP qui préside, M. Yasser Arafat a réaffirmé la volonté de la direction palestinienne de poursuivre son initiative de paix, tout en maintenant sur le terrain la pression de l'Intifada.

M. Arafat, qui avait à ses côtés le président Ben Ali, à qui il a rendu hommage pour l'hospitalité et l'appui que l'OLP trouve en Tunisie,

a fait un long historique de la lutte palestinienne depuis la première balle tirée le 1^{er} janvier 1965, jusqu'à la dernière session du Conseil national palestinien à Alger, qui a débouché sur l'initiative de paix. Il a insisté sur la tenue d'une conférence internationale pour un règlement « basé sur la légalité internationale » et s'est déclaré partisan « de toute forme de dialogue avec l'ensemble des parties concernées » pour y parvenir.

Le président de l'OLP a, de nouveau, rejeté le plan du premier ministre israélien Shamir, qui, selon lui, « vise seulement à entraver la paix et à lever l'opinion internationale » et s'est demandé en termes très mesurés quant les Etats-Unis finiraient par reconnaître les droits des Palestiniens à l'autodétermination et à un Etat.

Pour M. Arafat, « l'indépendance du peuple palestinien constitue la condition de la paix au Proche-Orient » et l'Intifada, « voix retentissante et agissante de l'OLP », est « irréversible ». D'ailleurs, a-t-il ajouté, « l'établissement de l'Etat palestinien est maintenant à portée d'un jet de pierres ».

Durant les cinq jours que vont durer ces assises, les quelque mille participants vont faire le bilan et tirer les conclusions des multiples développements qui se sont succédés sur la scène palestinienne depuis leur précédent congrès tenu en mai 1980 à Damas. « Les discussions seront dures », nous a déclaré M. Salah Khalaf (Abou Iyad), adjoint de M. Arafat à la direction du Fath.

Outre une « petite minorité » hostile, dès le départ, à l'initiative de paix, beaucoup de congressistes sont déçus et irrités de la stagnation actuelle, reconnaît-il. « A Alger, puis à Genève, vous avez tous mis toutes les cartes sur la table et qu'avez-vous obtenu en échange ? », nous disent ces mécontents, explique M. Khalaf. Que vous ont donné les Américains suite à l'ouverture du dialogue voilà huit mois ? A quoi ont abouti les contacts avec les Israéliens ?

Les dirigeants du Fath devront donc se montrer convaincus pour calmer ces inquiétudes et ces impa-

tances et faire entendre, sans trop de réserves, la ligne qu'ils ont adoptée. M. Salah Khalaf ne prévoit toutefois pas de « révisions déclinatoires », mais il n'exclut pas non plus que la direction du mouvement « aura peut-être une marge de manœuvre plus étroite à l'avenir ».

C'est sans doute pour cette raison que M. Arafat, qui aime avoir les coudées franches dans ses décisions, ne tenait pas à la convocation de ce congrès, déjà plusieurs fois reportée.

La réforme des structures

Les débats, qui ont lieu à huis clos, promettent aussi d'être animés sur la réforme des structures du mouvement et l'élargissement de ses différentes instances, thèmes inscrits à l'ordre du jour. Il s'agira, entre autres, de remplacer cinq des quinze membres du comité central, dont les places sont vacantes (trois, dont Abou Jihad, ont été assassinés, deux sont entrés en dissidence) et de porter de quatre-vingts à une centaine le nombre des membres du conseil révolutionnaire. Une innovation : un bureau politique sera constitué au sein du comité central.

Un important dispositif de sécurité a été mis en place tout autour du Palais des congrès, tout proche du centre de la capitale où se tiennent ces assises, ainsi qu'aux abords des hôtels où sont logés les congressistes. L'armée a été mise en état d'alerte et une escadille de F-5 a survolé à plusieurs reprises Tunis alors que se déroulait la séance inaugurale.

C'est que le souvenir du raid israélien le 1^{er} octobre 1985 sur le quartier général de l'OLP, dans la banlieue de Tunis, et de l'assassinat, le 16 avril 1988, de son domicile, de Sidi Bou Saïd Abou Jihad, alors le numéro deux du Fath, est encore présent dans les mémoires. Et l'appel récent d'Ariel Sharon à l'assassinat de Yasser Arafat n'a pas contribué à calmer les inquiétudes.

Certains pays amis ont-ils donné des assurances pour apaiser ces craintes ? En tout cas, les milieux gouvernementaux ont démenti qu'une protection française et américaine du territoire ait été sollicitée.

MICHEL DEURÉ.

Dans « le Monde diplomatique » d'août

Les nouvelles logiques marchandes

L'environnement, la génétique humaine, l'économie planétaire et les communications de masse sont quelques-uns des domaines auxquels les citoyens accordent un intérêt grandissant. Paros que, d'une manière ou d'une autre, ils concernent leur vie de tous les jours, leur santé, leurs revenus, leurs loisirs... Or ces quatre domaines, apparemment soumis aux lois des « experts », sont devenus, en fait, de nouveaux espaces de profit, des marchés comme tant d'autres. Dans un important dossier — auquel ont collaboré, en particulier, René Passet, Thierry Damerival, Riccardo Petrella et Hubert I. Schiller — le Monde diplomatique s'interroge sur ces « nouvelles logiques marchandes » qui limitent les droits des citoyens.

De telles interrogations devraient être formulées, en France, par les partis politiques. Mais, se demande Claude Julien, ces partis peuvent-ils vraiment s'acquiescer de cette mission s'ils n'injectent pas dans leur pratique interne une forte dose de démocratie ?

Plusieurs articles sont consacrés aux divergences actuelles entre les Etats-Unis et Israël ; Barry Morris explique pourquoi Washington ne craint plus de déplaire à Jérusalem, tandis que

Serge Halimi montre que si le lobby pro-israélien demeure puissant, les juifs américains ne soutiennent plus aveuglément Israël. Les récentes massacres de Tiananmen ont cherché à étouffer la révolte de la jeunesse chinoise. Mais sait-on concrètement ce que signifie aujourd'hui « être jeune en Chine » ? Isabelle Malter, Solon Ardizis et Philippe Vidélier tentent de répondre à cette question. Un autre dossier est consacré à la Namibie, colonie de l'Afrique du Sud qui se trouve à la veille de l'indépendance : Victoria Brittain, Brian Wood, Antoine Bouillon et John Everson dressent l'inventaire de toutes les incertitudes politiques.

Dans ce numéro, François Barfol explique pourquoi l'Allemagne de l'Est refuse la perestroïka ; Marie-France Toïnet montre que la Cour suprême des Etats-Unis fait reculer, par de récentes décisions, la démocratie ; Serge Regourd décrit la bataille pour l'Europe de la télévision ; et François Godthala évoque le crépuscule des bals populaires et la grande misère des musiciens.

Egalement au sommaire : une nouvelle de Jeanne Hyvrard, « la Métropolitain ».

سكنا من الحاص

Amériques

M. Vargas Llosa « sauveur » du Pérou ?

(Suite de la première page.)

Mario Vargas Llosa n'a d'ailleurs pas — du moins pas encore — ce charisme classique des politiciens populistes latino-américains : le coup de gueule facile, l'éloquence creuse mais enflammée, le côté macho provocant, sûr de lui, ne portant pas de gilet pare-balles mais voulant que cela se sache, la bonhomie sincère et la démagogie dans la peau. Mario, ancien journaliste, homme de lettres catapulté à la tribune des meetings politiques, se force encore, on le voit bien, à « faire peuple ». Il réussit mieux place San Martín, à Lima, devant un public bon chic bon genre venu de San Isidro et de Miraflores, quartiers résidentiels, que dans les bidonvilles sinistres et poussiéreux de l'immense capitale péruvienne.

Il parle bien, mais ce n'est pas un tribun. C'est un intellectuel de bonne volonté qui s'adresse à un peuple simple, misérable, désespéré, apparemment résigné mais qui attend de nouveau un « sauveur », l'homme providentiel qui sera capable de répondre aux multiples et redoutables défis du prochain quinquennat présidentiel (1990-1995).

Une crise économique dramatique

L'histoire semble se répéter. En 1980, après une parenthèse militaire ambiguë de douze années, Fernando Belaúnde Terry, déjà président de 1963 à 1968, leader de l'Action populaire (conservateur), avait, lui aussi, été cet homme providentiel. Il a échoué, il a déçu : son parti, aux élections de 1985, a chuté à moins de 7 % des suffrages. Et pourtant « l'architecte » Belaúnde Terry, septuagénaire en pleine forme en 1989, revient au premier plan : il promet d'aider Vargas Llosa à conquérir la présidence, sans donner l'impression toutefois de renoncer complètement à ses propres chances. Ses manœuvres avaient d'ailleurs incité Vargas Llosa à renoncer « de manière irrévocable », à la candidature présidentielle, le 21 juin dernier, et à boucler ses valises pour l'Europe. L'ancien président ayant fait amende honorable, Mario est revenu à Lima le 14 juillet, a repris sa « démission », plus fort qu'avant sa fausse sortie, mais pas encore à l'abri d'un coup de Jarnac de ses « alliés ».

Alan García avait, avec encore plus de brio, assuré en 1985 ce rôle de « messie » et commencé sa présidence avec un taux de popularité record de près de 85 %. Quatre ans après la déception, énorme, est à la mesure des espoirs frustrés. Sa cote est tombée à moins de 5 %. Il a

même été, l'année dernière, à deux doigts de la chute. Les militaires, agacés mais indécis, ont été calmés in extremis par l'ambassadeur des États-Unis.

Hyper-inflation, récession, chute brutale du pouvoir d'achat (60 % en moyenne depuis douze mois) : la crise économique est dramatique, mais le peuple n'est pas — pas encore — descendu dans la rue, comme à Caracas ou à Rosario. Fatalisme indien ? Délinquance, trafic de drogue en hausse, extension de l'insurrection armée du sentier lumineux qui prétend paralyser, sinon interdire, les élections municipales de novembre 1989 et les élections présidentielles et générales d'avril 1990 : la crise politique et institutionnelle impose des mesures radicales et nouvelles. Toute la classe politique en convient, d'ailleurs, mais elle est divisée.

Elle joue à préparer des élections sur un volcan. L'APRA, au pouvoir, est discrédité, affaibli par des conflits internes et des appétits particuliers, mais menace déjà de soutenir la gauche pour faire échec à Vargas Llosa : « La droite ne reviendra jamais au pouvoir », a proclamé Armando Villanueva, ancien premier ministre et leader de la vieille garde apriste. Mais la gauche dite unie offre le spectacle ridicule, à l'heure des plus grands dangers, de querelles intestines, de disputes byzantines pour s'approprier un sigle, « la Gauche unie » (IU), qui n'a plus guère de sens. Alfonso Barrante, ancien maire de Lima et ex-leader de cette gauche unie, échappe au naufrage en lançant sa candidature à la présidence en dehors et par-dessus la tête des leaders des six petites formations rivales de gauche, et il compte former son propre parti. Une tactique pleine de bon sens. Le duel décisif, en avril 1990, pourrait opposer Barrante à Vargas Llosa.

Alan García, malgré son échec désastreux pour le pays, n'a pas davantage renoncé à revenir, éventuellement en 1995. Mais c'est Mario, aujourd'hui, qui tient la corde. Les derniers sondages de juillet lui accordent 72 % d'intentions de vote. La plupart des chaînes de télévision privées le traitent déjà en vainqueur d'un scrutin annoncé et pourtant mis en question par l'offensive militaire et politique du Sentier lumineux. Mario Vainqueur ? La petite histoire retiendrait, dans cette hypothèse, que pour la première fois un ancien collaborateur de l'Agence France Presse accèderait à l'investiture suprême. Mais pour quelle politique ?

Vargas Llosa, jeune écrivain à succès (*La Ville et les Chiens*, en 1963, lui ont valu sa première distinction littéraire), flirtait alors avec l'extrême gauche, sympathisant avec la révolution cubaine. Comme tant d'autres intellectuels latino-américains, il a « viré sa cuit », rompu avec La Havane à l'occasion de la ténébreuse affaire Padilla (1), et progressivement adopté des posi-



tions libérales. Il a été, au départ, très influencé par l'économiste Hernando de Soto, auteur d'un best-seller, *L'Autre Sentier*, excellente analyse du phénomène clé des « informels » (60 % de la population active). Un de Soto qui n'est pas lui-même dénué d'ambitions politi-

Antimilitariste

Vargas Llosa, maintenant leader du mouvement Liberté, l'une des trois composantes du Frente avec l'action populaire de Belaúnde Terry et le Parti populaire chrétien (PPC) de Luis Bedoya, s'en est un peu éloigné. Et il préconise maintenant ce qu'il appelle une économie sociale de marché (la libre concurrence tempérée par une action en faveur des plus démunis). Il dénonce avec raison la bureaucratie, envahissante, inefficace et corrompue de l'appareil d'État. Il sait pourtant, sans le dire nettement, qu'un libéralisme économique à la Thatcher, ou même à la chilienne, n'est guère applicable au Pérou où les pauvres — l'immense majorité — seraient encore plus écrasés, sacrifiés sur l'autel du redressement économique et financier. La marge est donc étroite.

C'est le projet, malheureux, d'établissement du système financier, lancé à grand fracas par Alan García le 28 juillet 1987, qui a incité Vargas

Llosa à se lancer dans l'arène politique. Et l'économie reste son cheval de bataille. Il est plus prudent, sur le thème non moins dramatique de la subversion. Il nous avait déclaré à ce sujet : « Si les autorités ne se décident pas à mobiliser la population civile, l'armée seule ne pourra pas mettre la subversion en échec. » Une idée reprise depuis par le gouvernement García et par les chefs de l'armée. Mais une idée dangereuse, car la formation ou le renforcement des milices civiles armées (des *ronderos* mal équipés affrontant déjà, parfois, les bandes du Sentier lumineux dans les villages perdus de la sierra) pourrait accélérer le processus de guerre et accroître le chaos qui submerge déjà certaines régions.

Vargas Llosa n'a jamais beaucoup aimé les militaires aux tendances totalitaires. « Au Pérou, dit-il, tous les cabinets militaires se sont terminés par des coups d'État, et le rôle des militaires n'est pas de gouverner. » Le candidat à la succession très difficile d'Alan García n'a pas oublié que des hommes en uniforme ont brûlé certains de ses livres en place publique. Et l'armée, qui s'est finalement décidée, contre l'avis, semble-t-il, du président García, à lancer des « opérations coups de poing » contre le Sentier lumineux et les trafiquants de drogue dans la vallée tropicale du Huallaga, se méfie apparemment encore un peu de cet intellectuel antimilitariste, anti-apriste, anti-communiste et favorable à la réinsertion immédiate du pays dans la communauté financière internationale.

Mais l'armée se fera une raison si Vargas Llosa apporte enfin des réponses concrètes aux problèmes aigus d'une nation inquiète et sceptique. Le Pérou n'est sans doute pas encore « le Liban de l'Amérique du Sud », comme l'affirme John Read, président de la Citicorp de New York. Mais, comme le déclarait François Bourricaud : « C'est un pays, pour le moment du moins, ingouvernable. Les problèmes du pays, dit-il, sont terribles. Ils peuvent être encore aggravés par l'incompétence et la frivolité de ses dirigeants. »

MARCEL NIEDERGANG.

(1) L'affaire Padilla a débuté en mars 1971, lorsque l'écrivain Heberto Padilla a été arrêté à Cuba, sous l'accusation de complot contre le régime. Après avoir été soutenu par de nombreux intellectuels latino-américains — dont Mario Vargas Llosa — Heberto Padilla a fait son autocritique, dénonçant à son tour ses défenseurs. Cette affaire marque le début de la rupture de nombreux intellectuels latino-américains avec le régime castriste.

PANAMA

Première réunion de conciliation entre opposition, gouvernement et armée

Panama. — Les représentants du gouvernement, de l'armée et de l'Alliance démocratique d'opposition civile (ADOC) ont tenu, jeudi 3 août à Panama, leur première réunion de conciliation. A annoncé M. Diego Cordovez, ministre équatorien des affaires étrangères et chef de la mission de médiation de l'Organisation des États américains (OEA). Les premières discussions avaient été suspendues le mois dernier. Les délégations étaient composées des anciens candidats à la présidence et à la vice-présidence du parti au pouvoir — MM. Carlos Duque, Aquilino Boyd, Ramon Sileiro — de l'opposition — MM. Guillermo Endara, Ricardo Arias et Guillermo Ford — de trois députés de l'armée — les lieutenants-colonels Armando Palacios, Luis Cordoba et Julio O'Young — et du représentant du président Manuel Solís Palma, M. Romulo Betancour.

Le médiateur uruguayen a affirmé que les parties en présence avaient discuté « de choses concrètes ». Selon lui, un accord pourrait intervenir bientôt pour mettre fin à la crise politique ouverte depuis l'annulation des élections générales du 7 mai, remportées, selon l'Eglise catholique et les observateurs étrangers, par l'opposition. « Nous demandons toujours le départ du général Noriega des forces armées », a pour sa part déclaré M. Endara, en précisant que les discussions avaient été « très dif-

ficiles ». Il a indiqué, sans donner d'autres précisions, que trois propositions différentes ont été présentées et devaient être à nouveau discutées vendredi. Elles concernent la composition du gouvernement, qui doit être installé — selon la Constitution — le 1^{er} septembre prochain, au terme du mandat de l'actuel président Manuel Solís Palma. Ce nouveau gouvernement de coalition serait chargé, selon M. Betancour, d'organiser de nouvelles élections dans un bref délai.

Au moment même où se déroulait la réunion tripartite, une centaine d'étudiants ont dressé des barricades aux abords de l'université de Panama pour protester contre la recommandation, faite le 20 juillet dernier par l'OEA, d'organiser de nouvelles élections. L'opposition considère en effet qu'elle a légitimement remporté le scrutin, et réclame jusqu'ici la reconnaissance pure et simple de sa victoire.

Les manifestants se sont violemment affrontés aux forces anti-émeutes. Les policiers ont tiré à la chevroline, blessant au cœur un étudiant de vingt-quatre ans. Luis Gonzalez Santamaria est mort peu de temps après son transport dans une clinique privée, où se trouvent toujours deux autres jeunes gens, ainsi grièvement blessés par balles. Les membres des délégations ont unanimement condamné cette violence. — (AFP, Reuters, UPI.)

BIBLIOGRAPHIE

Des intellectuels brésiliens sur le devant de la scène politique

Singulier destin que celui des intellectuels brésiliens tout au long de ce siècle. Plus qu'aucuns de leurs homologues latino-américains, ils auront durablement occupé le devant de la scène politique.

Dans les années 30, où Carlos Drummond de Andrade et un Gilberto Freyre aspirent à se substituer à des élites défaillantes afin de réorganiser la société par « en haut ». Quelques décennies plus tard (1934-1964), leurs voix se mêlent à celles de Celso Furtado, Fernando Henrique Cardoso et de Darcy Ribeiro. Tous prétendent, cette fois, incarner le peuple et se font les idéologues du développement national. Enfin, tout au long des vingt années du régime militaire (1964-1985), les trois derniers entendent personifier l'opposition à l'État autoritaire et à la défense de la démocratie.

Au regard de cette histoire, une double question surgit. Comment les membres de l'intelligentsia ont-ils pu se vouloir tour à tour les constructeurs d'un ordre corporatiste, les accoucheurs d'une révolution populaire, et, enfin, les chantres de la société civile ? Comment ont-ils réussi à occuper aussi durablement une position charnière dans le paysage politique brésilien ?

C'est à l'étude de ces paradoxes que vient d'être consacré un important ouvrage, *Entre le peuple et la nation, les intellectuels et la politique au Brésil* (1). Le livre de Daniel Pécaut a ceci de notable qu'il n'est pas simplement une histoire — ou une sociologie — de trois générations d'intellectuels. Car, si c'est bien là son point de départ, son analyse le conduit à poursuivre une réflexion originale, entamée dès ses premiers travaux sur la Colombie (2), sur les formes de la politique en Amérique latine.

Généralistes solidaires

L'utilisation du concept de « culture politique » forgé par Augustin Cochin et repris par François Furet lui permet de saisir comment, malgré des options politiques en apparence contradictoires, les générations des années 30 et 60 ont été cependant solidaires d'une même visée. En effet, sans doute la première n'a-t-elle eu d'yeux que pour les élites et n'a-t-elle rêvé que d'une remise en ordre autoritaire de la société ; tandis que la seconde ne voyait de salut que dans le peuple et dans une révolution dont elle se pensait la seule interprète possible.

On repère pourtant dans les deux cas un même mépris pour les deux classes fondamentales — la bourgeoisie et le prolétariat — qui se doivent d'être prises en charge par ces détenteurs d'un savoir communautaire que sont les intellectuels. Leur souci de la politique n'a ainsi rien à voir avec un quelconque engagement strict : il se place délibérément sous le signe du réalisme. Car, à les en croire, leur qualité de détenteurs du savoir implique qu'ils soient naturellement immergés dans la politique,

d'où leur même foi dans la toute-puissance de l'idéologie et dans la prééminence du rôle de l'État comme organisateur du social. Ils manifestent aussi la même répugnance, quand ils ne les condamnent par expressément, vis-à-vis des principes au fondement de l'expérience démocratique et libérale : la distance entre le peuple et ses représentants ; et l'incertitude et l'indétermination propres aux procédures démocratiques.

Toute la subtilité du travail de l'auteur consiste à ne pas s'arrêter à une condamnation facile de ces refus qui forment la matrice de la culture politique de l'intelligentsia mais à saisir comment cette culture s'articule à une réalité spécifique brésilienne (un État omniprésent dès la fin du dix-neuvième siècle) et à un type de mise en forme du politique qui s'instaure un peu partout en Amérique latine à partir des années 30 : le populisme. Forte de ses certitudes et de ses refus, l'intelligentsia en vient à se représenter, à la manière des leaders populistes, comme un trait d'union entre l'État et la société, puis entre le peuple et l'État. Ce qui donne la clef de sa présence récurrente sous les feux de la rampe politique.

Ce constat jette à son tour des lumières inédites sur un sujet au centre du débat sur le renouveau politique qui s'est fait jour au Brésil : la récente conversion des intellectuels latino-américains à la démocratie. Depuis 1975, les termes « démocratie » et « société civile » ne sont-ils pas devenus les maîtres mots du discours intellectuel ? Les élections — naguère toujours tenues en suspicion — ne sont-elles pas aujourd'hui à l'honneur ? Doit-on en conclure que l'expérience de l'oppression aurait conduit ce groupe social à un agissement en faveur de la démocratie formelle ? Les pistes ouvertes à la fin de ce livre sont autrement plus subtiles. Une seule certitude : le ralliement à ces mots d'ordre est d'abord affaire de circonstances, et le fruit d'une tactique qui dit ouvertement son inspiration réaliste. Celle-ci n'en conduit pas moins à composer, et à accepter des procédures qui battent en brèche une matrice forgée dans les années 30.

Reste une question en suspens : dans quelle mesure les appels à la société civile et à la contestation de la toute-puissance étatique ne visent-ils pas à réinstaller l'intelligentsia dans sa position de charnière entre l'État et le peuple, celle-ci s'imaginant représenter par excellence la société civile ? Le problème vaut d'ailleurs tant pour le Brésil que pour le reste de l'Amérique latine.

GILLES BATAILLON.

(1) Editions de la Maison des sciences de l'homme, Paris, 1989, 315 p., 196 F.

(2) *L'Ordre et la Violence, évolution socio politique de la Colombie entre 1930 et 1952*, Editions de l'École des hautes études en sciences sociales, Paris, 1987, 486 p., 350 F.

Afrique

SOMALIE : après les émeutes de Mogadiscio

La violence s'étend dans le sud

NAIROBI
de notre correspondante
en Afrique orientale

Un climat d'insécurité et de violence semble désormais régner dans le sud de la Somalie, dont plusieurs centaines d'habitants auraient fui, ces derniers jours, pour se réfugier dans le nord-est du Kenya. La délégation du Haut-Commissariat aux réfugiés (HCR) basée à Nairobi devait décider, vendredi 4 août, des éventuelles mesures à prendre pour venir en aide à ces populations.

Celles-ci ont été provisoirement installées par les autorités kenyanaises dans les bâtiments de l'école de la bourgade de Liboi, située à deux pas de la frontière somalienne. On ne connaît pas encore le nombre exact de ces réfugiés. C'est la troisième fois, depuis janvier, que des civils du sud de la Somalie viennent ainsi chercher asile au Kenya.

L'hostilité grandissante des militaires originaires de l'Ogaden — qui constituent près de 60 % de l'armée somalienne — à l'égard du président Siad Barre et de son clan expliquent en partie ce regain de tension. La répression massive (plusieurs milliers d'arrestations, des dizaines d'exécutions sommaires) qui a suivi l'émeute du 14 juillet à Mogadiscio n'a pas épargné, en effet, les Somaliens d'origine ogaden : l'ancien ministre de la défense, le général Adan Abdullahi Noor, a lui-même été arrêté le mois dernier, ce qui a suscité une explosion de colère parmi les officiers de son clan et, plus largement, au sein de l'armée régulière, où il bénéficiait d'une grande popularité.

Devant le risque grandissant de mutineries, un bataillon aurait été envoyé de Mogadiscio afin de « mater » d'éventuelles rébellions dans le sud du pays, et notamment dans la garnison de Kismaayo. Cette tentative de reprise en main aurait tourné au désavantage des troupes « loyales » (d'origine marchan), et l'on affirme même que le chef du bataillon As Asleh, demi-frère du président Siad Barre, aurait été pris en otage ainsi qu'une dizaine d'autres membres de l'état-major par les militaires ogadens. Ceux-ci espèrent — assez naïvement, estiment certains observateurs — que ce coup de force poussera le gouvernement à libérer le général Abdullahi Noor.

Ces affrontements entre militaires ont en tout cas aggravé brutalement la situation de violence latente dont les populations civiles sont les premières victimes. Selon certains témoignages parvenus jeudi à Nairobi, les actes de pillage se multiplient dans les zones somaliennes proches de la frontière kenyanne, une vingtaine de personnes auraient été tuées. Pendant ce temps, à Mogadiscio, les meurtres et les rafles continuent, chaque nuit apportant son lot de crimes, de viols et d'atrocités commises par les milices gouvernementales.

De source diplomatique, on affirme que le directeur de la Croix-Rouge somalienne, M. Yusuf Ali, aurait échappé de peu à une arrestation. Il aurait eu le tort, dit-on, de tenter d'organiser les secours et d'apporter des soins aux victimes de l'émeute d'origine musulmane du 14 juillet.

CATHERINE SIMON.

ÉTHIOPIE

Etranges « ressortissants » américains

Addis-Abeba. — Ce pourrait être Tarzan version 1989, l'histoire de l'enfant sauvage, ou encore le Livre de la jungle. Un frère et une sœur, le teint clair et les cheveux blonds, ont provoqué la stupeur, le mois dernier à l'ambassade des États-Unis à Addis-Abeba, en affirmant avoir été abandonnés par leurs parents américains voilà vingt ans et élevés dans une tribu oromo.

Halé Gedessa, à peu près vingt-cinq ans, et sa sœur Tegest, âgée d'environ vingt ans, ont raconté que, pour une raison indéterminée, leurs parents les auraient confiés à une famille oromo, dans le village de Chabor-Guaga, à 80 kilomètres au nord de la capitale, alors que le garçon était âgé de cinq ans et que la petite fille n'avait que quelques mois. Halé a dû s'occuper des bêtes alors que la petite fille était envoyée dans une famille voisine. Tous deux affirment avoir été maltraités et méprisés par les membres de la tribu à cause de la couleur de leur peau.

Halé et Tegest s'expriment difficilement et se sentent mal à l'aise devant des Blancs. Le jeune homme a les mains noueuses des travailleurs de force. Il n'a jamais été à l'école, tandis que sa petite sœur y a passé huit ans. Ils ne savent pas pourquoi leurs parents les ont abandonnés. Tegest imagine que son père est tombé malade, qu'il a été rapatrié, et que sa mère l'a accompagné aux États-Unis.

Depuis des années, une légende qui ressemble fort à leur histoire court l'Éthiopie : des enfants blancs ont été enlevés par une bande d'Oromos, leur mère est morte peu de temps après et le père est revenu fréquemment dans le pays à la recherche de ses enfants. Le problème, c'est que ces père supposés n'a jamais fait parler de lui à l'ambassade américaine ni dans aucune ambassade occidentale. Toutes ont vérifié leurs archives des vingt dernières années et n'ont trouvé aucune trace d'éventuels parents à la recherche de leurs enfants.

A l'époque, les Américains étaient très nombreux à occuper des postes de coopérants civils ou militaires en Éthiopie. L'un d'entre eux aurait pu avoir deux enfants avec une Éthiopienne, avant de les abandonner et de quitter le pays. Selon les habitudes locales, la femme aurait alors cherché à placer les enfants dans une autre famille pour éviter la honte de ses élever seule ; c'est encore l'explication la plus plausible.

Aujourd'hui, le frère et la sœur vivent à une quarantaine de kilomètres de la capitale, dans un petit village. Tegest élève son petit garçon de trois ans et Halé subvient aux besoins de la famille en faisant des « petits boulots ». Parfois, Halé lui parle d'un très lointain passé : « C'est presque comme un rêve, très flou. Je vois ma mère, elle est très grande et blanche, et nous vivions dans une maison en brique. » — (AP.)

PANAMA

La réunion de conciliation
entre le gouvernement et l'armée

La réunion de conciliation entre le gouvernement et l'armée a eu lieu à Panama, le 4 août, à 14 heures. Elle a été présidée par le général Noriega. Les participants ont discuté de la situation politique et militaire du pays. Le général Noriega a souligné l'importance de la coopération entre le gouvernement et l'armée pour assurer la stabilité du pays. Les participants ont convenu de poursuivre les efforts de conciliation et de résoudre les différends par des moyens pacifiques.

Intellectuels brésiliens
devant la scène politique

Les intellectuels brésiliens se sont réunis à Rio de Janeiro, le 4 août, pour discuter de la situation politique du pays. Ils ont souligné l'importance de la participation des citoyens à la vie politique et de la lutte contre la corruption. Ils ont également appelé à une réforme de la Constitution et à une amélioration des services publics.

Les réfugiés kurdes irakiens sont arrivés dans le Puy-de-Dôme. Ils ont été accueillis par les autorités locales et les bénévoles. Les réfugiés ont été hébergés dans des camps et ont reçu des soins médicaux et psychologiques. Les autorités ont souligné l'importance de la solidarité internationale et de l'aide humanitaire.

Asie

CHINE : il y a deux mois, la répression du soulèvement

Un coup de feu dans la nuit...

Des dissidents chinois ont annoncé jeudi 3 août, à Paris, la création clandestine, le 4 juillet dernier en Chine, d'une Ligue chinoise pour la justice et la démocratie. Cet organisme se veut « non violent » et a pour objectif « l'établissement d'un système démocratique » ; il est ouvert à tous les « patriotes » ; du printemps de Pékin. Selon ces mêmes sources, un comité pékinois de lutte démocratique constitué par « des étudiants, ouvriers, intellectuels et parents des victimes des massacres de Pékin » aurait été fondé le 23 juillet dans la capitale chinoise.

PÉKIN
de notre correspondant

Cela faisait exactement deux mois, à minuit et demi dans la nuit du jeudi 3 au vendredi 4 août, que l'Armée populaire de libération avait réprimé dans le sang le soulèvement de Pékin. Un coup de feu, qui pouvait être celui d'une arme chargée à blanc, a cloué à proximité immédiate de la résidence diplomatique de Jiangmenwei, un des points stratégiques les mieux gardés par la troupe depuis que Pékin vit sous la loi martiale. Suivi, quelques secondes plus tard, par le tir d'une vraie balle. Puis le silence est retombé.

Un soldat est-il encore tombé sous le feu d'un tir embusqué ? Impossible à dire. La presse officielle ne fait pas état de tels incidents. Pourtant, ils sont, sinon fréquents, du moins réguliers. Des diplomates estiment qu'ils se produisent au moins deux fois par semaine dans la capitale.

Faut-il rapprocher ces incidents, sans précédent dans l'histoire pourtant tumultueuse de la République populaire, d'un constat qui faisait fin juillet le Quotidien du peuple dans un nou-

veau « mémorandum » sur la rébellion contre-révolutionnaire : « Depuis l'écrasement de la rébellion, jusqu'à aujourd'hui encore, un assez grand nombre de gens ont eu des pensées variées, comme par exemple celle consistant à dire : « Si on n'avait pas imposé la loi martiale à Pékin, et si les troupes de la loi martiale » n'avaient pas pénétré dans la ville, la rébellion » contre-révolutionnaire se serait-elle produite ? Certains pensent même même les causes et les effets en allant jusqu'à rejeter ainsi les responsabilités : « Il y a eu d'abord la loi martiale décrétée à Pékin, et ensuite seulement les troubles ; les troupes ont pénétré dans la ville dans un premier temps et la rébellion a eu lieu par la suite. »

« Il est compréhensible, poursuivait le journal, que des gens honnêtes et de bonne nature nourrissent certaines doutes, soit faute de pouvoir accepter pleinement les dures réalités du moment, soit parce qu'il s'agit de spectateurs qui n'ont pas eu une compréhension complète de toute l'affaire. » Il est « raisonnable », ajoutait encore l'organe du Parti communiste, que certains s'accrochent à des explications non conformes à la ligne officielle de manière à « résoudre leurs contradictions psychologiques ou défendre leurs erreurs. »

Les dissidents
embarrassés

Le phénomène a en tout cas l'air d'être suffisamment répandu, huit semaines après la tragédie, pour que les médias s'acharnent quotidiennement à répéter la thèse de la conspiration et de la préméditation. Un deuxième article en vingt-quatre heures s'était intitulé le « une » du Quotidien du peuple jeudi contre le dissident Yan Jieji, réfugié aux Etats-Unis. Ce tir de barrage contre les dissidents en août coïncide avec l'apparition devant une réunion conjointe des commissions des droits de l'homme des deux

chambres du Congrès américain de MM. Wu'er Kaixi et Shen Tong, deux des activistes étudiants qui ont, comme M. Yan, gagné clandestinement l'étranger après la répression.

M. Yan se voit dénier la qualité de « membre de l'élite académique » chinoise : il s'agit en fait, assure le journal, d'un homme « qui a commencé il y a une dizaine d'années à nourrir des ambitions politiques en prônant avec enthousiasme la politique du coin de la rue », par opposition à celle des institutions socialistes. La violence de ces attaques traduit l'embarras, bien plus considérable qu'il n'est officiellement admis, que suscite à Pékin l'activité des dissidents réfugiés en Occident.

M. Yan est notamment accusé d'avoir « pris le commandement, le 3 juin, lorsque commença la rébellion contre-révolutionnaire, des actions anti-gouvernementales en organisant la population de manière à bloquer la progression des véhicules de l'armée » sur ce même pont de Jiangmenwei situé au pied des appartements de la communauté diplomatique... Deux mois plus tard, les soldats gardent toujours impassiblement le pont sous un soleil de plomb dans la journée — on leur a quand même fourni des parasols pour s'abriter — et, épisodiquement la nuit, sous les balles de tirs embusqués, peut-être des proches de ceux qui sont morts dans la charge du 3 juin. Les auteurs de ces derniers proviennent vraisemblablement des caravanes confisquées par la population à la troupe lors de son entrée en ville ou prélevées des véhicules militaires abandonnés par des unités ayant refusé d'avancer contre les civils.

Ce n'est pas encore une guérilla. Ce n'est plus un soulèvement. C'est loin d'être le retour à l'ordre et l'harmonie sociale décrits par la presse officielle. C'est en tout cas la preuve que le traumatisme immense causé par la répression de la rébellion n'est pas durci. Autant, et même plus, que la loi martiale.

FRANCIS DERON.

JAPON : le débat sur la succession de M. Uno

Le choix de M. Kaifu
comme premier ministre est critiqué
au sein même du parti au pouvoir

TOKYO
de notre correspondant

Bien que le choix de l'assemblée générale des parlementaires libéraux-démocrates du 8 août ne fasse guère de doute, la candidature de M. Toshiki Kaifu, qui sera appelé à succéder au premier ministre, M. Uno, suscite des commentaires acerbes dans la presse et des réactions critiques parmi les membres de la majorité gouvernementale.

Il est notamment possible que soit opposé à M. Kaifu un autre candidat de la même génération, M. Shin-ichi Ishihara, soutenu par un groupe de jeunes politiciens — l'Union pour la liberté et les réformes — animé par M. Shizuka Kamei, porte-parole de l'aile droite du Parti libéral-démocrate (PLD). Une fronde des « jeunes Turcs » qui n'aura pas de conséquences sur la désignation du futur premier ministre mais sera symptomatique du conflit de générations qui se dessine au sein du PLD.

Les jeunes parlementaires conservateurs critiquent la manière dont a été choisi M. Kaifu : une nouvelle fois, au lieu de permettre aux membres du PLD d'exprimer librement leur choix au cours d'une élection, c'est la « logique des clans » et les ententes à huis clos entre les cadres du parti qui ont prévalu. En l'absence d'un courant minoritaire, c'est en l'occurrence les chefs des deux principaux clans, MM. Take-

shita et Abe, qui ont eu le dernier mot (ils « contrôlent » à eux deux 215 des 402 parlementaires libéraux-démocrates). L'accord, apparemment passé entre les deux chefs de clans revient à un renvoi d'ascenseur : M. Abe soutenant la candidature de M. Kaifu, choix de M. Takehisa, en échange de l'appui de ce dernier pour prendre la relève le moment venu.

Dans son ensemble, la presse de ce vendredi critique la désignation, pratiquement acritique, de M. Kaifu comme prochain premier ministre en qualifiant celui-ci de « sous-produit » de M. Takehisa et le futur gouvernement de « cabinet Takehisa numéro trois ». A bien des égards, le choix de M. Kaifu rappelle celui de M. Uno, renforçant l'idée que son mandat consisterait essentiellement à assurer la transition en attendant le retour sur le devant de la scène des caciques en lendemain d'élections générales vraisemblablement anticipées et qui, en tout état de cause, doivent avoir lieu avant juillet 1990.

A la suite de leur défaite au scrutin du 23 juillet pour le renouvellement de la moitié de la Chambre haute, les libéraux-démocrates ont perdu la présidence de deux commissions, passées aux socialistes, mais ils conservent celle des plus importantes (notamment le budget et les finances).

PHILIPPE PONS.

Europe

URSS : vote au Soviet suprême

Des amendements visent à accroître
l'autonomie des entreprises d'Etat

Moscou. — Le Soviet suprême a adopté jeudi 3 août une série d'amendements à la loi sur les entreprises d'Etat visant à accroître l'autonomie de ces dernières à l'égard du pouvoir central. Proposés par M. Leonid Abalkine, vice-premier ministre responsable de la réforme économique, ces amendements devraient contribuer à lever certains des obstacles auxquels se heurte la perestroïka.

Ils répondent également à des revendications avancées au mois de juillet par les mineurs grévistes qui souhaitent que les droits de leurs entreprises soient élargis afin qu'elles puissent notamment disposer librement d'une partie de leur production.

Le texte adopté jeudi par le Soviet suprême prévoit notamment que les commandes d'Etat ne pourront atteindre 100 % de la production prévue par le plan — ce qui aboutissait fréquemment à priver les entreprises, dans la pratique, de la marge de liberté qui leur était théoriquement reconnue.

Les entreprises d'Etat pourront, d'autre part, se retirer des groupements industriels dont elles dépendent et adhérer à des associations indépendantes. L'agence Tass indique que « si le collectif des travailleurs prend son entreprise en bail, il peut le déléguer de l'autorité du ministre » (dont elle dépend actuellement). La loi donne encore aux entreprises d'Etat la faculté d'effectuer des transactions avec l'étranger, de se constituer un capital et d'établir des relations avec des partenaires des pays socialistes, capitalistes ou en voie de développement.

Un sans-parti
au gouvernement

Jeudi également, le Soviet suprême a confirmé la nomination au gouvernement d'un sans-parti, c'est-à-dire une personnalité non membre du Parti communiste. Il s'agit d'une première en Union soviétique, dont le bénéficiaire est M. Nikolai Vorontsov, biologiste.

membre de l'Académie des sciences, qui devient président du comité d'Etat (ministère) pour la protection de la nature. Le nouveau ministre s'est prononcé devant les députés pour un renforcement des bases juridiques de la défense de l'environnement. Il a également souligné que les droits et les intérêts des autochtones devaient être respectés dans l'exploitation des ressources minières.

Quatre autres nouveaux membres du gouvernement ont été confirmés jeudi par le Soviet suprême. M. Viktor Gueratchenko devient président de la Banque d'Etat de l'URSS (Gosbank), dont il était depuis l'an dernier vice-président, en charge des activités économiques extérieures. M. Leonid Filimonov, ingénieur spécialisé dans le pétrole, a été nommé pour sa part ministre de l'industrie pétrolière et du gaz, tandis que le poste de ministre de l'industrie du bois revenait à M. Vladimir Melnikov, un spécialiste de l'économie forestière. M. Nikolai Roussek a enfin été nommé président du comité d'Etat pour la culture physique et le sport, dont il était auparavant premier vice-président. Restent encore à pourvoir, indique l'agence Tass, les postes de ministres des chemins de fer, de la culture ainsi que celui de vice-premier ministre chargé des activités économiques extérieures. — (AFP, AP.)

« Grève d'avertissement » en Sibérie. — Les mineurs de dix-sept puits de la région de Kemerovo, dans le Koubass (Sibérie), ont observé jeudi matin 3 août une « grève d'avertissement » de deux heures pour protester contre la poursuite de la construction d'un barrage malgré la promesse du gouvernement de l'interrompre, a rapporté l'agence Tass.

Les autorités fédérales s'étaient engagées à faire suspendre les travaux du barrage de Krapivinsky, construit le long de la rivière Tom, tant qu'une étude sur la situation écologique dans cette zone ne serait pas achevée. Les travaux ont finalement été suspendus. — (AFP.)

Bucarest rappelle son ambassadeur
en Hongrie pour consultation

La Roumanie a rappelé son ambassadeur à Budapest pour consultation à la suite de la diffusion à la télévision hongroise, le lundi 31 juillet, d'un portrait de l'ancien roi de Roumanie Michel I^{er}, qui vit toujours en Suisse. Selon un porte-parole de la télévision, le gouvernement roumain a qualifié les propos tenus par l'ancien monarque, intervenus pour l'occasion sur la situation dans son pays, d'« anti-roumains, antisocialistes et fascistes ».

L'émission avait été annoncée à grand fracas, et la Roumanie avait tenté de la faire interdire par des démarches diplomatiques. Le ministre hongrois des affaires étrangères a jugé la réaction roumaine « inacceptable », jugeant que l'émission était du ressort de la télévision et non du gouvernement. La Hongrie avait déjà eu, cette année, maille à partir avec la Tchécoslovaquie à la suite de la diffusion à la télévision hongroise d'une longue interview de l'ancien chef du Parti communiste tchécoslovaque lors du « printemps de Prague ». M. Alexandre Dubock, Prague n'avait pas été plus loin qu'une protestation diplomatique.

Les relations entre la Hongrie et la Roumanie n'ont cessé de se dété-

riorer ces dernières années en raison des tentatives d'assimilation forcée de la minorité hongroise de Transylvanie. Trente mille Roumains sont actuellement réfugiés en Hongrie. Cette dernière a beaucoup contribué à l'isolement diplomatique croissant dans lequel se trouve actuellement la Roumanie. Au sein des instances internationales, notamment lors de la dernière réunion de la conférence sur la coopération et la sécurité en Europe à Vienne, Budapest n'a pas hésité à joindre sa voix aux pays occidentaux pour mettre systématiquement le régime Ceausescu en accusation et dénoncer la répression qu'il exerce.

En Grande-Bretagne, où la politique de « systématisation » roumaine fait l'objet, comme dans plusieurs autres pays, d'une campagne de pétitions, le quotidien *The Independent* a rapporté, vendredi, que l'ambassadeur de Roumanie venait de refuser de recevoir une délégation de députés de plusieurs partis politiques venus l'interroger sur la situation roumaine. La délégation entendait lui remettre une première liste de dix mille signatures. — (AFP.)

Budapest pourrait accorder
aux réfugiés est-allemands
un statut de réfugié politique

Un responsable des réfugiés au ministère hongrois de l'intérieur, M^{me} Judith Todt, a déclaré jeudi 3 août à la radio hongroise qu'il était « imaginable » que dans certains cas individuels la Hongrie accorde à l'avenir le statut de réfugié politique à un citoyen est-allemand.

Il n'existe, pour l'instant, aucun « cadre légal » en Hongrie pour régler le problème de l'afflux des Allemands de l'Est qui veulent passer à l'Ouest. La Hongrie a signé en février de cette année la Convention internationale de Genève sur les réfugiés. Mais contrairement aux réfugiés roumains, elle ne considère pas jusqu'à présent les réfugiés est-allemands comme des réfugiés politiques.

Bonn a annoncé jeudi que l'ambassadeur de RFA en Hongrie allait dans les prochains jours s'entretenir de ce problème avec les ministres hongrois de l'intérieur et des affaires étrangères. Le gouvernement ouest-allemand a également demandé au commissaire des Nations unies aux réfugiés, Jean-Pierre Hocké, d'intervenir à ce propos. — (AFP.)

A TRAVERS LE MONDE

Italie

La police libère
un industriel enlevé
depuis deux mois

L'industriel florentin Dante Belardinelli, soixante-cinq ans, enlevé le 30 mai dernier par une bande, soupçonnée d'appartenir à la Mafia, spécialisée dans les rapts contre rançon, a été libéré, jeudi matin 3 août, lors d'une opération de police dans une ferme située à la limite de la Toscane et du Latium. Le « roi du café » a été retrouvé un capuchon sur la tête, sous une tente, les pieds attachés à un arbre. Un berger sardinien le gardait à proximité, armé d'un fusil à canon court.

Dans la nuit du 28 au 29 juillet dernier, une fusillade avait opposé ses ravisseurs à des policiers, qui s'étaient fait passer pour membres de la famille, sur une autoroute dans la banlieue de Rome. Deux malfaiteurs avaient été tués au cours de l'affrontement. Deux autres et quatre policiers avaient été blessés.

L'intervention musclée des carabinieri traduisait la volonté des autorités italiennes de durcir leur attitude, alors que les enlèvements se multiplient en Italie.

Les indications fournies par les deux malfaiteurs appréhendés ont permis à la police de localiser l'endroit où avait été détenu M. Belardinelli. A la mi-juillet, la bande, formée notamment de Sardes et de Siciliens, avait envoyé à la famille Belardinelli des morceaux des deux oreilles de leur victime. Les ravisseurs réclamaient une rançon de 5 milliards de lires. — (AFP, AP.)

Sri-Lanka

Impasse
dans les pourparlers
sur le retrait
des troupes

Les pourparlers sur le retrait des 45 000 soldats indiens déployés depuis juillet 1987 dans le nord du Sri-Lanka pour venir à bout de

l'insurrection séparatiste tamoule marquent le pas à New-Delhi. La première phase de ces conversations, entre les ministres des affaires étrangères indien et sri-lankais n'a pas abouti à un accord sur les exigences du retrait sri-lankais Premadasa, qui souhaite le retrait immédiat de ces troupes. Le chef de la délégation de Colombo, M. Ranjan Wijeratne, a déclaré qu'il n'était « dans l'ensemble pas satisfait de ces entretiens » et qu'il rentrerait à Colombo pour informer son gouvernement de l'état des conversations. Plus optimistes, les Indiens ont exprimé leur « satisfaction », ajoutant néanmoins que, « étant donné que les négociations se poursuivent, nous ne pouvons en dire davantage ».

Pendant ce temps, la violence continue de faire rage au Sri-Lanka, où une vingtaine de personnes ont trouvé la mort en vingt-quatre heures. Parmi elles figurent une douzaine de victimes des terroristes sri-lankais du JVP (Mouvement de libération populaire), qui ont massacré la famille d'un parlementaire du parti gouvernemental et assassiné un dignitaire de l'Eglise bouddhiste favorable à M. Premadasa. — (AFP, UPI.)

Handwritten text in Arabic script: "هذا هو الراجح"

Les incendies dans le Sud-Est

Trop de broussailles et trop de vent

Accalmie relative sur le front des incendies de forêts. Pour la première fois depuis quatre jours l'affaiblissement du vent et la baisse des températures permettent aux milliers de soldats du feu de souffler un peu. Il était temps car leur épuisement est visible. Les parades d'encouragement prodiguées, jeudi 3 août, sur le terrain même par M. Pierre Joxe, ministre de l'Intérieur, ont été les bienvenues. La plupart des foyers ont été totalement maîtrisés du moins circonscrits. Dans le Var, cependant, la situation demeure préoccupante, vendredi matin 4 août, entre Nans-les-Pins et Saint-Maximin, où 4 000 hectares de bois et de garrigues sont partis en fumée. A Bormes-les-Mimosas, où 1 600 hectares ont été parcourus par les flammes, les sauveteurs s'employaient encore à traiter les lisières pour empêcher tout nouveau débordement. Partout les pompiers restent mobilisés, car au retour du vent pourrait tout remettre en question.

L'attention se porte déjà sur d'autres départements. Dans l'Aude, 1 000 hectares

de garrigues ont été détruits par un incendie qui s'est déclaré à Tachan et qui n'était toujours pas maîtrisé vendredi matin. En revanche, les unités de défense contre l'incendie de la Gironde ont réussi, en intervenant massivement, à stopper un feu qui s'est déclaré jeudi en fin d'après-midi dans la commune de Lège, au nord du bassin d'Arcachon. Une centaine d'hectares de pins ont été anéantis.

Déjà, le bilan de ces quatre jours, qui resteront dans les mémoires, est extrêmement lourd : 35 000 hectares de forêts et de maquis sont partis en fumée, trois touristes italiens ont péri carbonisés en Corse, des dizaines de milliers d'estivants ont dû déguerpir en hâte et certains ont perdu tentes et caravanes ; voitures, cabanons, maisons, entrepôts et appartements détruits se comptent par dizaines.

Partout, bien entendu, on cherche à comprendre ce qui s'est passé. Les imprudences sont souvent en cause. Plusieurs sinistres ont pris naissance dans des

décharges publiques qui continuent à se consumer malgré toutes les interdictions. Trois personnes ont été interpellées à Rogues (Bouches-du-Rhône), qui ont admis que leurs mégots ont mis le feu à un tas de vieux matelas. La recherche des pyromanes bat également son plein. Un magistrat instructeur de Marseille a entendu, jeudi, un jeune homme de vingt ans, en vacances dans le département, qui a reconnu avoir mis le feu à Roquefort-la-Bédoule, parce qu'il avait été exclu du corps des sapeurs-pompiers d'Annemasse.

Enfin, la polémique sur la politique à mener en matière de lutte et de prévention contre les incendies de forêts se poursuit. M. Jean Bousquet, maire de Nîmes, se plaint que les moyens de l'armée n'aient pas été suffisamment mobilisés et demande le déclenchement du plan ORSEC. Quant à M. Haroun Tazieff, ancien commissaire aux risques majeurs, il met en cause l'insuffisance de la prévention et en appelle au chef de l'Etat.

M. Joxe souligne la priorité donnée à la protection des vies humaines

MARSEILLE
de notre correspondant régional

Avant de se rendre, vendredi 4 août, dans le Gard, M. Pierre Joxe, ministre de l'Intérieur, s'est déplacé, jeudi 3 août, dans les Bouches-du-Rhône et le Var pour s'informer de l'évolution de la lutte contre les feux de forêt. Il a notamment tenu, à Marseille, une réunion de travail avec les préfets et les responsables de la lutte contre les incendies de sept départements méditerranéens (Alpes-Maritimes, Bouches-du-Rhône, Haute-Corse, Gard, Hérault, Var et Vaucluse) et a visité le centre interdépartemental de coordination opérationnelle de la sécurité civile (CIRCOSC) de Valabre, près d'Aix-en-Provence, ainsi qu'un PC opérationnel, sur le terrain, à Rians (Var). Il s'est également rendu au chevet de pompiers blessés à l'hôpital militaire de Marseille.

Le ministre de l'Intérieur a essentiellement insisté sur la priorité absolue donnée à la protection des vies humaines et l'efficacité, en son nom propre et en celui du président de la République, les sauveteurs civils et militaires qui, a-t-il déclaré, « méritent honneur, considération et respect ». Il a affirmé, en réponse aux critiques de certains élus locaux sur l'insuffisance des moyens mis en oeuvre, que « la disponibilité a démontré son efficacité » compte tenu d'une « situation exceptionnelle de sécheresse » qui avait nécessité « des choix déchirants ». Il n'a annoncé aucune mesure nouvelle, ni laissé attendre de révision de la politique suivie dans le domaine de la lutte contre les feux de forêt.

« La priorité, en matière de sécurité, a déclaré le ministre de l'Intérieur, qui était notamment accompagné par M. Hubert Fourrier, directeur de la sécurité civile, c'est la protection des vies humaines. C'est parce qu'il y a conscience de sauvegarder eux-mêmes à exposer la leur. Quiconque ignore cet aspect des actions de secours s'expose à faire un grave contresens. Naturellement il faut porter la plus grande attention à la sauvegarde des biens. Evidemment, il faut avoir le souci de préserver le patrimoine naturel et de limiter les risques écologiques. Mais il faut être réaliste et reconnaître que pour ne pas comprendre ce que c'est qu'il est, la sécurité des personnes passe avant tout le reste, ce qui implique, à certains moments des choix déchirants. »

Le rôle des élus

M. Joxe a rappelé, qu'en prévision d'un été difficile, des dispositions avaient été prises, dès le mois de mai, notamment par l'envoi dans la région méditerranéenne de détachements préventifs de pompiers et de militaires (1). « Nous ne sommes pas au bout de nos peines, a-t-il estimé. Aussi importe-t-il que les règles de prudence et de vigilance soient mieux respectées par tous. Chacun doit prendre conscience qu'il peut jouer un rôle en matière de sécurité et que l'on ne doit pas toujours compter sur ceux dont c'est le métier. »

Le ministre a indiqué, à ce sujet, qu'il avait donné aux préfets des consignes « pour prévenir et réprimer les actes commis par les incendiaires. Nous savons que dans certaines régions le nombre d'actes volontaires qui sont à l'origine des départs de feu est élevé. Le problème est qu'il est difficile de réunir des preuves judiciaires contre les responsables de ces actes quand ils peuvent être identifiés ». Parmi ces actes, M. Joxe a distingué, en particulier, ceux « qui ont pour origine des intérêts parfois très importants liés à l'occupation des sols. Une plus grande sévérité dans le traitement des surfaces incendiées pourrait être de nature à limiter le nombre, mais c'est un problème qui dépend essentiellement des décisions, parfois difficiles à prendre, des élus ».

Interrogé sur le problème des moyens aériens, le ministre a souligné que la France était le pays d'Europe le mieux équipé dans ce domaine et qu'elle possédait plus de bombardiers d'eau amphibies que le Canada lui-même. « Les moyens aériens de lutte contre les incendies de forêts, a-t-il déclaré, ne se limitent pas aux Canadair qui ont d'ailleurs un potentiel d'utilisation extraordinaire. L'efficacité commence par éviter que les feux ne soient allumés. Les Canadair n'ont rien à voir à cela. Ils ne luttent pas contre les incendiaires et ils ne peuvent pas tout contre les incendies. » Selon M. Joxe, qui s'est refusé à « alimenter la polémique », le renouvellement de la flotte « est programmé de façon satisfaisante. Ce serait mentir aux Français, a-t-il ajouté, que d'essayer de leur

faire croire que le problème des feux de forêt est avant tout un problème de moyens aériens. Ce serait une imposture ».

Le ministre de l'Intérieur a enfin répondu aux critiques formulées, jeudi, par M. Haroun Tazieff, sur la politique de lutte contre les incendies, qui, selon l'ancien secrétaire d'Etat, est « couronnée d'insuccès » et à laquelle devrait être préférée une politique de prévention. « Je ne suis pas de ceux qui pensent que la lutte ne sert à rien ni que le seul remède est, au contraire, de multiplier les investissements dont on n'est pas sûr d'ailleurs que l'efficacité serait garantie. La lutte est nécessaire et utile mais une politique de prévention, dans tous les domaines, est indispensable. » A ce sujet, M. Roger Masson, sous-préfet délégué à la protection de la forêt méditerranéenne, a indiqué que 100 millions de francs avaient été affectés, en 1988, à des travaux de prévention, somme à laquelle s'ajoute 340 millions de francs investis par le ministère de l'Agriculture.

G. P.

(1) Depuis le début des feux dans le Midi, deux mille cinq cents hommes, dont un millier de pompiers et mille cinq cents militaires avec deux cents véhicules, ont été acheminés en renfort sur les cinq départements les plus touchés (Bouches-du-Rhône, Var, Gard, Vaucluse, Aude). Dans ces mêmes départements, où 15 560 hectares ont été parcourus par les incendies entre le 1^{er} et le 3 août (la même surface qu'en Corse), cinq mille pompiers et mille engins, avec la participation de militaires, étaient en permanence sur le terrain, dont une partie prépositionnée au début de la saison.

SCIENCES

Une découverte australienne exploitée par des agronomes français

Des « gènes tueurs » pour améliorer les espèces végétales

En acceptant la création d'une entreprise conjointe avec l'organisme national de recherche scientifique australien (CSIRO), le groupe français Limagrain, spécialisé dans les semences, vient sans doute de signer l'un des contrats les plus audacieux de son histoire. L'objectif : développer les applications commerciales d'une nouvelle famille de molécules biologiques appelées « ribozymes » et découvertes en 1987 par deux biologistes du CSIRO.

La société franco-australienne Gene Shears, située à Canberra, bénéficiera d'un budget de départ de plus de 100 millions de francs.

Pour certains, il s'agit ni plus ni moins de l'une des avancées scientifiques les plus importantes de ces dernières années. D'autres vont encore plus loin et prouvent que ce sont nos idées actuelles sur l'évolution qui, à terme, pourraient en être bouleversées.

Chez Limagrain, on joue la carte, plus sûre, du pragmatisme : la découverte des ribozymes, tout simplement, est « une bonne surprise ». Et pour cause : insoupçonnées, il y a seulement dix ans, ces molécules biologiques pourraient permettre, dans un proche avenir, de bloquer spécifiquement l'activité de n'importe quel gène, végétal ou animal. Avec, à la clé, de fabuleuses perspectives en agriculture et en médecine humaine, notamment dans le traitement des maladies héréditaires et du cancer, voire du sida.

Les ribozymes sont des fragments d'ARN, l'un des supports de l'information génétique (1). Mais pas n'importe quel ARN. Ainsi que le démontrent récemment les deux chercheurs australiens Jim Hasselhoff et Wayne Gerlach (le Monde du 27 août 1988), ces fragments-là, en effet, exercent une double fonction. Porteurs d'une information génétique, comme le veut leur nature, ils sont également capables, à l'instar des enzymes (2), de catalyser des réactions biochimiques. Et plus précisément de désactiver certains gènes portés par d'autres molécules d'ARN que les ribozymes reconnaissent comme cibles et détruisent sélectivement.

« Scalpels » génétiques

Pour étudier, voire modifier, le génome des organismes vivants, les biologistes disposent depuis plus de vingt ans d'un cocktail de protéines enzymatiques qui permettent de fragmenter les longues molécules de l'ADN en les coupant en des endroits déterminés. Mais ces enzymes, dites de restriction, ne permettent en aucun cas d'inactiver sélectivement un gène. Si tôt en présence du matériel génétique contenu dans les chromosomes, leur activité s'exerce en effet indifféremment de multiples points de l'ADN, sans qu'il leur soit possible d'y « reconnaître » un gène donné.

La réside, précisément, l'immense intérêt des ribozymes. Ainsi que l'ont démontré les deux biologistes australiens du CSIRO, ces fragments d'ARN au pouvoir destructeur, une fois insérés dans un gène, vont en effet s'attaquer à lui et à lui seul. Grâce aux techniques du génie génétique qui permettent aujourd'hui de modifier presque à volonté l'enchaînement naturel des séquences génétiques, on peut ainsi imaginer transformer ces ribozymes

en toutes sortes de catalyseurs spécifiques. Ces derniers, une fois introduits dans le génome d'un organisme vivant, inhiberaient ainsi durablement l'activité d'un ou plusieurs de ses gènes.

On comprend alors que le groupe Limagrain, qui développe depuis plusieurs années une politique de recherche active en matière de biotechnologies végétales, ait été tenté par la collaboration proposée par l'organisme de recherche australien. Les perspectives offertes par les ribozymes intéressent en effet en premier lieu les agronomes, qui travaillent sur un matériel vivant nettement plus accessible aux manipulations génétiques, tant sur le plan technique que sur le plan technique, que les espèces animales. D'autant que ces « scalpels » génétiques, mis au service des plantes cultivées et des semences, promettent déjà monts et merveilles.

Des exemples ? L'obtention de plantes génétiquement manipulées, devenues, grâce aux ribozymes, résistants aux virus et autres agents pathogènes ; la culture d'espèces aux qualités nutritionnelles accrues, par modification de leurs voies métaboliques ; ou encore la reproduction de lignées « mâles stériles », incapables de se fertiliser elles-mêmes.

L'obtention, par croisement, de semences hybrides dans lesquelles sont réunies les caractéristiques génétiques les plus intéressantes de deux lignées parentales ne peut en effet être efficace que si l'autofécondation est, au préalable, rendue impossible.

Une autre étape attend la société franco-australienne Gene Shears et les laboratoires qui lui sont associés. « Jusqu'à présent, les ribozymes ont fait amplement leurs preuves sur des cellules végétales en culture, souligne Joel Ferret, directeur du laboratoire des technologies nouvelles de Biocem, filiale de Limagrain. Mais le véritable enjeu, c'est d'obtenir une efficacité similaire sur des plantes entières. » Une tout autre échelle de complexité, qui laisse d'ores et déjà deviner que ces étonnantes molécules, aussi prometteuses soient-elles, ne trouveront réellement leurs premières applications que dans plusieurs années.

CATHERINE VINCENT.

(1) Les ARN, ou acides ribonucléiques, sont des copies quasi conformes des séquences génétiques portées dans les chromosomes par les molécules d'ADN (acide désoxyribonucléique). Ce sont ces molécules d'ARN, une fois qu'elles ont quitté le noyau cellulaire, qui sont utilisées pour la fabrication des protéines correspondantes.

(2) D'où le nom de « ribozyme », pour cet ARN pseudo-enzymatique.

Affamer le feu

« FAIRE croire aux Français que le seul moyen de résoudre le problème des incendies de forêt consiste à acheter des Canadair serait une imposture. Une politique de prévention est indispensable. » En disant cela, M. Pierre Joxe, ministre de l'Intérieur, ne fait que formuler un mode prudent ce que M. Haroun Tazieff, ancien commissaire aux risques naturels majeurs, exprime avec éclat. Mais apparemment la prévention est plus facile à invoquer qu'à mettre en œuvre. C'est un travail de longue haleine, obscur et, disons le mot, électoralement non payant. Pour un élu, il est beaucoup plus spectaculaire de réceptionner un camion rouge flamboyant neuf que d'arper un sous-bois nettoyé.

C'est aussi une affaire locale qui met en cause l'ensemble des acteurs sociaux. La prévention commence par l'éducation des citoyens. Il est frappant de constater que, cette année, les incendies catastrophiques ont eu lieu dans le Sud-Est entre le 31 juillet et le 3 août. Exactement au moment où les estivants du mois de juillet, qui avaient compris la gravité de la sécheresse, ont été remplacés par les estivants venant de régions encore vertes. Il eût été opportun sans doute que les municipalités, les syndicats d'initiative, les propriétaires de terrains de camping, les hôteliers et les restaurateurs distribuent aux nouveaux arrivants des tracts les prévenant du danger. Combien l'ont fait ?

Il est vrai que les responsables donnent parfois de bien mauvais exemples. Le 28 juillet, du haut de la tour de guet du plateau d'Arbois, que visitait M. Brice Lalonde, secrétaire

d'Etat à l'environnement, on apercevait une fumée s'élevant de la décharge des ordures ménagères d'Aix-en-Provence.

Puisqu'on ne peut rien contre la sécheresse et contre le vent, la prévention consiste aussi à couper les vivres au feu naissant. C'est l'éternelle affaire du débroussaillage. Là encore les communes font-elles tout ce qu'il faut ? Un exemple : Ramatuelle, dans le Var, s'entourait d'une superbe forêt de 2 500 hectares. En quatre ans, elle n'a réussi à nettoyer que 175 hectares de sous-bois, alors que cette opération est subventionnée à 95 %.

La loi de 1987 réorganisant la lutte contre les incendies oblige les propriétaires privés à couper les taillis sur 50 mètres en bordure des routes et des chemins dont ils sont les riverains. Sinon il leur en coûte de 1 300 à 2 500 francs d'amende. Bien peu semblent se plier à cette obligation. On serait curieux de savoir combien d'amendes ont été infligées par les maires depuis trois ans. Il est plus facile de réclamer les Canadair que de contraindre ses électeurs à balayer devant leur porte.

La prévention à long terme consisterait encore, dit-on, à réinstaller en forêt de jeunes agriculteurs, à faire brouter les sous-bois par des bœufs. Des expériences ont été lancées ici ou là. Elles resteront forcément isolées. La forêt méditerranéenne, abandonnée depuis des décennies parce que non rentable, ne sera pas sauvée par le labourage et le pâturage. Ne rêvons pas, ces temps-là sont passés.

MARC AMBROISE-RENDU.

DÉFENSE

(Suite de la première page.)

Si les réactions les plus vives aux suppressions d'unités militaires ont été enregistrées à Barcelonnette, c'est que le rôle joué par le 11^e BCA dans l'Ubaye dépasse, de beaucoup, celui, traditionnel, de l'armée dans une quelconque ville de garnison. La présence militaire dans cette vallée montagnarde qui s'étend sur 70 kilomètres, entre Gap et la frontière italienne, remonte à plus d'un siècle. L'implantation du 11^e BCA sur les communes de Barcelonnette et de Jausiers, en deux quartiers distants l'un de l'autre de 8 kilomètres, date, elle, de 1948. De l'avis général, une intégration parfaitement réussie. « La bataille est l'image presque idéale de l'armée dans son milieu », estime son commandant, le colonel Pierre Bayle. « Il vit en symbiose parfaite avec la population », confirme le premier adjoint de Barcelonnette et officier supérieur à la retraite, M. Hugues Tassé.

Le 11^e BCA ne se contente pas, en effet, comme tout régiment dans sa région d'accueil, de prêter son concours aux manifestations officielles, ou de se livrer à diverses démonstrations publiques de son savoir-faire et de ses matériels. Voir de participer aux opérations de secours en montagne, ce que les chasseurs alpins font partout couramment. Une quarantaine de commerçants sportifs ou socio-culturels de la vallée sont animés par des militaires ou des femmes de militaires. L'Estella, une organisation

caritative locale, a-t-elle besoin de moyens de transport pour collecter des vêtements et de vieux journaux ? Faut-il des figurants et des choristes pour monter un spectacle sur la Révolution ? Les chasseurs alpins sont là. Et on ne compte plus ceux qui ont épousé des jeunes filles du pays.

« Sans le 11^e la vallée se meurt »

Avec ses six compagnies, le 11^e BCA comprend, aujourd'hui, un millier d'hommes, dont huit cents appelés, auxquels s'ajoutent cent dix familles de militaires, soit mille trois cents personnes. Un poids démographique considérable dans une vallée qui compte, au total, sept mille habitants, dont environ la moitié vivent à Barcelonnette.

L'impact économique n'est pas moindre. On a chiffré les dépenses du 11^e BCA : 30 millions de francs en une année. Les militaires représentent, en fait, la seule ressource permanente qui équilibre une économie touristique fragile (la saison d'été est trop courte, celle d'hiver dépend d'un enneigement capricieux). « Sans le 11^e, la vallée se meurt », résume l'une des affichettes qui ont fleuri à Barcelonnette. Une quarantaine de commerçants ou artisans pourraient, assure-t-on, cesser leur activité et quatre-vingts emplois seraient supprimés dès la première année sui-

vant le départ du 11^e BCA. On redoute, en effet, par ricochet, des suppressions de postes dans les services publics, PIT, impôts, gendarmerie... Le lycéen André-Honorati, le plus petit de France, avec ses cent vingt-huit élèves, dont seulement, il est vrai, cinq enfants de militaires, serait, lui aussi, menacé. Garderait-on, d'ailleurs, la sous-préfecture ?

Les « Barcelonnètes », au début du dix-neuvième siècle, avaient fui la pauvreté de leur vallée pour aller faire fortune au Mexique. Mais il n'existe plus d'Eldorado... « On va se battre », déclare l'impétueuse M^{me} Meyran-Bouscarle. En 1713, rappelle-t-elle, Louis XIV voulait nous rattraper contre notre gré au Dauphiné. On voulait être Provençaux. Et on a gagné... Si le Roi-Soleil a fleuri, alors, un ministre de la République...

Aux côtés de ses écoles, la population s'est spontanément mobilisée à travers la création d'un comité de défense de l'Ubaye qui préside un jeune médecin de Jausiers, M. Hervé Gloaguen. Le 26 juillet, à l'appel des responsables de ce comité, deux cents commerçants ont envahi, en un clin d'œil, la sous-préfecture où se trouvait un émissaire de M. Chevènement. Une semaine auparavant une dizaine d'entre eux avaient symboliquement salué le passage du Tour de France : nus, avec, en guise de cache-sexe, la célèbre « tarte » des chasseurs alpins. Le conseil général des Alpes-de-Haute-Provence devait tenir, sur

place, une séance extraordinaire, le vendredi 4 août, date qui coïncide avec le changement de commandement du 11^e BCA. Il a été question de démission collective des maires du canton, voire de l'ensemble des conseillers généraux. Mais on a, provisoirement, renoncé à cette arme à double tranchant qui pénaliserait, d'abord, les administrés.

Par principe, les élus de la vallée ne veulent pas entendre parler de compensations. La décision du ministre de la Défense ayant peu de chances d'être rapportée, sauf à provoquer des réactions en chaîne, toute aide sera pourtant, le moment venu, bonne à prendre. Premier impératif : obtenir un délai plus long que celui d'un an fixé par M. Chevènement. Il faudra du temps pour trouver une économie de substitution, d'autant que l'Ubaye, essentiellement riche de ses sites et de son climat, cumule des handicaps redoutables pour l'implantation d'entreprises : enclavement dramatique, faiblesse du potentiel humain et absence d'outil de formation professionnelle. La vallée, comme le croit M. Aubert, aurait sans doute à jouer la carte du tourisme de santé. Mais elle a besoin, avant tout, de moyens d'accès plus faciles. Un tunnel alpin sur l'axe Nice-Briançon, l'aménagement de la route qui la relie à Gap et un raccordement à l'autoroute Marseille-Grenoble régèneraient tous ses problèmes d'isolement...

GUY PORTE.

Société

Accusé d'avoir entretenu des relations avec des groupes terroristes

Un médecin libanais est menacé d'expulsion trois ans après les attentats de 1986

LYON
de notre bureau régional

La validité de la carte de séjour en France du docteur Hassan Nabha expirait le 10 septembre prochain. Par lettre, la préfecture du Rhône lui a demandé de prendre ses dispositions afin de quitter le territoire français. Il s'agit du dernier élément d'une succession de procédures judiciaires, « une spirale », dit le docteur Nabha, enclenchée en septembre 1986, alors que plusieurs attentats venaient d'avoir lieu à Paris.

À la fin de ce mois de septembre, des enquêteurs frappent à la porte du docteur Nabha, à Vénissieux, dans le banlieue lyonnaise. « La DST m'a interrogé pendant cinq jours sur mes relations avec la communauté libanaise à Lyon », les policiers lui montrent une photo de Jacqueline Baber, membre des FARL (Fronts armés révolutionnaires libanais). Il reconnaît avoir signé un certificat d'hébergement à cette personne : « J'ai fait cela comme on me l'a fait quand je suis arrivé en France, par solidarité. Je ne savais rien de cette fille-là. » Comme il affirme ne rien savoir de deux proches de Georges Abdallah, chef des FARL : Maurice, son frère, et Jamel Riachi. « Je n'ai rencontré ces gens qu'une ou deux fois, sans connaître leur identité. »

Le ministre de l'Intérieur de l'époque, M. Charles Pasqua, prend, le 12 septembre 1986, un arrêté

d'expulsion contre quatre Libanais résidant dans l'agglomération lyonnaise, dont le docteur Nabha. Il lui est reproché d'avoir des « relations avec des groupes d'action violente auxquels il apporte un soutien logistique actif ».

Le docteur Nabha se défend de toutes relations avec les milieux terroristes. « C'est vrai qu'entre Libanais étudiants à Lyon, on discutait de la situation de notre pays. Cela ne dépassait pas le cadre du campus ou du restaurant universitaire. Mais peut-on reprocher à des Libanais en exil de parler de la guerre qui déchire leur pays ? »

Hassan Nabha est arrivé en France en 1977, âgé de dix-neuf ans, tout juste marié, pour suivre des études de médecine : « J'ai choisi ce métier par humanisme ». Douze ans plus tard, en deuxième année de cardiologie, il est interne au centre hospitalier de Mongelas, à Givors, près de Lyon.

« Une étiquette trop lourde »

Après la décision d'expulsion du ministre de l'Intérieur, sur les conseils de M. Ugo Lamouille, il a déposé un recours devant le tribunal administratif de Lyon, qui va se prononcer en deux fois. Le 6 novembre 1986, par un sursis à exécution de l'arrêté. Le 20 juillet 1987, par son annulation. Le docteur Nabha se sent alors définitivement à l'abri.

Mais M. Pasqua, pose, le 29 septembre 1987, un recours

devant le Conseil d'Etat, qui annule, le 28 décembre 1988, le jugement du tribunal administratif de Lyon, en reprenant l'argumentation du ministre : « La matérialité des faits a été établie par des sources non officielles, confidentielles, mais cependant parfaitement sûres. »

En c'est en mars 1989 que la préfecture du Rhône signifie au médecin qu'il doit quitter le territoire français. « On ne peut pas expulser quelqu'un sans en donner les raisons, sans dévoiler les preuves. Mais les jours sont comptés. Il répète qu'il n'est jamais intervenu sur le terrain politique libanais, qu'il ne souhaite que la paix au Liban, que lui, de confession chiite, considère qu'« on ne peut pas fonder un pays sur des bases religieuses ».

Son dernier voyage dans la région de Baalbeck, au village de ses parents, remonte à 1983. Aujourd'hui, il ne veut pas quitter la France « de cette façon-là, avec cette étiquette trop lourde sur le dos ». Il pense à son fils de quatre ans : « Je voudrais qu'il aille à l'école ici, en France, en paix. »

BRUNO CAUSSE.

FAITS DIVERS

A Paris dans le dix-septième arrondissement

Un mort, un disparu et six blessés dans l'effondrement d'un immeuble

L'effondrement d'un immeuble de six étages en cours de rénovation, dans le dix-septième arrondissement de Paris (nos dernières éditions du 4 août), a causé la mort d'un ouvrier soudeur, écrasé sous les dalles de béton, alors que six autres ouvriers ont été blessés, dont un gravement. La façade de cet immeuble, un ancien parking situé sur 61, rue de la Chapelle, s'était brutalement effondrée jeudi 3 août, alors que quatre-vingt ouvriers travaillaient sur le chantier, dirigé par la société Bouygues. « Le béton a cassé comme du verre », devait dire un sauteur.

Les sapeurs-pompiers de Paris étaient parvenus rapidement, jeudi en fin de matinée, à dégager cinq ouvriers des débris puis un sixième plus difficilement, un « miraculé », selon leur expression, dont seule une jambe dépassait des gravats. Deux hommes, cependant, manquaient encore à l'appel, ensevelis au fond d'un gouffre de poutrelles de fer, de plaques de béton et de montants d'échafaudages. Avec trois chiens de la brigade de Saint-Denis, utilisés en Arménie après le tremblement de terre de décembre dernier, cent cinquante sauteurs allaient s'efforcer, toute la nuit, de les dégager au prix d'un travail de fourmi. Une fissure était apparue dans un bâtiment voisin, les pompiers n'ont pas utilisé leur pelleteuse par crainte de provoquer un nouvel effondrement.

Alors que les habitants de plusieurs immeubles étaient invités à évacuer leur domicile, les pompiers parvenaient, à 22 h 45, à atteindre l'un des deux prisonniers des gravats. Ils ne retrouvaient cependant qu'un corps sans vie, celui d'un ouvrier soudeur de trente-cinq ans,

d'origine tunisienne, Mohammed Taleb, domicilié dans un foyer de la SONACOTRA à Blancourt (Seine-Saint-Denis). Enroulés sur les oreilles, sondeurs plaqués sur le béton, ils poursuivaient leurs recherches grâce à des appareils détecteurs de son. Mais le léger bruit qui leur avait permis de s'orienter devait rééchoir dans le milieu la nuit. Et à l'aube du vendredi 4 août, Serge Fouquet, trente-cinq ans, était toujours porté disparu.

Toute l'après-midi de jeudi, les ouvriers rescapés sont restés à proximité des barrières de sécurité installées par la police, casque de chantier sur la tête, surpris de se trouver encore là. A quelques minutes près, le béton aurait pu se refermer sur un nombre beaucoup plus important d'ouvriers, la cantine étant située au premier sous-sol de l'ancien parking. Plusieurs d'entre eux, ainsi que les sauteurs, mettaient en cause un éboulement insuffisant en sous-sol alors que des travaux d'excavation étaient en cours, hypothèse également envisagée par la police. Les causes de l'accident restent cependant indéterminées vendredi. L'enquête a été confiée au commissariat du dix-septième arrondissement. Un responsable du groupe Bouygues, présent sur les lieux jeudi après-midi, se bornait à indiquer qu'il n'avait aucun commentaire à faire.

C. L.

JUSTICE

Conséquence des amnisties

La population pénale est en baisse

La population pénale - condamnés et prévenus - a enregistré une nette baisse au cours du mois de juillet.

Au 1^{er} août, il y avait 45 998 détenus dans les prisons françaises (métropole et DOM confondus), pour 48 478 un mois plus tôt. Dans les seuls établissements de la métropole, ils étaient 44 434 (42 470 hommes et 1 964 femmes), pour 46 882 (44 802 hommes et 2 080 femmes) un mois plus tôt. Toujours dans la métropole, 25 184 condamnés ont été dénombrés (pour 26 745), les prévenus (personnes en attente d'une première comparution ou d'un jugement définitif après un appel ou un pourvoi) étant au nombre de 19 250 (pour 20 137).

Cette baisse résulte notamment de la grâce collective du 14 juillet, qui a entraîné la libération de 1 009 détenus, et de variations saisonnières, indique le ministère de la Justice.

Un médecin et une directrice de clinique condamnés après la mort d'une fillette. — Le tribunal correctionnel d'Evreux (Eure) a condamné, jeudi 3 août, un médecin anesthésiste et la directrice administrative d'une clinique à 10 000 F d'amende chacun, quatre ans après la mort d'une fillette hospitalisée pour une opération des amygdales.

Communication

Les enjeux de la télévision du futur

I. — L'Eldorado de l'industrie électronique

Démonstration lors du sommet des Douze à Madrid, présentation à M. Gorbatchev lors de sa visite à Paris, mise en images des cérémonies du Bicentenaire... La télévision Haute Définition européenne, encore à l'état de prototypes, fait ses premières sorties publiques. L'Office parlementaire

français d'évaluation des choix scientifiques et technologiques vient de lui consacrer un volumineux rapport qui préconise de « ne pas relâcher l'effort européen » en engageant des moyens « à la mesure de ceux de nos concurrents, de l'importance des enjeux et des retards à rattraper ».

Voici M. François Mitterrand vantant lors d'une conférence de presse récente « la mise au point d'une haute définition que je crois supérieure à ses concurrentes, japonaises aujourd'hui, américaines demain ». Voici le Congrès américain en passe de violer ses principes libéraux pour soutenir ses industriels ; voici enfin le ministre allemand des Télécommunications ou des parlementaires français appelant à une alliance entre Europe et Etats-Unis pour contrer les Japonais. Si les hommes politiques de tous bords se penchent sur le berceau de la télévision Haute Définition, c'est que les enjeux culturels et économiques de cette nouvelle technologie sont considérables. C'est aussi que la compétition mondiale est loin d'être terminée.

Au lieu d'une étrange lucarne, ouvrir au téléspectateur une véritable fenêtre sur le monde : c'est ainsi qu'on pourrait résumer l'ambition de la télévision Haute Définition (TVHD), sur laquelle les experts travaillent depuis maintenant plus de dix ans. Car les trois systèmes actuels de télévision couleur (Secam, PAL et NTSC), conçus il y a plusieurs décennies, enferment la télévision dans une sorte d'impasse technologique, alors que la Haute Définition présente une série de bénéfices prometteurs : un son stéréo, une image plus précise sur des écrans plus grands et en même temps plus plats.

Stratégies différentes

Pour tous les professionnels, c'est une révolution. Côté production des images, la HD (Haute Définition) a des avantages incontestables sur le support chimique (le film) qui restera encore longtemps l'étalon de la qualité d'image. Cycle de production plus rapide, stockage et reproduction plus simple, effets spéciaux à volonté, bref une souplesse d'emploi à peine différente de la vidéo actuelle, pour un résultat qui ne débonore pas une salle de projection. Celui qui maîtrisera la technologie retenue aura un net avantage compétitif pour alimenter en images les télévisions qui se multiplient dans le monde, et les nouveaux supports qui les accompagnent, des magnétoscopes aux lecteurs de disques vidéo.

Au moment où l'on s'interroge tant en Europe d'un déferlement d'images étrangères, l'impact culturel est évident. En contrepartie, l'introduction de la HD imposera la rénovation de tous les studios qui fabriquent la trame quotidienne des émissions (variétés, jeux, information, etc.). Un investissement dont le coût ne manque pas d'inquiéter les responsables de chaînes.

Pour reproduire dans les foyers ces images nouvelles, il va aussi fal-

loir de nouveaux équipements. A raison de sept cents millions de postes installés dans le monde, toutes les études chiffrant le marché en dizaines de milliards de dollars à l'horizon 2000. Même si la perspective est lointaine, voilà un marché qui fait saliver les constructeurs de téléviseurs ! Mais pas eux seuls. Plus sophistiqués que nos engins actuels, les téléviseurs HD seront de gros consommateurs de « puces » et

téléviseurs haut de gamme. Avec les brevets de ces téléviseurs HD plus chers et plus « intelligents », resteraient « au pays » des usines et donc des emplois, actuellement attirés par la zone Pacifique, et notamment les « quatre dragons » du Sud-Est asiatique.

Cette ambition mobilise les Européens et, plus tardivement, les Américains. Mais le temps presse, car les Japonais ont pris, dans cette course,

Les normes de diffusion

Aujourd'hui

| ● 75 % de la population mondiale | ● 25 % de la population mondiale |
|---|--|
| ● Europe, Afrique, Proche-Orient, Chine, Inde. (Fréquence électrique : 50 hertz) | ● Amériques, Japon, Corée (Fréquence électrique : 60 hertz) |
| 625 lignes, format d'écran 4/3 (PAL ou SECAM) | 525 lignes, format d'écran 4/3 (NTSC) |

Demain

| EUROPE | JAPON | ETATS-UNIS |
|---|----------------------------------|---|
| 625 lignes, format 16/9 (standard intermédiaire MAC PAQUET) | 1 125 lignes format 16/9 | 525 lignes, format 16/9 (standard intermédiaire) |
| 1995 ? | | 1995 ? |
| 1 250 lignes, format 16/9 (Haute définition norme HD-MAC) | (Haute définition norme HDTV) | 1 050 lignes, format 16/9 (Haute définition) |

les industriels de la micro-électronique ne peuvent qu'être alléchés par la perspective de nouveaux débouchés de masse.

Armées ou hôpitaux ne restent pas indifférents aux applications nouvelles de la TVHD. Car ces futurs écrans plats, à l'image précise, seront demain utiles, non seulement pour visionner la Palme d'or du Festival de Cannes, mais pour conduire des chars de combat ou établir des diagnostics. Quant aux experts de la domotique, ils rêvent déjà d'un super-téléviseur ange gardien du foyer, tableau de bord pour tous les appareils de la maison, et accueillant toutes les images, quelle que soit leur origine.

Bref, les retombées espérées de la TVHD laissent entrevoir aux industriels de l'électronique grand public occidentale une échappée « par le haut » devant la concurrence japonaise. Grâce à ce saut technologique, ils s'affranchiraient de l'engravage fatal de la banalisation des produits, qui a conduit l'industrie asiatique à dominer tous les créneaux du secteur, à l'exception des

une solide avance : gouvernement, industriels et chaînes de télévision travaillent au coude-à-coude depuis longtemps pour faire prévaloir leurs vues. En fait, le camp occidental est loin d'afficher la même cohésion. Même si l'industrie met maintenant les bouchées doubles, les chaînes de télévision européennes et américaines ont des stratégies hésitantes, voire divergentes. Or la réussite reposera sur le choix du consommateur. Et celui-ci juge au moins autant le contenu des images que leur support. La bataille fœtale qui se joue dans les conférences internationales sur les normes ne sera donc vraiment gagnée que si l'industrie des programmes vient relayer l'industrie tout court.

MICHEL COLONNA D'ISTRIA.

Prochain article :

Bataille planétaire autour d'un nouvel écran

Des téléviseurs doués de mémoire

Dans un téléviseur actuel, l'image est formée d'environ 120 000 à 180 000 pixels, soit autant de « points » d'information élémentaire, répartis sur 525 ou 625 lignes balayées par un faisceau électronique. Les futurs téléviseurs Haute Définition devraient fournir environ 700 000 pixels, permettant d'agrandir l'image tout en améliorant sa qualité. Pour cela, le nombre de lignes sera doublé. De plus, le papillotement actuel sera éliminé car les images seront renouvelées plus souvent. Et le format des écrans s'élargira, passant d'un rapport de 4 sur 3 à 16 sur 9 entre largeur et hauteur.

Mais la quantité d'informations à transmettre se trouve alors considérablement augmentée. Comme les canaux de transmission ne peuvent être élargis à volonté pour ne pas gaspiller les ressources rares que sont les fréquences hertziennes, les techniciens ont dû avoir recours à des artifices. Ainsi, l'image captée par les caméras haute définition est décomposée en parties fixes et parties mobiles, qui ne sont pas transmises au même rythme. Certains « morceaux » d'image sont même éliminés à la transmission, et recalculés à la réception à partir des images adjacentes. Pour traiter ce signal filtré, compressé, codé, les futurs téléviseurs disposeront donc de mémoires et d'une puissance de calcul se rapprochant des ordinateurs actuels.

Si tout le monde s'accorde à peu près sur ces objectifs, chacun a sa méthode pour y parvenir, avec des changements aux trois stades de la chaîne de

l'image, production, transport, reproduction.

Dans les propositions initiales des Japonais, la TVHD est un nouveau média à part entière, avec ses propres canaux de diffusion. Cette solution a l'avantage de la simplicité, mais ne permet pas aux téléviseurs actuels de recevoir les nouvelles images, et impose donc le renouvellement de tous les récepteurs et la création de réseaux additionnels.

Européens et Américains ont donc entamé une autre démarche, dite « compatible ». Mais cette approche implique en Europe le passage par une étape intermédiaire, celle du MAC Paquet. Cette nouvelle famille de normes de transmission, qui sépare les signaux de luminance et de chrominance (dont élimine les défauts de couleur), et permet un son de qualité équivalente au disque compact, doit permettre dans un premier temps d'unifier les pays européens, toujours partagés entre PAL et Secam, sur un même standard, avant d'introduire la véritable haute définition HD-MAC. Dans l'approche compatible, les futurs programmes en HD-MAC pourront être visionnés à la fois sur les téléviseurs D2 MAC et HD MAC, seuls ces derniers pouvant toutefois exploiter les informations supplémentaires transmises pour reconstituer une image de qualité maximale.

La recherche d'un standard mondial unique est encore compliquée par les différences de courant électrique entre continents (50 ou 60 hertz), qui ont dicté la fréquence de balayage des images.

l'Université australienne étudie les applications commerciales de ses recherches en génétique végétale

des fleurs pour améliorer les espèces végétales

La recherche d'une entreprise européenne de génétique végétale, spécialisée dans les applications commerciales de ses recherches en génétique végétale, a été lancée par l'Université australienne de Sydney (ANU).

Le projet de plan de 100 millions de dollars vise à développer des techniques de génétique végétale pour améliorer les espèces végétales.

Le projet de plan de 100 millions de dollars vise à développer des techniques de génétique végétale pour améliorer les espèces végétales.

Le projet de plan de 100 millions de dollars vise à développer des techniques de génétique végétale pour améliorer les espèces végétales.

Le projet de plan de 100 millions de dollars vise à développer des techniques de génétique végétale pour améliorer les espèces végétales.

Le projet de plan de 100 millions de dollars vise à développer des techniques de génétique végétale pour améliorer les espèces végétales.

Le projet de plan de 100 millions de dollars vise à développer des techniques de génétique végétale pour améliorer les espèces végétales.

Le projet de plan de 100 millions de dollars vise à développer des techniques de génétique végétale pour améliorer les espèces végétales.

Le projet de plan de 100 millions de dollars vise à développer des techniques de génétique végétale pour améliorer les espèces végétales.

Le projet de plan de 100 millions de dollars vise à développer des techniques de génétique végétale pour améliorer les espèces végétales.

Le projet de plan de 100 millions de dollars vise à développer des techniques de génétique végétale pour améliorer les espèces végétales.

Le projet de plan de 100 millions de dollars vise à développer des techniques de génétique végétale pour améliorer les espèces végétales.

Le projet de plan de 100 millions de dollars vise à développer des techniques de génétique végétale pour améliorer les espèces végétales.

Le projet de plan de 100 millions de dollars vise à développer des techniques de génétique végétale pour améliorer les espèces végétales.

Le projet de plan de 100 millions de dollars vise à développer des techniques de génétique végétale pour améliorer les espèces végétales.

Le projet de plan de 100 millions de dollars vise à développer des techniques de génétique végétale pour améliorer les espèces végétales.

Le projet de plan de 100 millions de dollars vise à développer des techniques de génétique végétale pour améliorer les espèces végétales.

Le projet de plan de 100 millions de dollars vise à développer des techniques de génétique végétale pour améliorer les espèces végétales.

Le projet de plan de 100 millions de dollars vise à développer des techniques de génétique végétale pour améliorer les espèces végétales.

COPIES COULEURS
Canon LASER
COPIES DE PLANS
JUSQU'A 84 x 120 CM
RANK XEROX 2080 3080
P.A.O.
AVEC VENTURA
ET EDITION LASER
ETRAVE REPRO
38, AV. DAUMESNIL - 43.47.21.32

PRINTemps EXPO LA MARSEILLAISE

18 juillet-16 août

Pour découvrir les dessous de l'Opéra-Ballet du 14 Juillet, le Printemps vous présente en exclusivité les créations de Jean-Paul Goude : les croquis, les maquettes de décor et les costumes qui ont donné naissance à ce spectacle magique.

Printemps Haussmann 2ème étage du Printemps de la Mode.

هنا من الحظ

TRIATHLON : Championnat du monde

Trois Glorieuses

Le premier championnat du monde officiel de triathlon catégorie A doit avoir lieu dimanche 6 août en Avignon, sur des distances de 1,5 km en natation, 40 km à vélo et 10 km en course à pied. Cette épreuve, qui regroupe des représentants de quarante nations et l'élite des meilleurs triathlètes du monde, dont l'Américain Mark Allen, suit de quelques mois seulement la création de la première fédération internationale du triathlon (ITU).

NE vous y trompez pas : le championnat du monde de triathlon qui fera nager, rouler et courir les meilleurs triathlètes du monde, dimanche après-midi dans la Cité des Papes, mérite son nom et son label. Il est bel et bien un championnat du monde reconnu, accepté et respecté. Un « vrai », certifié conforme et fraîchement officialisé par les toutes jeunes instances internationales de ce sport.

La précision n'est pas superflue pour le triathlon, sport hybride, qui a poussé de façon anarchique. Né en 1975 sur une plage de Californie du Sud, le triathlon n'a vraiment touché les esprits et déclenché les vocations qu'à partir de 1978, date choisie par une quinzaine de militaires américains pour repousser ce que beaucoup croyaient alors être les limites humaines en matière d'endurance. Quinze « marines », assez fous et suicidaires pour s'aligner au départ du premier triathlon d'Hawaï, épreuve grandiose, pompeusement qualifiée aujourd'hui de mythique.

Une idée folle

L'idée de cette folie avait germé l'année précédente dans l'esprit revanchard du capitaine de vaisseau John Collins, un vétéran de la marine américaine, stationné à Honolulu. Vexé que son équipe de vétérans ait été battue par les cadets dans une épreuve de relais, John Collins lance, un soir de 1977, autour d'une table copieusement encombrée de chopes de bière, le défi de regrouper les trois compétitions les plus redoutées de l'archipel : la Waikiki Rough Water Swim, une épreuve de natation de 3,9 km, l'Around Oahu Bike Race, une course cycliste longue de 179 km, le marathon d'Honolulu, couru sur la distance traditionnelle de 42,195 km.

Le 18 février 1978, cette idée se réalise avec le premier véritable triathlon de l'histoire : John Collins emmène quatorze « marines » à l'assaut de ce défi. Douze d'entre eux terminent saufs et bien portants. La victoire revient à Gordon Haller, qui couvra les 225 km en 11 h 46 mn et 58 sec pour être le premier « iron man » (homme de fer) de l'histoire.

Onze ans et quelques centaines d'organisations plus tard, le triathlon vit sa deuxième naissance dimanche en Avignon. Le temps s'est à peine étiré entre ces deux dates si proches, pourtant ce sport a déjà vécu bien plus qu'une simple jeunesse. Étonnamment visuel, terriblement spectaculaire, remarquablement télévisé, le triathlon a voulu saisir ce chapelet de superlatifs pour tenter de sauter toutes les étapes. L'argent y a très vite fondu, comme un aigle sur une proie facile.

L'âge adulte

Au point que les épreuves « iron man » d'Hawaï ou de Nice n'ont pas hésité à s'autoproclamer pompeusement de « championnat du monde », installées sur de douillet tapis de dollars et soutenus par le plus influent des agents du sport mondial, McCormack, et avec lui par la puissance de la chaîne de télévision américaine CBS.

L'argent coulait à flots, les champions du monde succédaient aux « numéros un mondiaux », les courbes de licenciés suivaient leur tracé exponentiel (3 937 en France en 1985, 7 098 deux années plus tard, 8 936 à ce jour), les épreuves fleurissaient à un rythme toujours plus rapide (80 en France en 1985, 350 pour la saison 1989). Mais tout le monde s'y perdait, ne sachant plus si un tel était champion d'Europe A (1,5 km de natation, 40 km de cyclisme, 10 km de course à pied), ou vice-champion du monde C (3,8-180-42,195), à moins qu'il n'ait gagné le circuit national B (2,5-80-20). Personne ne pouvait s'y retrouver dans ce flou des épreuves et des distances, au milieu de cette pagaille des titres et des championnats.

Le triathlon est allé trop vite. L'argent et les partenaires commerciaux ont pris en marche un train que les textes et les structures attendaient passivement sur le quai de la gare. Il a fallu patienter jusqu'en 1985 pour que



C'est avec un vélo mis au point par les triathlètes américains, avec un guidon à secondaire pour mieux récupérer des efforts fournis en natation, que Greg LeMond a déposé Laurent Fignon du maillot jaune dans la dernière étape contre la montre du Tour de France.

naissance en France le CONADET (Comité national pour le développement du triathlon), un organisme affilié au CNOSF, qui devrait logiquement mener en fin d'année, changer de peau et de nom pour devenir la Fédération française du triathlon. Les structures ont épousé la même lenteur au niveau international puisque l'ITU (International triathlon union), fédération internationale enfin reconnue de tous, n'a pas encore fêté son premier anniversaire. Sa tâche initiale a consisté à organiser le premier championnat du monde « officiel » de triathlon, dimanche en Avignon, et d'y inviter les meilleurs triathlètes du monde grâce à une grille de prix coquette et agaçante (75 600 francs au vainqueur, la même somme pour la première femme). Et, fort de ce calendrier enfin adulte et crédible, réclamer haut et fort cette sacro-sainte reconnaissance olympique, symbole illustre et convoité qui vient certifier qu'un sport a atteint son âge de raison.

Pour Barcelone, le triathlon semble avoir laissé passer le bon wagon. Mais 1996 devait marquer l'entrée de cette discipline dans l'antre olympique, au moins comme sport de démonstration.

En attendant cette heure de gloire, le triathlon peut bomber le torse. Vieux d'une seule décennie, il a déjà atteint l'âge adulte. Celui de la reconnaissance médiatique d'un professionnalisme bon teint (l'élite des dix ou quinze meilleurs triathlètes français vit confortablement du triathlon) et du label « éducatif » (le premier circuit scolaire a été lancé cette année avec le soutien de l'Union nationale du sport scolaire).

ALAIN MERCIER.

RUGBY : le centenaire de la fédération sud-africaine

Les invités sont priés de ne pas donner suite

Aucun joueur ni dirigeant ne représentera la Fédération française de rugby (FFR) à la célébration du centenaire de la South Africa Rugby Board, ont annoncé, jeudi 3 août, MM. Roger Bambuck et Albert Ferrasse, respectivement secrétaire d'État à la jeunesse et aux sports et président de la FFR. En cas de participation aux cinq matches, dont deux tests prévus contre les Springboks, les sept internationaux français, invités, à titre individuel, à constituer une « sélection mondiale » avec des joueurs britanniques et australiens, s'exposeraient à des sanctions qui n'ont pas été précisées.

A Londres, M. Sam Ramsamy, président du Comité olympique non racial d'Afrique du Sud (SANROC), a indiqué, jeudi 3 août, que les pays africains militaient pour l'exclusion de l'Angleterre des prochains Jeux du Commonwealth, organisés à Auckland en janvier 1990, si des sportifs britanniques participaient à ces fêtes du centenaire ou à la tournée des joueurs de cricket envisagée en janvier 1990.

IL n'y aura ni joueur ni dirigeant représentant la FFR pour participer à la tournée d'une sélection mondiale en Afrique du Sud à partir du 19 août prochain, dans le cadre du centenaire de la Fédération sud-africaine de rugby », ont déclaré de conserve MM. Roger Bambuck et Albert Ferrasse, à l'issue de leur entrevue. « Si tel n'était pas le cas, le ministre demanderait à M. Ferrasse de sanctionner les joueurs concernés », a précisé M. Claude Champin, directeur de cabinet de M. Bambuck.

Le secrétaire d'État à la jeunesse et aux sports a rappelé que, en 1983, M. Edwige Avice avait déjà signifié à M. Ferrasse le point de vue du gouvernement français. « Aucun sportif n'est autorisé à se rendre en Afrique du Sud pour prendre part à une manifestation officielle », a-t-il dit. Notre position est inflexible. Le mouvement sportif dans son ensemble, et le rugby en particulier, ont fait des efforts dans la lutte contre l'apartheid en imposant notamment des sélections multiraciales, mais je crois qu'ils ont été trompés par les autorités sud-africaines qui se sont servies de ces événements pour tenter de prouver que la situation était normale.

M. Bambuck a toutefois souligné qu'il ne lui était pas possible d'empêcher la participation à la tournée de « ceux qui, à titre personnel, ont clairement décidé de se faire les complices de l'apartheid ». Le troisième ligne Laurent Rodriguez s'est déclaré prêt à se rendre en Afrique du Sud. « Je répondrais favorablement à cette invitation si elle me parvient, a-t-il dit. J'ai là-bas, en tant que touriste, rendu visite à des amis. Et si ces amis me proposent une partie de rugby, je ne pourrais pas refuser. » Les six autres internationaux français invités seraient, selon l'hebdomadaire Midi olympique, Pierre Boubizier, Franck Mesnel, Denis Charvet, Philippe Sella, Jean-Pierre Garnet et Marc Cécillon.

Il est désormais peu probable que ces internationaux se risquent à outrepasser le veto gouvernemental et fédéral. M. Ferrasse a

précisé que, « opposé depuis toujours à l'apartheid », il était « fondamentalement légaliste » et qu'il conseillerait « aux joueurs de rester chez eux ». Cette position diffère de celle des responsables de la Fédération anglaise de rugby dont le secrétaire, M. Dudley Wood, a déclaré le 3 août : « Nous avons reçu les invitations dans des enveloppes scellées lundi (31 juillet) et nous les avons transmises aux joueurs. »

A Londres, M. Sam Ramsamy, président du Comité olympique non racial d'Afrique du Sud (SANROC), a évoqué, le 3 août, les conséquences que pourrait avoir la participation de sportifs britanniques à ces fêtes du centenaire et à une tournée de joueurs de cricket programmée en janvier 1990.

« J'ai le sentiment, a-t-il dit, que l'Afrique pense que l'Angleterre ne fait rien pour arranger les choses et qu'il faut faire un exemple en demandant son exclusion des Jeux du Commonwealth. Les Africains, qui ont abandonné l'idée de boycotter eux-mêmes les Jeux, étudient actuellement la possibilité de provoquer une assemblée générale extraordinaire dans ce but. » Cette hypothèse avait aussi été envisagée, quelques jours plus tôt, par M. Russell Marshall, ministre des affaires étrangères de Nouvelle-Zélande qui doit accueillir ces Jeux en janvier 1990.

Les Anglais redoutent surtout l'intransigence de leurs seize joueurs de cricket, dont l'ancien capitaine de l'équipe nationale Mike Gatting, qui sont prêts à risquer une suspension de cinq ans de toutes les compétitions internationales pour effectuer une tournée en Afrique du Sud du 24 janvier au 8 mars 1990 qui leur rapporterait 100 000 livres (1 050 000 F) à chacun. Le président de la Fédération britannique de cricket (TCBB) a annoncé que leur attitude constituait pour lui une « grosse déstabilisation », tout en ajoutant qu'« il est impossible pour le TCBB de rivaliser avec l'argent sud-africain ».

AUTOMOBILE
Les culbutes des F 40

ENZO FERRARI avait tenu avant de disparaître à célébrer, en 1987, le quarantième anniversaire de sa firme en présentant la fabuleuse F 40, « l'élite de la compétition », cette grande voiture dotée d'un moteur V 8 de 2,9 litres à double turbo développant 480 CV, était, par de nombreux aspects, inspirée de la formule 1. Ce « pur sang cabré », commercialisé au prix de 270 millions de francs (1,7 million de francs en France) devait être réservé à l'origine à quatre cents clients privilégiés mais, devant l'efflux des commandes, ce quota a dû être doublé.

Parmi ces privilégiés figurait M. Jean-Marie Balestre, président de la Fédération internationale de l'automobile (FIA). Pour remercier son vieux ami de tous les « services rendus » au sport automobile, Enzo Ferrari lui avait même consenti une petite remise de... 40 % sur le prix d'achat. Or c'est cette F 40 présidentielle — présentée incognito — qui a été adjugée 6 300 000 francs en juin lors d'une vente aux enchères organisée au Palais des congrès par M. Poulain.

Pour expliquer cette revente d'une voiture qui n'affichait que 380 kilomètres au compteur, le président de la FIA a invoqué les problèmes qu'il rencontrait pour s'installer et sortir de l'habicacle depuis son opération. Tout en reconnaissant devant des journa-

listes italiens qu'il avait fait une « très bonne affaire ».

Jean-Marie Balestre n'est d'ailleurs pas le seul à avoir profité de sa fortune et de son rang de client privilégié pour spéculer sur les F 40. Stefano Casaghi, époux de la princesse Caroline de Monaco, aurait aussitôt revendu la sienne 1,4 milliard de francs (6 600 000 francs). Ancien pilote de la « Scuderia », le Belge Jacky Ickx a dû se contenter de deux fois et demie le prix de son investissement.

Avant même de disposer de sa F 40, le Britannique Nigel Mansell, qui défend les couleurs de Ferrari en formule 1, croyait avoir réussi l'affaire de sa vie en la proposant 880 000 francs (7 163 000 francs) à David McKee, un revendeur britannique. Or ce dernier agissait pour un client, John Collins, qui la lui payait 1 million de francs (10 700 000 francs).

Devant ce « manque à gagner » qu'il n'avait pas soupçonné, Nigel Mansell a voulu faire machine en arrière. L'affaire a été portée devant la Haute Cour de Londres, qui a décidé que le pilote de la « Scuderia » devait honorer sa promesse de vente. Il ne lui reste plus qu'à obtenir de ses employeurs le privilège d'être le premier à bénéficier d'une deuxième F 40 pour tenter de faire mieux la prochaine fois.

GÉRARD ALBOUY.

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,
75427 PARIS CEDEX 09Tél. : (1) 42-47-97-27
Téléc. MONDIPAR 850572 F
Télécopieur : (1) 46-23-06-81

Edité par la SARL Le Monde

Gérant :
André Fontaine,
directeur de la publicationAnciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)
Jacques Fauret (1969-1982)
André Laurens (1982-1985)Durée de la société :
cent ans à compter du
10 décembre 1944.Capital social :
620 000 FPrincipaux associés de la société :
Société civile
« Les Rédacteurs du Monde »,
Société anonyme
des lecteurs du Monde,
Le Monde-Entreprises,
MM. André Fontaine, gérant,
et Hubert Beuve-Méry, fondateur.Administrateur général :
Bernard Wozniak
Rédacteur en chef :
Daniel Verdet
Correspondant en chef :
Claude Sales.Le Monde
PUBLICITE5, rue de Montessuy, 75007 PARIS
Tél. : (1) 45-25-91-83 ou 45-25-91-71
Téléc. MONDIPUB 286 136 FInscrit
au « Vex »
des Etablissements
PARIS-IXReproduction interdite de tous articles,
sauf accord avec l'administrationCommission paritaire des journaux
et publications, n° 57 437
ISSN : 0395-2037
Renseignements sur les microfilms
et index du Monde au (1) 42-47-98-61Le Monde
TÉLÉMATIQUE
Composés 38-15 - Tapez LEMONDE
ou 36-15 - Tapez LM

ABONNEMENTS

BP 507 09 75422 PARIS CEDEX 09 Tél. : (1) 42-47-98-72

| TARIF | FRANCE | BENELUX | SUISSE | AUTRES PAYS voies normales |
|--------|---------|---------|---------|-------------------------------|
| 3 mois | 365 F | 399 F | 504 F | 700 F |
| 6 mois | 720 F | 762 F | 972 F | 1 400 F |
| 9 mois | 1 030 F | 1 089 F | 1 404 F | 2 040 F |
| 1 an | 1 300 F | 1 380 F | 1 800 F | 2 650 F |

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.
Pour vous abonner, RENVoyer CE BULLETIN accompagné de votre
règlement à l'adresse ci-dessus
ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABOPORTAGE : pour tous renseignements
Tél. : 05-04-03-21 (numéro vert)Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à for-
muler leur demande deux semaines avant leur départ. Joindre la dernière bande
d'envoi à toute correspondance.

BULLETIN D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE

3 mois ☐ 6 mois ☐ 9 mois ☐ 1 an ☐

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

Localité : _____ Code postal : _____

Pays : _____

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en
capitales d'imprimerie.

921 MOND3

LES HEURES
DU STADE

Athlétisme

Coupe d'Europe. — Finale
masculine A à Gateshead (GB) et
finale féminine B à Strasbourg,
samedi 5 et dimanche 6 août.
(A2, le 5 à 16 h 30).

Automobilisme

Rallye d'Argentine. —
Jusqu'au samedi 5 août.

Football

Championnats de France.
— Quatrième journée, samedi
5 août.
Coupe d'Europe. — Auxerre-
Dynamo Zagreb, mercredi
9 août en tour préliminaire de la
coupe de l'UEFA (Canal + à
20 h ; TF1 en différé à 22 h 10).

Motocyclisme

Grand prix de Grande-
Bretagne de vitesse. — Diman-
che 6 août à Silverstone.
(Canal + à 16 h 30).

Ski nautique

Championnat d'Europe. —
Jusqu'au dimanche 6 août à
Milan.

Sports équestres

CSGO de Dinard. — Jusqu'au
dimanche 6 août. (FR3, le 5 à
16 heures et le 6 à 14 h 30).

Triathlon

Championnats du monde.
— Dimanche 6 août en Avignon.
(Canal + à 13 h 30).

Voile

Admiral's Cup. — Course du
Fasnet, du dimanche 6 au
mardi 8 août.Course de l'Europe. —
Jusqu'au samedi 12 août.Course du « Figaro ». —
Jusqu'au mardi 15 août.

Le Monde SANS VISA

Est-ce à son passé, riche ou chaotique selon les points de vue, que ce petit pays doit son ouverture d'esprit si remarquable ? Le Luxembourg vaut en tout cas le voyage.

Le Luxembourg à la ville comme à la campagne

par Olivier Boissière

APRÈS tant de belles réformes de l'enseignement, il est sans doute superflu de rappeler aux Français, dont on sait qu'ils furent naguère médiocres en géographie, que le Luxembourg se situe aux frontières nord-est de l'Hexagone avec quelque 68 kilomètres de frontière commune aux confins de la Lorraine et des Ardennes, tandis que le grand-duché est bordé au nord-ouest par la Belgique et par la République fédérale d'Allemagne à l'est.

Les mêmes Français, Européens convaincus, ne peuvent ignorer que le Luxembourg adhère à l'OTAN et qu'il est membre de la Communauté européenne. Qu'il en soit le pays le moins étendu par le territoire — l'équivalent d'un département français — et le moins peuplé avec quelque quatre cent mille ressortissants. Que sa situation géographique lui a conféré l'honneur d'accueillir le secrétariat d'Etat, ainsi que quelques institutions comme la Cour de justice et la Banque d'investissement.

Le Français, qui a bon esprit, ne peut croire les rumeurs qui courent sur le compte de son allié, que les banques pratiqueraient à Luxembourg un noir secret qu'on croyait caduc même en Helvétie et que des holdings obscures y tiendraient position sur le marché au détriment de la moralité des transactions internationales. Le Luxembourg, paradis fiscal ? Mais non, mais non, assure-t-on ici.

C'est peut-être au sommet de la montagne de Clausen qu'on embrasse le mieux le paysage. Bâtie sur un pignon de grès encerclé par les méandres de la Pétresse et de l'Alzette, la vieille ville semble une île au sec avec ses ponts et viaducs lancés entre les bords des deux vallées. La montagne de Clausen se prend aussi à rebours. Franchi le pont à voûte unique, sur la rue qui monte doucement et surplombe l'Alzette, entre la brasserie de trique et le viaduc qui porte la voie de chemin de fer, il y a un doux caboulot à la terrasse, plein midi et soir, qui porte le nom fétérique de Méline. Près de la porte, une plaque gravée annonce : « Docteur Médecin. F.G. Maladies inévitables. Consultations sur rendez-vous ». On s'enquiert sur le mode plaisant du sens caché de cette enseigne. Les regards brillent et se croisent. On finit par apprendre que cette plaque est destinée à faire causer les gros malins (dans votre genre). Les Luxembourgeois sont des farceurs.

Méline — rien à voir avec son homonyme poitevin, — c'est une légende locale, un petit mythe fondateur. Un jeune comte Siegfried se serait égaré, une nuit sans lune, et aurait, au bord de la rivière, eu commerce avec une jeune fille aux longs cheveux blancs. Il n'eut de cesse de lui



construire un castel et de la prendre pour épouse. La condition qu'elle posa est qu'il ne demanderait jamais ce qu'elle faisait le samedi soir. Dévoré par la curiosité, il la guetta par le trou de la serrure pour découvrir qu'il avait épousé non ce monstre « mi-homme, mi-femme, mi-poisson » que vantait Hugo, mais une sirène. Hurlant d'épouvante du jeune comte, disparition instantanée de la belle. Rideau. Une histoire qui se termine en queue de poisson. La donzelle hanterait encore les lieux et apparaîtrait tous les sept ans pour être sauvée de sa malédiction par un cœur pur. Mais qui l'a jamais rencontrée depuis ?

« Gibraltar du Nord »

Avant (pendant, après ?) leur Lorelei, les Trévires ont connu César et ses légions, la paix gallo-romaine. Bien placés entre la Germanie et les pays d'influence latine, les anciens Luxembourgeois ont vu passer et séjourner sous leurs cieux toute sorte de rétro-d'origines diverses, des Bourguignons et des Espagnols, des Prussiens et des Français, tous les nomades affamés et porteurs de hallebardes qu'engendrait la vieille Europe.

Ce maniaque de Vauban ne manqua pas de venir mettre le siège devant la ville, l'enleva et se mit aussitôt à l'ouvrage pour la rendre imprenable, tel un champion d'échec solitaire prenant alternativement parti pour ses blancs et ses noirs. Elle fut pourtant reconquise par les Autrichiens, qui y établirent le dédale de casemates qui la fit surnommer la « Gibraltar du Nord » et fait aujourd'hui le supplice des touristes.

Terre de passage, tournée, comme on dit, vers l'ouest et l'est, et qui mit longtemps à trouver son autonomie, sinon une identité, le grand-duché du Luxembourg doit sa naissance officielle au traité de Vienne de 1815. Encore était-il alors sous la coupe hollandaise par grand-duc interposé, un Nassau. Seule une loi de succession différente, qui faisait accéder une femme au trône batavé tandis qu'un homme devenait grand-duc, sut consommer une scission défi-

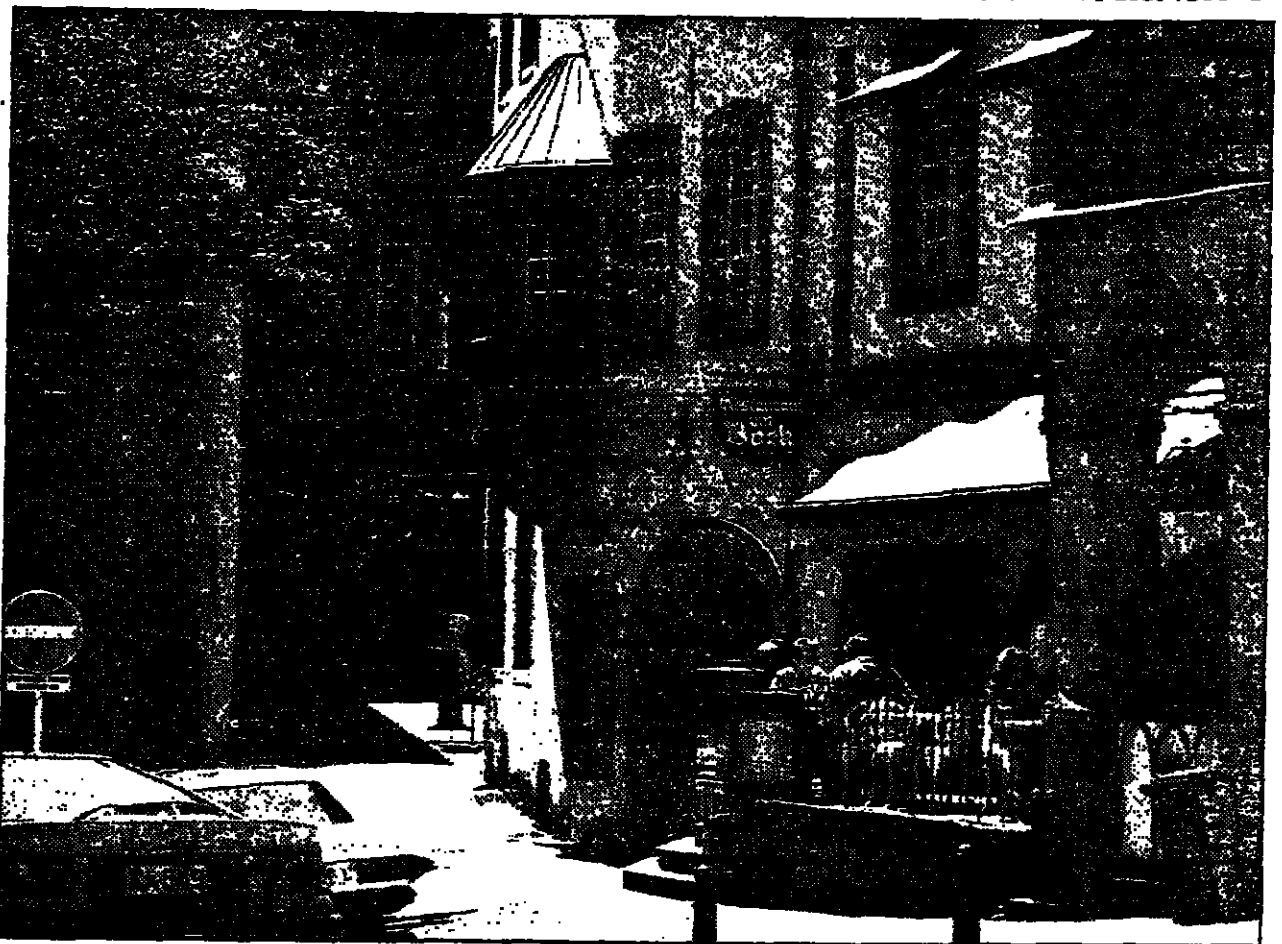
nitive. La situation pour le peuple avait été plus que confuse : à l'aube du dix-neuvième siècle, les vieux étaient sujets des Habsbourg, les adultes étaient nés Français, les jeunes, formés par les Hollandais, avaient été sujets belges soumis un temps à une tentative de germanisation. Un melting-pot s'il en fut. Est-ce ce passé, riche ou chaotique selon les points de vue, qui dote ce petit pays d'une tolérance et d'une ouverture d'esprit si remarquables ?

Les Luxembourgeois à la démographie déclinante — ce qui, ajouté à un PNB record par tête d'habitant, ferait mentir leur vieil adage : « Les enfants viennent plus vite que les rentes » — ont une population formée au quart d'étrangers. Des études récentes leur font augurer d'un tiers à l'horizon 2030. On envisage sans panique que, en sus des immigrés principalement latins, il faudra compter avec une immigration venue d'outre-mer. Et l'on s'y prépare sans la moindre trace apparente de racisme ni de xénophobie. De la graine à prendre.

Il sont cent deux — le barman possède la liste — les étudiants de l'université de Miami entassés autour du billard du Pacha Club. Ils sont venus passer un semestre, visiter la vieille Europe et apprendre quelques mots de français — sous la torture, nous assure-t-on. Pour l'instant, ils se préparent une guele de bois à la mode du Vieux Monde : de frêles adolescentes avalent cul sec des rasades d'un mélange détonnant — deux shots de vodka pour un de limonade — et ferment les yeux, la tête en arrière quand le liquide explose dans leur poitrine.

Cosmopolite par nature

Le Luxembourg serait ainsi cosmopolite par nature. Si on songe que la ville est peuplée d'une douzaine de milliers de fonctionnaires internationaux et qu'elle accueille cent cinquante banques, on comprend mieux l'impression de déjà-vu que dégage la vieille ville avec ses zones piétonnes comme partout, ses pavages design, ses boutiques aux vitrines banalisées. La frontière, le boulevard Royal, aligne les sièges des banques joutifues, clinquantes ou retenues dans



leurs façades. Comme on dit à la campagne : « Le paysan le plus bête a les plus grosses pommes de terre ». Evidemment, le charme est ailleurs.

Il est dans le val de Ham, par exemple, au bout d'une petite route qui n'est guère asphaltée. Une petite usine de briques rouges regarde couler la rivière parmi les saules. Un de ces lieux qui donne envie d'acheter une canne à pêche et un pliant, un chapeau à larges bords aussi pour amortir les scintillements de l'eau, puis de se consacrer au repeuplement du grand-duché.

Les occupants du lieu se disent artisans-artistes. Il y a un grand blond un peu déprimé au regard délavé, un menton légèrement prognate, des jeans maigres, des santiags marquées aux pieds, et un Euzen-spiegel introuvable, bondissant et levure de coude. Weber et Kalmes — en bulgare qui ignore le K, le W et le Y, ils n'existeraient pas — seraient, quoi, en jargon parisien ? Designers ? Aménageurs d'espace ? Pour l'instant, ils s'affairent autour d'une gigantesque horloge qu'ils achèvent de revêtir d'une chape — mince — de plomb. Le mécanisme qui entraînera les aiguilles tient dans une boîte d'allumettes de cuisine. Le temps, c'est relatif ? Dans l'atelier traînent des outils, des postes de soudure ici et là, un très bizarre prototype : un fauteuil club aux coussins de plomb élastiques, un siège de plumes d'oie... Que font-

ils donc ces hurluberlus inattentifs ? Un travail sérieux sur la gravité ?

On les avait soupçonnés d'abord au Casablanca — à Luxembourg, sauf le respect dû à leurs Altesses, il faut faire la tournée des grands-ducs, — un lieu de nuit à un jet de siphon du centre, une bâtisse sombre à usage mixte : restaurant, bar, night-club, développés autour d'une large trémie centrale

ouverte, impressionnante par son architecture efficace et la précision de la mise en œuvre. La qualité, surtout quand elle s'exerce ainsi loin des circuits internationaux et métropolitains, ça saute aux yeux, pour ainsi dire. Le bistrot de Méline, c'était encore eux. Alors on est venu voir. Ce ne sont pas des ingénieurs provinciaux : ils ont vu Milan, Rome, New-York et Amsterdam. Ils sont installés ici pour des raisons de commodité. Demain ils seront ailleurs. En attendant de prendre la route, ils refont des boutiques, des cafés.

Parce qu'à Luxembourg il y a une belle vie de café. On y boit de la bière, beaucoup de bière. Le Luxembourgeois en absorbe 125 litres par an juste derrière le Belge et le Tchèque. On y parle aussi, on refait le monde. Les cafés participent manifestement de la vie sociale, à toutes les heures du jour et de la nuit. On peut y traîner deux heures d'affilée le matin sous le feu du reggae à lire les journaux bilingues, allemand et français distribués, semble-t-il, au hasard ou à la fantaisie des rédacteurs, le *letzenburgeresch* réservé aux annonces roses et noires, c'est-à-dire aux naissances, mariages et décès.

A l'interview, l'horloge a trouvé sa niche au-dessus du comptoir. Le lieu lui d'une très belle lumière dispensée par des lampadaires de métal lourd. Le plomb a des reflets sombres et sous-marins. Ici encore, l'intelligence de l'agencement, la qualité d'ambiance conférée par l'exactitude des solutions plastiques laissent interloqués. De quoi effacer d'un trait les architectes de nos bistrotis bourgeoises. L'ouverture, c'est ce soir. Le jeune manager des lieux ne cache pas son bonheur. Les artisans ouvrent de la bière. Et tous ces efforts, cette munificence, c'est justifié ? Regard condescendant. Et la réponse, logique, en *letzenburgeresch* : « L'interview, ici, c'est un must ! »

TUNISIE CONTACT
Le spécialiste de la Tunisie depuis 20 ans

LA TUNISIE EST NOTRE PASSION PARTAGEONS-LA

1 SEMAINE A L'HOTEL CLUB SANGHO SKANES
A partir de 3 400 F tout compris Paris/Paris

Brochure complète Tunisie sur demande

TUNISIE CONTACT
30, rue de Richelieu, 75001 PARIS
Tél. : 42-96-02-25.

سكنا من لاجل

GASTRONOMIE

OUVERT en AOUT
CHEZ PIERROT
 Cuisine bourgeoise
 SES PLATS DU JOUR ET POISSONS
 SPÉCIALITÉS BOURGUIGNONNES
 18, rue Claude-Mérol (21) - 45-08-17-44 et 05-45
 F. sam. et dim.

SAPNA F. LUNEL
 180, rue de Charonne (12)
43-46-73-33
 SOUS UN CIEL ÉTOILÉ VENEZ
 DÉGUSTER LES SPÉCIALITÉS
 DU NORD DEL'INDO

POUR VOS INVITATIONS
LE SOUFFLÉ
 Sa bonne cuisine française
 Salle climatisée
 36, rue du MONT-THABOR
 (coin de la place Vendôme)
 Réservation : 42-80-27-19
 Fermé le dimanche

ZOMBI NELSON
 Spécialités Antillaises
 17, rue de la Ville Neuve
 75003 PARIS
 Réservation
 42-33-76-57

VACANCES-VOYAGES

HÔTELS

Côte d'azur

06400 CANNES
HOTEL LIGURE ★★NN
 5, rue Jean-Jaures
 Tél. : 93-39-03-11 - Tél. 970275
 A 150 mètres du Palais des congrès
 climatisé, insonorisé, chambres
 TV couleur. Tél. direct, minibar

NICE

HOTEL LA MALMAISON
 50 CH. INSONORISÉES ET CLIMATISÉES
 TV COULEUR PAR SATELLITES
 Restaurant de qualité
 48, boulevard Victor-Hugo, 06000 NICE
 Tél. 93-87-62-36 - Tél. 470-416
 Télécopie 93-16-17-59

HOTEL VICTORIA

33, boulevard Victor-Hugo, 06000 NICE
 Tél. 93-88-33-60
 Pêche, centre-ville, cuisine
 Petit parking, grand jardin
 chambres TV couleur
 téléphone direct, minibar

Montagne

05350 SAINT-VÉRAN
 (Hautes-Alpes, Queyras)
 Parc rég. Site classé. Village XVIII^e
 Plus haute comm. d'Europe, 2040 m.
 Randonnée, pédestre.

LE VILLARD, tél. 92-45-82-08
 Tennis, billard. Chambres, studios gd
 confort de 55 F à 160 F par jour.

BEAUREGARD, tél. 92-45-82-62
 Pension de 185 F à 275 F par jour, pension
 en sept. Piscine, tennis, billard.

Paris

SORBONNE
HOTEL DIANA ★★
 73, rue Saint-Jacques
 Chambres avec bain, w.-c., TV couleur.
 Tél. direct.
 De 250 à 350 F. - Tél. 43-54-92-55.

PROVENCE

MAUSSANE-LES-ALPILLES
 Au pied des Baux de Provence,
VAL-BAUSSENC, hôtel ★★
 Une grande maison provençale en pierres
 des Baux vous ouvrira ses portes :
 21 chambres et conf., grill, piscine, prome-
 nades à cheval, golf et tennis.
 122, avenue de la Vallée-des-Baux,
 13520 MAUSSANE-LES-ALPILLES.
 Tél. : 90-54-38-90.

AD-EN-PROVENCE
HOTEL RESIDENCE
 Location d'appartements meublés.
 Pour séjour de courte
 ou longue durée.
 Prestation de qualité.
L'HOTEL PARTICULIER
 Tél. : 42-38-29-92

Grande-Bretagne

68 - QUEENSGATE
EDEN PLAZA HOTEL
 68 QUEENSGATE
 SOUTH KENSINGTON, LONDRES SW7
 Tél. 19-44-1-378-6111. Tél. 916228.
 Télécopie 19-44-1-370-4578.
 Hôtel moderne et accueillant
 Près de Knightsbridge, Harrods
 Hyde Park, musées.

Suisse

LEYSIN (Alpes vaudoises)
 1300 m, à 4 h 30 de Paris
 TGV. Site alpin + climat
 bienf. ★★ Sports.
 Randonnées. Détente. Soleil. Belle vue.
 Hôtels de famille E & C ★★
FORFAIT 7 J. (dîner/bois)
 1/2 pers. 1 690 FF. pers. compl. 1 950 FF.
 Prêt de ski. Lépiaz : 19-41-25.
HOTEL PRIMEVERE, tél. 34-11-46.
 Prêt centre et sports. Spéc. du pays.
HOTEL ORCHIDES, tél. 34-14-21.
 Vue panoramique, prix spéc. familles.
HOTEL PAIX/VEUX PAYS, tél. 34-13-75.
 Accès train idéal. Tranquille, gourmand.

CH. 1854 LEYSIN

HOTEL MONT-RIANT
 Confort. Un accueil jeune et chaleureux.
 Cuisine personnalisée faite par le patron.
 Terrasses. Jardin. Jeux.
 Pension complète, chambre à 2 lits, 292 F
 (73 FS) par personne, par jour, toutes
 taxes comprises, demi-pension possible.
 Jean-Marc et Brigitte RYHEN-
 WINTER, dir.-prop.
 Tél. : 19-41/25/34-27-01.

St-MORITZ (Engadine)

Kulm - Hôtel
 L'hôtel 5 étoiles avec
 la plus grande tradition.
 Centre mondain et sportif.
 CH 7500 St-Moritz - Tél. : 1941/82/2111.
 Fax 82/37 38, Tx. 85 21 72.

CH-3960 Sierr

AUBERGE DES COLLINES
 Proximité du Lac de Céranda
 Idéale pour familles et étudiants
 Tél. 1941-27-55.12.48

TOURISME

ÉTÉ 1989

SÉJOURS ENFANTS

A LA MONTAGNE

(agréé Jeunesse et Sports)
 Haut-Doubs. Alt. 900 M.
 TGV 3 heures de PARIS
 Yves et Liliane accueillent vos enfants (5
 à 14 ans) dans une ambiance très familiale
 dans ancienne ferme XVIII^e siècle, confort-
 ablement restaurée, au milieu des pâtu-
 rages et des forêts. Accueil limité à
 15 enfants. Activités proposées : tennis,
 poney, jeux collectifs, découverte des
 fleurs, milieu rural, peinture sur bois,
 fabrication du pain...
 Prix : 1 650 F par semaine/enfant.
 Tél. (16) 81-38-12-51.
LE CRÉT L'AGNEAU
 25650 MONTBENOIT

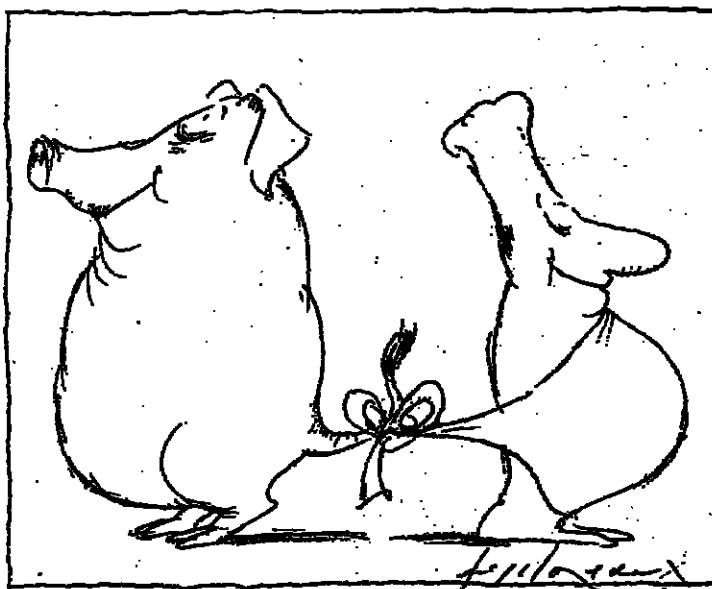
LA TABLE

Célébration de l'andouillette

A grande Encyclopédie de Diderot lui rend hom-
 mage : « Les andouillettes
 de France sont les plus
 recherchées. Les plus
 renommées : Cambrai, Nancy,
 Troyes. Chaque fabricant a son
 secret. » Et le R.P. Maurice
 Lelong, auteur d'une *Célébration*
 de l'andouillette, est bien obligé de
 reconnaître, sinon la suprématie
 du moins la différence entre les
 deux. Contrairement au Larousse
 qui nous assure faussement que
 l'andouillette est « une petite
 andouille », quant au *Diction-
 naire de l'Académie des gastro-
 nomes*, il se trompe plus encore en
 disant : « Le contenu de l'andouil-
 lette est le même que celui de
 l'andouille, mais on la hache plus
 finement » alors que tout gour-
 mand sait que la véritable
 andouillette (on la dit « à
 l'ancienne ») n'est point hachée,
 mais de minces lames de viande
 tirées « à la ficelle ».

C'est pour défendre cette tradi-
 tionnelle préparation qu'a été
 créée, voici déjà cinq ou six lus-
 tres, l'AAAAA (Association ami-
 cale des amateurs d'authentiques
 andouillettes) dont les membres
 (les cinq « A ») décernent par-
 tiellement leur diplôme (des-
 signé par le charmant Henry
 Monier du *Canard enchaîné*).

Certes, le diplôme est quelque-
 fois décerné à un artisan charcu-
 tier. Au fil des ans nous recom-
 pençons ainsi le regretté Yves
 Colbeau, à Châtillon-sur-Loire ;
 Looftvoet pour ses andouillettes
 cambrésiennes, Michel Soulié de



Chablis. Et, bien entendu, à Paris,
 Chêdeville (place du Marché-
 Saint-Honoré) et le célèbre Duval
 (rue Marcellin-Berthelot à
 Drancy), fournisseurs des meil-
 leurs restaurateurs « affichant »
 l'andouillette à leur carte.

Mais surtout nous nous sommes
 attachés à la présentation, à
 l'accompagnement du produit. Et
 le diplôme a ainsi couronné les
 recherches heureuses des cuis-
 niers. Car servir l'andouillette
 avec des frites, surtout en ces
 temps où les bonnes frites sont
 rares, c'est un peu trop classique
 et surtout peu heureux : gras sur
 gras, n'est-il pas trop ? Alors la

facilité conduit à la purée, bien
 banale elle aussi. C'est pourquoi
 nous avons diplômé de bonnes
 andouillettes servies avec une
 purée pommes de terre-celeri,
 avec une purée cressonnaise, avec
 une purée de pois cassés, avec du
 chou rouge, avec des gratins
 divers.

*Siffle, crève et larmoise,
 Ma princesse de Troye
 Au flanc de noir zébré !
 Mon appétit te garde
 Un tombeau de moutarde
 De Maille ou de vert-pré...*

rimait Charles Monselet. Mais je
 me souviens d'andouillettes de
 Vouvray aux fêtes fraîches car-

sées juste ce qu'il faut de mou-
 tarde aux anchois. Et d'une
 andouille envoyée d'Aubagne par
 l'ami Yvan Andouard que nous
 accompagnons d'une ratatouille
 de champignons des bois. N'est-ce
 pas Hugo qui a écrit quelque
 part : « Le taurier fut créé pour le
 porc » ? Eh bien ! les lauriers de
 notre diplôme de l'AAAAA
 conviennent fort bien à l'andouil-
 lette. Lorsqu'elle est bien faite
 (fallait écrire amoureusement
 faite et cuisinée). Lorsqu'elle est
 médiocre, alors on peut dire, avec
 Mistral :

*Quand l'andoulette volo bas
 Se noun plou, tardara pas...*

C'est-à-dire que, mauvaise
 l'andouillette, s'il ne pleut pas il
 ne tardera pas à pleuvoir.

Le diplôme de l'AAAAA, nous
 venons de le donner à M. Gilbert
 Lemelle qui, en famille, prépare
 avec ferveur l'andouillette
 troyenne, sinon semblable à celle
 que Louis II, lors de son couron-
 nement à Troyes (en 878), offrit
 à sa « disnée », du moins dans les
 règles de la tradition. Et nous
 l'avons dégustée tour à tour gril-
 lée, au vin et en une sauce raifort
 parfaitement en harmonie, œuvre
 du chef-patron de restaurant
 Runtz (16, rue Favart, Paris-2^e ;
 tél. : 42-96-69-86). Une bonne
 petite maison que celle-là. Et une
 grande andouillette que celle des
 Lemelle (13, rue Paul-Bert à
 Sainte-Savine-près-Troyes,
 10300).

LA REYNIÈRE.

SEMAINE-GOURMANDE

Bernard Chirent

Il a travaillé dans de bonnes
 maisons avant de s'installer tout
 nouvellement ici et, à la fois clin
 d'œil et précision, sa carte indi-
 que : « cuisine actuelle », ce qui
 signifie, à la dégustation, qu'il
 allie le classicisme sans le re-
 nier, passant des ravioli de
 homard (110 F), à une légère et
 goûteuse tarte au vieux cantal
 (50 F), des goujonnettes de sole
 au cerfueil (95 F) à l'aiguillette
 de canard au citron (80 F), avec
 aussi une variante du carpaccio
 au bœuf du Charolais « à la
 dijonnaise » (85 F) avec un seul
 fromage, mais un camembert au
 lait cru (30 F), de bons desserts
 (35 F à 55 F). Le pain « maison »
 est bon, l'accueil de la jeune
 patronne aimable, la carte des
 vins propose quelques vins au
 verre (15 F à 18 F), tel le ché-
 teau bordelais La Gébory 1985
 (75 F la bouteille). Les étrangers
 des grands hôtels voisins aime-
 ront ce petit coin de France bien
 tranquille (menu à 170 F vin
 compris). Ah ! encore un bon
 point : si vous commandez le
 rognon de veau moutardé
 (100 F), on vous demandera si
 vous le désirez entier ou tranché.

● BERNARD CHIRENT
 28, rue du Mont-Thabor,
 75001 Paris.

LA FARIGOLE

Tél. : 42-86-80-05.
 Fermé samedi midi et dimanche.
 Salon de 8 à 18 couverts.
 Parking : Vendôme ou garage
 New York, au 38 de la rue.
 Carte bleue. Chiens acceptés.

La Villa créole

La cuisine des « îles » par
 ces temps caniculaires « du bon,
 surtout lorsqu'elle s'accompa-
 gne de sourires frais, d'ambiance
 décontractée. Et qu'elle est, bien
 sûr, authentique ! Elisabeth vous
 expliquera ce que sont les
 accras, la chiquetille, la farce
 martiniquaise, les christophines,
 le vivanseau. Puis, de la masse
 du pêcheur, elle aura retiré selon
 l'occasion requin, morue, deu-
 rade rose, thon, etc... diverse-
 ment accommodés mais aussi
 épicés que le boudin créole, ce
 qui n'est pas peu dire. Poulet et
 porc au rayon des viandes. Des-
 serts aussi sucrés que les plats
 sont épicés, six sortes de café,
 une douzaine de punchs et un
 menu « pratique » à 143 F. A la
 carte, comptez 250 F. Ambiance
 musicale le soir.

● LA VILLA CRÉOLE
 18, rue d'Antin, Paris-2^e.
 Tél. : 47-42-64-92.
 Fermé le dimanche.
 A.E.-D.C.-C.B.

Aux quatre coins de France

Vins et alcools

CHAMPAGNE Dir. de ppte.

Servi en flûte de champagne,
 uniquement pour vous.
 AMATEURS, profitez de nos cartes spéciales :
 REDEMPTEUR brut, mill. 1983 et blanc de
 blanc.
 Tarif sur demande à
 R.M. DUBOIS F. & F. (S), « Les Alambics »
 VENTUIL, 51200 EPERNAY, 26-35-48-37.

GRANDS VINS DE JURANÇON

CHATEAU DE ROUSSE
 Direct. du producteur au consommateur.
 Qualité et millésime au sec et moelleux.
 J. LABAT-LANOUËTTE, 64010 JURANÇON.
 Tarif sur demande.

LES SWAHILIS, ÉTONNANTE SYNTHÈSE AFRO-ARABE

Sur le littoral est-africain vit une
 communauté où l'influence
 arabe s'est maintenue depuis les
 tous premiers siècles de l'Histoire.
 Ses membres revendiquent une
 même identité musulmane. Un
 reportage en couleurs.
 Dans le numéro de juillet-août
 d'Arabes
 en kiosque et en librairie
 78, rue Joffroy - 75017 Paris
 ... Tél. : 46-22-34-14

● Sottisier : La palme revient
 cette semaine au Prunier-
 Medelaine. Une grande-porcotte
 proclame en effet, nos Duphot :
 « Prunier, le coureur du poisson
 et des crustacés » !

● A Lausanne, après cinq mois
 de travaux, le nouveau restaurant
 du Beaurivage Palace d'Ouchy vient
 d'ouvrir. C'est le Rotonde-Beau-
 Rivage, de style Belle Époque, avec
 superbe vue sur le Léman et les
 Alpes. Menu « business-lunch » à
 42 FS et dégustation (95 FS).

● A Bruxelles, au Métropole, le
 seul palace bruxellois datant du siècle
 dernier renouveau ces temps der-
 niers, un nouveau - et bon - chef :
 Dominique Michou (que nous
 connaissons au Western du Hilton
 parisien).

● Le terroir belge. Si l'on veut
 faire l'Europe des casseroles, il faut
 retrouver les vieilles recettes des
 provinces. Et suivre l'exemple de
 l'Ondah (version belge de notre
 Sopexa) qui a demandé à Jacques
 Kother, du Guide des connaisseurs,
 un guide des recettes culinaires du
 terroir belge. On y trouve le secret
 du bloedpans, des balieles, du sto-
 verij, etc. Oui, mais... Dans quels
 restaurants d'outre-Quivérain
 aurait-on la chance d'en déguster ?

● A Rio-de-Janeiro, un nou-
 veau restaurant (de cuisine brési-
 lienne mais d'amitiés françaises).
 C'est « Chez Cécile » (rue Paul-
 Redfern - tél. 2593.148) et Cécile
 n'est autre que Cécile de Oliveira déjà
 grande dame de l'ambassade de la
 cuisine brésilienne à Paris : Chez
 Guy, 6, rue Mabillon.

● Robert Bardot, l'excellent
 chef-patron du Flambard (79, rue
 d'Angleterie à Lille), a repris, non
 loin, en forêt de Phélempin, une
 vieille auberge. C'est Lau Pindou (Le
 Loup pendu), 1, rue du Général-de-
 Gaulle au Neuville, par Thumeries.
 Tél. 20-86-57-59. Excellent on
 l'imagine et convivial au possible.
 Menus à 90 et 150 F.

INDEX DES RESTAURANTS PAR QUARTIER

| BASTILLE-OPÉRA-DE LA | CHAMPS-ÉLYSÉES | GOBELINS | MAUBERT-MUTUALITÉ | PLACE BLANCHE | SAINT-AUGUSTIN |
|---|--|---|--|---|--|
| EL BOLICHE , 43, rue Faidherbe, 11 ^e . F. dim. 43-79-87-93. Le rest. sud-américain du 11 ^e . | RELAIS BELIMAN , 37, r. Franc-1 ^{er} . 47-23-54-42. Jusq. 22 h 30. Cadre élég. F. samedi, dimanche, F./soit. | ENTOTTO 45-97-48-51 - F. dim. 143, r. L.-M.-Nordmann, 13 ^e . Spécialités éthiopiennes. | CHIENG-MAI 12, r. Frédéric- Sauton, 5 ^e . 43-25-45-45 F./dim. déj. 19.30 F. a.c. F./du 1 ^{er} au 15 août. | DOUCEURS DES ÎLES , 3, rue de Bruzelles. Tél. : 45-26-68-20. Spécialités antillaises. | LE SARRADIN , 2, r. de Vienne, 8. 45-22-23-67. Dîner péjoratif 130 F a.c. OUVERT TOUT L'ÉTÉ F./samedi et dim. en juillet et août. |
| LA PLANTATION - 43-97-64-15 5, rue Jules-César, 12 ^e - F./dim. Les ANTILLES à côté de la Bastille. Cuis. créole traditionnelle et nouvelle. Ambiance créole chaleureuse et tropicale. PMR 200 F. | 142, av. des Champs-Élysées, 43-59-20-41 COPENHAGUE , 1 ^{er} étage. F./soit. FLORA DANICA , et son jardin r.d.c. SAUMON, RENNE, CANARD SALE . OUVERT TOUT L'ÉTÉ | LES HALLES CAVEAU F.-VILLON , 64, r. Arbre-Sec, 42-36-10-92. Ses caves du XV ^e . F. dim. et lundi. P.M.R. 170/200 F. OUVERT TOUT L'ÉTÉ | MONT-PARNASSE L'un des meilleurs restaurants étrangers de France (G. Milan) 25, av. de Ménil, Paris-19 ^e . Tél. 46-44-44. LE TABORE ODEON INCARL 9, r. Monsieur-le-Prince, 6. F. dim. 46-33-65-32. Rest. sud-américain. | REPUBLICA BASTILLE LE REPAIR DE CARTOUCHE 47-00-25-86, 8, boulevard des Filles-du- Calvaire (11 ^e). F. sam. midi, dim. F./du 4 au 27 août | SAINTE-GERMÉINE-DES-PRÉS LA FOUX , 2, rue Clément (6 ^e). F. dim. 43-23-77-66. Alex aux fourneaux. OUVERT TOUT L'ÉTÉ TROCADERO F. GAILLARD, 70, r. de Longchamp. F. dim. et sam. soir. 47-27-43-41. Cuis. classique. |

JEUX

Endouillette

Une endouillette est un jeu de cartes qui se joue avec un jeu de 52 cartes. Les joueurs se répartissent les cartes en quatre paquets de 13 cartes chacun. Le jeu se joue en deux manches. Dans la première manche, les joueurs jouent à tour de rôle une carte de leur paquet. Le joueur qui a joué la carte la plus élevée gagne la manche. Dans la deuxième manche, les joueurs jouent à tour de rôle une carte de leur paquet. Le joueur qui a joué la carte la plus élevée gagne la manche. Le joueur qui a gagné les deux manches gagne le jeu.

échecs

N° 1344

CHATEAU DE CARTES

2^e tournoi Open des grands maîtres.
Moscou, 1989
Blancs : NIMAGIAN (URS)
Noirs : MILES (RUS)
Défaite : Caro-Kann.

1. e4 e5
2. f4 f5
3. e5 f6
4. f6 g5
5. g6 h5
6. h6 g6
7. g7 f6
8. f7 e6
9. e6 d5
10. d5 c4
11. c4 b3
12. b3 a2
13. a2 b1
14. b1 a1
15. a1 b2
16. b2 a3
17. a3 b4
18. b4 c5
19. c5 d6
20. d6 e7
21. e7 f8
22. f8 g9
23. g9 h10
24. h10 i11
25. i11 j12
26. j12 k13
27. k13 l14
28. l14 m15
29. m15 n16
30. n16 o17
31. o17 p18
32. p18 q19
33. q19 r20
34. r20 s21
35. s21 t22
36. t22 u23
37. u23 v24
38. v24 w25
39. w25 x26
40. x26 y27
41. y27 z28
42. z28 aa29
43. aa29 ab30
44. ab30 ac31
45. ac31 ad32
46. ad32 ae33
47. ae33 af34
48. af34 ag35
49. ag35 ah36
50. ah36 ai37
51. ai37 aj38
52. aj38 ak39
53. ak39 al40
54. al40 am41
55. am41 an42
56. an42 ao43
57. ao43 ap44
58. ap44 aq45
59. aq45 ar46
60. ar46 as47
61. as47 at48
62. at48 au49
63. au49 av50
64. av50 aw51
65. aw51 ax52
66. ax52 ay53
67. ay53 az54
68. az54 ba55
69. ba55 bb56
70. bb56 bc57
71. bc57 bd58
72. bd58 be59
73. be59 bf60
74. bf60 bg61
75. bg61 bh62
76. bh62 bi63
77. bi63 bj64
78. bj64 bk65
79. bk65 bl66
80. bl66 bm67
81. bm67 bn68
82. bn68 bo69
83. bo69 bp70
84. bp70 bq71
85. bq71 br72
86. br72 bs73
87. bs73 bt74
88. bt74 bu75
89. bu75 bv76
90. bv76 bw77
91. bw77 bx78
92. bx78 by79
93. by79 bz80
94. bz80 ca81
95. ca81 cb82
96. cb82 cc83
97. cc83 cd84
98. cd84 ce85
99. ce85 cf86
100. cf86 cg87
101. cg87 ch88
102. ch88 ci89
103. ci89 cj90
104. cj90 ck91
105. ck91 cl92
106. cl92 cm93
107. cm93 cn94
108. cn94 co95
109. co95 cp96
110. cp96 cq97
111. cq97 cr98
112. cr98 cs99
113. cs99 ct100
114. ct100 cu101
115. cu101 cv102
116. cv102 cw103
117. cw103 cx104
118. cx104 cy105
119. cy105 cz106
120. cz106 da107
121. da107 db108
122. db108 dc109
123. dc109 dd110
124. dd110 de111
125. de111 df112
126. df112 dg113
127. dg113 dh114
128. dh114 di115
129. di115 dj116
130. dj116 dk117
131. dk117 dl118
132. dl118 dm119
133. dm119 dn120
134. dn120 do121
135. do121 dp122
136. dp122 dq123
137. dq123 dr124
138. dr124 ds125
139. ds125 dt126
140. dt126 du127
141. du127 dv128
142. dv128 dw129
143. dw129 dx130
144. dx130 dy131
145. dy131 dz132
146. dz132 ea133
147. ea133 eb134
148. eb134 ec135
149. ec135 ed136
150. ed136 ee137
151. ee137 ef138
152. ef138 eg139
153. eg139 eh140
154. eh140 ei141
155. ei141 ej142
156. ej142 ek143
157. ek143 el144
158. el144 em145
159. em145 en146
160. en146 eo147
161. eo147 ep148
162. ep148 eq149
163. eq149 er150
164. er150 es151
165. es151 et152
166. et152 eu153
167. eu153 ev154
168. ev154 ew155
169. ew155 ex156
170. ex156 ey157
171. ey157 ez158
172. ez158 fa159
173. fa159 fb160
174. fb160 fc161
175. fc161 fd162
176. fd162 fe163
177. fe163 ff164
178. ff164 fg165
179. fg165 fh166
180. fh166 fi167
181. fi167 fj168
182. fj168 fk169
183. fk169 fl170
184. fl170 fm171
185. fm171 fn172
186. fn172 fo173
187. fo173 fp174
188. fp174 fq175
189. fq175 fr176
190. fr176 fs177
191. fs177 ft178
192. ft178 fu179
193. fu179 fv180
194. fv180 fw181
195. fw181 fx182
196. fx182 fy183
197. fy183 fz184
198. fz184 ga185
199. ga185 gb186
200. gb186 gc187
201. gc187 gd188
202. gd188 ge189
203. ge189 gf190
204. gf190 gh191
205. gh191 gi192
206. gi192 gj193
207. gj193 gk194
208. gk194 gl195
209. gl195 gm196
210. gm196 gn197
211. gn197 go198
212. go198 gp199
213. gp199 gq200
214. gq200 gr201
215. gr201 gs202
216. gs202 gt203
217. gt203 gu204
218. gu204 gv205
219. gv205 gw206
220. gw206 gx207
221. gx207 gy208
222. gy208 gz209
223. gz209 ha210
224. ha210 hb211
225. hb211 hc212
226. hc212 hd213
227. hd213 he214
228. he214 hf215
229. hf215 hg216
230. hg216 hi217
231. hi217 hj218
232. hj218 hk219
233. hk219 hl220
234. hl220 hm221
235. hm221 hn222
236. hn222 ho223
237. ho223 hp224
238. hp224 hq225
239. hq225 hr226
240. hr226 hs227
241. hs227 ht228
242. ht228 hu229
243. hu229 hv230
244. hv230 hw231
245. hw231 hx232
246. hx232 hy233
247. hy233 hz234
248. hz234 ia235
249. ia235 ib236
250. ib236 ic237
251. ic237 id238
252. id238 ie239
253. ie239 if240
254. if240 ig241
255. ig241 ih242
256. ih242 ii243
257. ii243 ij244
258. ij244 ik245
259. ik245 il246
260. il246 im247
261. im247 in248
262. in248 io249
263. io249 ip250
264. ip250 iq251
265. iq251 ir252
266. ir252 is253
267. is253 it254
268. it254 iu255
269. iu255 iv256
270. iv256 iw257
271. iw257 ix258
272. ix258 iy259
273. iy259 iz260
274. iz260 ja261
275. ja261 jb262
276. jb262 jc263
277. jc263 jd264
278. jd264 je265
279. je265 jf266
280. jf266 jg267
281. jg267 jh268
282. jh268 ji269
283. ji269 jj270
284. jj270 jk271
285. jk271 jl272
286. jl272 jm273
287. jm273 jn274
288. jn274 jo275
289. jo275 jp276
290. jp276 jq277
291. jq277 jr278
292. jr278 js279
293. js279 jt280
294. jt280 ju281
295. ju281 jv282
296. jv282 jw283
297. jw283 jx284
298. jx284 jy285
299. jy285 jz286
300. jz286 ka287
301. ka287 kb288
302. kb288 kc289
303. kc289 kd290
304. kd290 ke291
305. ke291 kf292
306. kf292 kg293
307. kg293 kh294
308. kh294 ki295
309. ki295 kj296
310. kj296 kk297
311. kk297 kl298
312. kl298 km299
313. km299 kn300
314. kn300 ko301
315. ko301 kp302
316. kp302 kq303
317. kq303 kr304
318. kr304 ks305
319. ks305 kt306
320. kt306 ku307
321. ku307 kv308
322. kv308 kw309
323. kw309 kx310
324. kx310 ky311
325. ky311 kz312
326. kz312 la313
327. la313 lb314
328. lb314 lc315
329. lc315 ld316
330. ld316 le317
331. le317 lf318
332. lf318 lg319
333. lg319 lh320
334. lh320 li321
335. li321 lj322
336. lj322 lk323
337. lk323 ll324
338. ll324 lm325
339. lm325 ln326
340. ln326 lo327
341. lo327 lp328
342. lp328 lq329
343. lq329 lr330
344. lr330 ls331
345. ls331 lt332
346. lt332 lu333
347. lu333 lv334
348. lv334 lw335
349. lw335 lx336
350. lx336 ly337
351. ly337 lz338
352. lz338 ma339
353. ma339 mb340
354. mb340 mc341
355. mc341 md342
356. md342 me343
357. me343 mf344
358. mf344 mg345
359. mg345 mh346
360. mh346 mi347
361. mi347 mj348
362. mj348 mk349
363. mk349 ml350
364. ml350 mn351
365. mn351 mo352
366. mo352 mp353
367. mp353 mq354
368. mq354 mr355
369. mr355 ms356
370. ms356 mt357
371. mt357 mu358
372. mu358 mv359
373. mv359 mw360
374. mw360 mx361
375. mx361 my362
376. my362 mz363
377. mz363 na364
378. na364 nb365
379. nb365 nc366
380. nc366 nd367
381. nd367 ne368
382. ne368 nf369
383. nf369 ng370
384. ng370 nh371
385. nh371 ni372
386. ni372 nj373
387. nj373 nk374
388. nk374 nl375
389. nl375 nm376
390. nm376 no377
391. no377 np378
392. np378 nq379
393. nq379 nr380
394. nr380 ns381
395. ns381 nt382
396. nt382 nu383
397. nu383 nv384
398. nv384 nw385
399. nw385 nx386
400. nx386 ny387
401. ny387 nz388
402. nz388 oa389
403. oa389 ob390
404. ob390 oc391
405. oc391 od392
406. od392 oe393
407. oe393 of394
408. of394 og395
409. og395 oh396
410. oh396 oi397
411. oi397 oj398
412. oj398 ok399
413. ok399 ol400
414. ol400 om401
415. om401 on402
416. on402 oo403
417. oo403 op404
418. op404 oq405
419. oq405 or406
420. or406 os407
421. os407 ot408
422. ot408 ou409
423. ou409 ov410
424. ov410 ow411
425. ow411 ox412
426. ox412 oy413
427. oy413 oz414
428. oz414 pa415
429. pa415 pb416
430. pb416 pc417
431. pc417 pd418
432. pd418 pe419
433. pe419 pf420
434. pf420 pg421
435. pg421 ph422
436. ph422 pi423
437. pi423 pj424
438. pj424 pk425
439. pk425 pl426
440. pl426 pm427
441. pm427 pn428
442. pn428 po429
443. po429 pp430
444. pp430 pq431
445. pq431 pr432
446. pr432 ps433
447. ps433 pt434
448. pt434 pu435
449. pu435 pv436
450. pv436 pw437
451. pw437 px438
452. px438 py439
453. py439 pz440
454. pz440 qa441
455. qa441 qb442
456. qb442 qc443
457. qc443 qd444
458. qd444 qe445
459. qe445 qf446
460. qf446 qg447
461. qg447 qh448
462. qh448 qi449
463. qi449 qj450
464. qj450 qk451
465. qk451 ql452
466. ql452 qm453
467. qm453 qn454
468. qn454 qo455
469. qo455 qp456
470. qp456 qq457
471. qq457 qr458
472. qr458 qs459
473. qs459 qt460
474. qt460 qu461
475. qu461 qv462
476. qv462 qw463
477. qw463 qx464
478. qx464 qy465
479. qy465 qz466
480. qz466 ra467
481. ra467 rb468
482. rb468 rc469
483. rc469 rd470
484. rd470 re471
485. re471 rf472
486. rf472 rg473
487. rg473 rh474
488. rh474 ri475
489. ri475 rj476
490. rj476 rk477
491. rk477 rl478
492. rl478 rm479
493. rm479 rn480
494. rn480 ro481
495. ro481 rp482
496. rp482 rq483
497. rq483 rr484
498. rr484 rs485
499. rs485 rt486
500. rt486 ru487
501. ru487 rv488
502. rv488 rw489
503. rw489 rx490
504. rx490 ry491
505. ry491 rz492
506. rz492 sa493
507. sa493 sb494
508. sb494 sc495
509. sc495 sd496
510. sd496 se497
511. se497 sf498
512. sf498 sg499
513. sg499 sh500
514. sh500 si501
515. si501 sj502
516. sj502 sk503
517. sk503 sl504
518. sl504 sm505
519. sm505 sn506
520. sn506 so507
521. so507 sp508
522. sp508 sq509
523. sq509 sr510
524. sr510 ss511
525. ss511 st512
526. st512 su513
527. su513 sv514
528. sv514 sw515
529. sw515 sx516
530. sx516 sy517
531. sy517 sz518
532. sz518 ta519
533. ta519 tb520
534. tb520 tc521
535. tc521 td522
536. td522 te523
537. te523 tf524
538. tf524 tg525
539. tg525 th526
540. th526 ti527
541. ti527 tj528
542. tj528 tk529
543. tk529 tl530
544. tl530 tm531
545. tm531 tn532
546. tn532 to533
547. to533 tp534
548. tp534 tq535
549. tq535 tr536
550. tr536 ts537
551. ts537 tt538
552. tt538 tu539
553. tu539 tv540
554. tv540 tw541
555. tw541 tx542
556. tx542 ty543
557. ty543 tz544
558. tz544 ua545
559. ua545 ub546
560. ub546 uc547
561. uc547 ud548
562. ud548 ue549
563. ue549 uf550
564. uf550 ug551
565. ug551 uh552
566. uh552 ui553
567. ui553 uj554
568. uj554 uk555
569. uk555 ul556
570. ul556 um557
571. um557 un558
572. un558 uo559
573. uo559 up560
574. up560 uq561
575. uq561 ur562
576. ur562 us563
577. us563 ut564
578. ut564 uu565
579. uu565 uv566
580. uv566 uw567
581. uw567 ux568
582. ux568 uy569
583. uy569 uz570
584. uz570 va571
585. va571 vb572
586. vb572 vc573
587. vc573 vd574
588. vd574 ve575
589. ve575 vf576
590. vf576 vg577
591. vg577 vh578
592. vh578 vi579
593. vi579 vj580
594. vj580 vk581
595. vk581 vl582
596. vl582 vm583
597. vm583 vn584
598. vn584 vo585
599. vo585 vp586
600. vp586 vq587
601. vq587 vr588
602. vr588 vs589
603. vs589 vt590
604. vt590 vu591
605. vu591 vv592
606. vv592 vw593
607. vw593 vx594
608. vx594 vy595
609. vy595 vz596
610. vz596 wa597
611. wa597 wb598
612. wb598 wc599
613. wc599 wd600
614. wd600 we601
615. we601 wf602
616. wf602 wg603
617. wg603 wh604
618. wh604 wi605
619. wi605 wj606
620. wj606 wk607
621. wk607 wl608
622. wl608 wm609
623. wm609 wn610
624. wn610 wo611
625. wo611 wp612
626. wp612 wq613
627. wq613 wr614
628. wr614 ws615
629. ws615 wt616
630. wt616 wu617
631. wu617 wv618
632. wv618 ww619
633. ww619 wx620
634. wx620 wy621
635. wy621 wz622
636. wz622 xa623
637. xa623 xb624
638. xb624 xc625
639. xc625 xd626
640. xd626 xe627
641. xe627 xf628
642. xf628 xg629
643. xg629 xh630
644. xh630 xi631
645. xi631 xj632
646. xj632 xk633
647. xk633 xl634
648. xl634 xm635
649. xm635 xn636
650. xn636 xo637
651. xo637 xp638
652. xp638 xq639
653. xq639 xr640
654. xr640 xs641
655. xs641 xt642
656. xt642 xu643
657. xu643 xv644
658. xv644 xw645
659. xw645 xx646
660. xx646 xy647
661. xy647 xz648
662. xz648 ya649
663. ya649 yb650
664. yb650 yc651
665. yc651 yd652
666. yd652 ye653
667. ye653 yf654
668. yf654 yg655
669. yg655 yh656
670. yh656 yi657
671. yi657 yj658
672. yj658 yk659
673. yk659 yl660
674. yl660 ym661
675. ym661 yn662
676. yn662 yo663
677. yo663 yp664
678. yp664 yq665
679. yq665 yr666
680. yr666 ys667
681. ys667 yt668
682. yt668 yu669
683. yu669 yv670
684. yv670 yw671
685. yw671 yx672
686. yx672 yy673
687. yy673 yz674
688. yz674 za675
689. za675 zb676
690. zb676 zc677
691. zc677 zd678
692. zd678 ze679
693. ze679 zf680
694. zf680 zg681
695. zg681 zh682
696. zh682 zi683
697. zi683 zj684
698. zj684 zk685
699. zk685 zl686
700. zl686 zm687
701. zm687 zn688
702. zn688 zo689
703. zo689 zp690
704. zp690 zq691
705. zq691 zr692
706. zr692 zs693
707. zs693 zt694
708. zt694 zu695
709. zu695 zv696
710. zv696 zw697
711. zw697 zx698
712. zx698 zy699
713. zy699 zz700

bridge

N° 1342

LA DÉFAUSSE FATALE

Une des difficultés du jeu de bridge est de se souvenir de la main du déclarant et d'imaginer comment celui-ci pourrait alors gagner le contrat. Ainsi, dans la donne suivante publiée par le fameux expert anglais Kelsey, Ouest va livrer la manche s'il ne réfléchit pas soigneusement avant de faire sa première défense.

♠ A5
♥ V73
♦ 1094
♣ RD1094
♠ RD83
♥ 954
♦ 762
♣ A72
♠ 10962
♥ VR108
♦ D83
♣ 853
♠ V74
♥ AD62
♦ ARV5
♣ V6
Am. : S. don. tous vult.
Sud Ouest Nord Est
1 SA passe 3 SA passe...
(1 SA : environ 16 points.)

Ouest a entamé le Roi de Pique par l'As du mort sur lequel Est a fourni le 10 de Pique (qui déale le Valet mais promet normalement le 9). Le déclarant a joué le 10 de Carreau troisième de l'Est. Quelle carte Kelsey propose-t-il de défausser en Ouest sur le quatrième Carreau pour faire chuter TROIS SANS ATOUT ?

Réponse :
Sud, qui a ouvert de 1 SA, a certainement As Roi ou As Dame de Carreau, et, pour qu'il ne fasse pas trois Cœur, il est indispensable qu'Est ait D 10 8 ou R 10 8. Est pourra alors prendre la main dans cette couleur pour rejouer Pique, car il est probable que Sud a encore le Valet second de Pique. La meilleure chance est donc que Sud n'ait que deux Trèfles et qu'il ne puisse faire qu'une levée à Trèfle (Ouest laissant passer une fois). En conséquence, il est, indispensable de gar-

der trois Cœurs et de jeter un Trèfle si on veut battre le contrat.

Si Ouest fait la défense (qui semble normale) du 4 de Cœur, le déclarant montrera au mort par la Dame de Trèfle pour faire l'impasse au Roi de Cœur, puis il tirera l'As de Cœur (afin d'éliminer le dernier Cœur d'Ouest), et il rejouera Trèfle. Ouest prendra, mais il n'aura plus le troisième Cœur, et il devra livrer, la neuvième levée en jouant Pique ou Trèfle.

Remarque : le seul cas où Ouest pourrait faire chuter en défaussant un Cœur est celui où Est aurait cinq Piques à l'origine, car le valet de Pique de Sud serait maintenant sec.

Au nom de Moïse

Les contrats joués avec sept atouts seulement, dont quatre dans une main et trois dans l'autre, inspirent une crainte systématique à la

phupart des joueurs, sauf aux champions et aux disciples du regrettable Américain Moïse Junior (un ardent défenseur de ce genre de contrat). Le plus étonnant est que parfois les meilleurs joueurs sont réussis avec un « fit » 4-3 ! Voici un exemple tiré d'un championnat du monde.

♠ 8
♥ D8732
♦ A642
♣ AR4
♠ 1052
♥ V1065
♦ D1087
♣ 102
♠ 9643
♥ VR4
♦ R53
♣ 9853
ARDV7
♥ A9
♦ V9
♣ DV76
Am. : S. don. N-S. vuln.
Sud Ouest Nord Est
1 ♠ passe 2 ♠ passe
2 ♠ passe 3 ♠ passe

3 ♠ passe 3 SA passe
4 ♠ passe 4 ♠ passe
4 ♠ passe 5 ♠ passe
6 ♠ passe 6 ♠ passe
(1 Trèfle : au moins 17 H.).
Ouest ayant entamé le 7 de Carreau, comment l'Argentin Montegut en Sud a-t-il gagné ce PETIT CHELEM A TREFFLE contre toute défense les atouts adverses étant répartis 4-2 ?

Note sur les enchères.
La réponse conventionnelle de « 2 Carreaux » sur l'ouverture artificielle de « 1 Trèfle » promettrait deux As et un Roi ou un As et trois Rois ; ensuite, les enchères étaient naturelles.
PHILIPPE BRUGNON.

scrabble®

N° 325

MESSAGES ROSES

Les 90 000 mots ou flexions jouables du PLI 1989 (contre 82 000 dans l'édition précédente) se réduisent à 65 000 tirages une fois passés par la moulinette du Larousse du Scrabble (132 F), conçue et toujours actionnée par le joueur Michel Piatat. Outre les 8 000 mots supplémentaires qu'elle offre, la nouvelle édition se distingue de la précédente par une complète refonte des pages roses.

Dans l'ancienne édition, quelques « cas litigieux », reconnaissables par un astérisque, étaient longuement analysés et illustrés par des citations allant de Froissart à Druon. Le nouveau Piatat est beaucoup plus expéditif : un millier de courts messages nous avertissent que tel mot, telle flexion, est accepté ou refusé, l'auteur marquant parfois sa désapprobation par un point

PHOTOGRAPHIE



Mer de glace et chaîne du Mont-Blanc (Adolphe Brunn, 1865).

Les vingtièmes Rencontres d'Arles

Le choix de l'éclectisme

Trois grandes expositions, des soirées recentrées, un public très nombreux, tel est le bilan positif d'un Festival de bonne tenue.

A l'image de l'affiche en couleurs de Nick Knight, les Rencontres photographiques d'Arles arboraient pour leur vingtième anniversaire un sourire plus forcé qu'éclatant. Débuté sur fond de crise, miné par trop de tritonnements, le Festival se révèle pourtant une indiscutable réussite. Dès le départ, le mistral qui soufflait avec force a chassé les images et les interrogations suscitées par une programmation sans parti pris.

Moins connu que la côte ouest magnifiée par Weston, le « Deep South » s'étale dans les salles blanches du palais de l'Archevêché. Réunis par Gilles Mora, dix-huit photographes, dont deux Européens, posent un regard pittoresque, souvent très kitsch, sur cette contrée aride de planteurs de canne à sucre et de maïs. Outre la chronique intimiste de Ferno Koch, il faut distinguer les portraits de prostituées d'Atlanta par Marilyn Furterman, commentés par les sujets eux-mêmes, le reportage d'Eggleston sur « Graceland », demeure d'Elvis Presley, à Memphis, et le travail obsessionnel de William Christenberry, qui, sur les traces de Walker Evans, documente, à plusieurs années d'intervalle, des lieux d'habitation, qu'il reconstruit ensuite en maquette.

Enfin, Eudora Welty, grand écrivain octogénaire, qui a pris trois mille photos en 1933 sur le Mississippi. Certains de ses instantanés annoncent curieusement Arbus. Cette balade sentimentale dans le vieux Sud est complétée par les vues ardues du désert de Sonora par Friedlander et par le Birmingham Project, commande passée en 1988 à cinq grands noms de la photo américaine, dont Davidson, Michaels et Frank, avec des inédits très cinématographiques.

MUSIQUES

Saint-Germer-de-Fly

Sept concerts pour le 7^e Festival

A peine Saint-Riquier clôturé sur l'interprétation des *Brandebourgeois* par l'Orchestre Bach du Gewandhaus de Leipzig (Festival estival de la Somme), le 7^e Festival de Saint-Germer-de-Fly prend le relais, dans l'Oise miyennaise. Après une ouverture relativement « grand public » consacrée au jazz (22 juillet, Martial Solal et Michel Portal), la soirée du 27 juillet propose, au profit de l'antenne beethovenienne de la Ligue contre le cancer, l'Orchestre de chambre rhéman de Cologne, qui interprète Jean-Christophe Bach, Mozart, Haydn, Mendelssohn.

En écoutant Pergolesi et Grétry sous la direction aussi précise qu'enthousiaste de Jan Corazzola, avec en solistes G. Anders (violoncelle), et H.-T. Lenzén (alto), on apprécie une fois de plus l'acoustique de ces hautes voûtes abbatiales, aujourd'hui insolitement dressées au centre d'une modeste bourgade agricole : une réverbération sonore aussi pure que la miraculeuse traînée de

rosée qui, en l'an 691, selon la légende, servit de plan aux fondateurs de l'édifice, Géromanus, conseiller de Dagobert I^{er}, et saint Ouen, évêque de Rouen.

Le programme enchaînait le 3 août, avec une soirée Mozart (Kammerensemble de Paris - J.-C. Bouveresse) : deux quatuors avec cor et flûte et un quintette à deux altos. L'alto à l'honneur : un instrument au nom paradoxal puisque, d'une quinte plus bas que le violon, il est assez grave pour avoir mérité, entre violoncelle et violon, le nom de « ventre de l'orchestre ».

Un accent romantique

On entendra Brigitte Engerer le 5 août (Chopin, Schumann), puis le 6 août Anne Quêffelec et Régis Pasquier (trois sonates pour piano et violon), suivis, le 8 août, du Quatuor Parisi (Mozart, Rousset, Beetho-

ven). Anne-Marie Rodde, accompagnée au piano par Noël Lee, fermait la marche, le 11 août, sur un accent romantique (« de Berlioz à Rossini »).

Grâce à ses cinq sources actuelles de financement (direction régionale des affaires culturelles, Monuments historiques, conseil régional, conseil général de l'Oise et, pour la première fois cette année, la SACEM), modestement abondées par un apport local d'établissements bancaires ou d'assurances, grâce surtout à l'énergie de son directeur artistique et initiateur, le violoniste Jean Dussol, Saint-Germer-de-Fly trace ainsi d'année en année son chemin pour s'inscrire solidement en quatrième position dans l'échelle nationale, coquet d'appeler « les festivals du Nord » : Festival de Saint-Maritime, Saint-Riquier, Honfleur, Saint-Germer-de-Fly, Festival des cathédrales.

M. C.-L.

DANSE

« Eh, qu'est-ce que ça m'a fait à moi ! ? » de Maguy Marin, à Avignon

Entre Kurt Weill et Ubu-Roi

Figure obligée : le Bicentenaire. Dans la cour d'honneur du Palais des papes d'Avignon, qu'elle investit pour la première fois, Maguy Marin fait rire et déçoit.

Après l'éléphant Béart (1789... et nous) et la libellule Odile Duboc (Insurrection), le tableau Maguy Marin s'est attaqué à son tour au thème de la Révolution. Cornes basses, sabots rageurs. Les grands idéaux auront du mal à s'en remettre.

Pendant un bon moment, dans la cour d'honneur du Palais des papes archi-comble, on a cru que la programmation dans un peu plus de ce quarante et unième Festival, allait se clore par un feu d'artifice. Les images, les chansons et les rires fusèrent ; ça démarrait très fort. Puis les choses se sont gâtées, parce que Maguy Marin ne sait pas élargir, resserrer, conclure. L'ironie et la dérision sont des armes redoutables, elles se retournent contre leur utilisateur s'il ne les emploie pas avec une virtuosité constante.

Un petit peuple en blouses grises, genre employés de grand magasin, compte et recompte, empile, dépile les cubes gris de toutes tailles qui envahissent le plateau sur toute sa largeur. On entend un reportage radiophonique : « Le Bicentenaire de la Révolution, c'est quoi pour vous ? - C'est honteux, c'est nous les petits contribuables qui payons... ». Des boîtes les plus minuscules s'alignent soudain comme des diables huit musiciens et leurs instruments (batterie, percussions, synthétiseur, trompette, guitare, violoncelle, saxophone, trombone, tube), et Maguy qui chante, de sa voix râpeuse et savoureuse, *C'est nous les pauvres contribuables*. Suit un chœur très amusant sur *Oh ! la la*. Le petit peuple s'agite, crie des slogans incompréhensibles, tape du poing sur les cubes. Surgit une marionnette géante, entre Bread and Puppet et Bébête Show, qui harangue la foule dans une langue inventée mais dont nous connaissons la musique, celle des discours politiques. Cria, applaudissements, interventions de faux spectateurs qui injurient de la salle, sirènes de police.

Bondissent alors des garçons bouchers en tabliers sanglants, costelés à la main, qui entonnent « *Faut que ça saigne !* » (merci Boris Vian) et se lancent des quartiers de viande. On a compris : les révolutions avortent, les contribuables sont incapables de faire aboutir leurs revendications, ce sont des vœux promis à l'abattoir. Le politicien offre des paquets-cadeaux dont on extrait des costumes : un juge, un évêque, un officier nazi, un marquis... Lui-

même revêt une écharpe et un chapeau tricolore, et part sous les vivats.

Deuxième tableau : « les Patriotes ». Un meneur de jeu débute un texte dont on ne perçoit pas grand-chose - la sono est mal réglée, c'est un des défauts du spectacle. Ballet assez confus de soldats : « C'est la marche des p'tits gars/qui veulent pas la faire », chante Maguy. Coup de feu, les soldats tombent. Marche funèbre aux tambours, défilé de catafalques. On dresse des croix de bois, on inaugure un monument aux morts : la statue se dépeuple elle-même de son emballage, c'est un poulu de la guerre de 14 qui s'agite assez comiquement et brandit son drapeau.

Des interludes musicaux séparent les tableaux et permettent les démenagements des cubes - la musique de Michel Berrier et Philippe Madile est pimpante, dans ses meilleurs moments elle fait penser à du Kurt Weill.

Les « Révolutionnaires » du quatrième âge

Le tableau le plus drôle est sans doute le troisième, « les Révolutionnaires », où l'on voit Robespierre, Danton, Marat, Charlotte Corday et Louis XVI en pensionnaires égarés, tremblotants et bafouillants d'un asile pour quatrième âge, sous la garde de robustes infirmières. Ils finissent leur dîner, puis passent au salon pour regarder la télévision, qui diffuse un reportage sur les fêtes du Bicentenaire : ils se voient attribuer « le guillotin d'or », « le guillotin d'argent », le « guillotin de bronze », et s'abient le champagne avec fonction. A droite, sur une estrade, se déroule en contrepoint une évocation assez primaire des révolutions actuelles : trio de Chinois, trio de Palestiniens et trio de Noirs. Des Japonais trottaient photographier.

Le dernier tableau, « les Citoyens », est assez caillouteux. Des fous en houppelande grise, entonnent sur la tête, s'affaîssent à la construction d'une gigantesque machine - on est cette fois du côté d'Ubu-Roi - à construire des mannequins humains. Gestes mécaniques, bruits d'usine. Les mannequins sont décapités, les têtes défilent puis sont recollées. La radio égrène un texte sur les droits de l'homme.

Eh, qu'est-ce que ça m'a fait à moi l'en partit en tournée dans le monde entier, son agenda est plein jusqu'en octobre 1990. Il sera en décembre prochain à Créteil. Si, d'ici-là, Maguy empioigne ses ciseaux, coupe trois bons quarts d'heure, et soigne sa chorégraphie, qui dans l'ensemble ne dépasse pas le niveau divertissements télé, elle peut nous apporter un plaisant spectacle.

SYLVIE DE NUSSAC.

EN BREF

● Nominations à Mogador. - Le PDG du Théâtre Mogador à Paris, Fernand Lombroso, a nommé deux codirecteurs : Odette Lombroso, sa sœur, et André Thomazo - deux collaborateurs de longue date. Liliane Martinez a été nommée directrice adjointe du théâtre. Elle a quitté le TNP de Villeurbanne, où elle était entrée en 1972. Elle en occupait le poste de secrétaire général depuis 1981.

PATRICK ROEGERS.

● Toutes les expositions durent jusqu'au 3 septembre. Entrée : 20 francs. Le prix du meilleur livre photo a été attribué à « Espana oculta », de Christina Garcia Rodero, Ed. Lunewerg, Espagne. Le grand prix européen Kodak, d'un montant de 70 000 francs, a été décerné à l'Espagnol Rafael Varga.

Mort du chanteur-compositeur brésilien Luis Gonzaga

Le barde du Nordeste

Le chanteur-compositeur brésilien Luis Gonzaga est mort d'une pneumonie, mercredi 2 août. Il était âgé de soixante-dix-sept ans. De Luis Gonzaga, on disait qu'il était la conscience et la bonne santé du Nordeste.

Né à la frontière des Etats de Pernambuco et du Ceara, parmi les plus déshérités du Brésil, il avait appris à jouer de l'accordéon à l'âge de dix ans et commencé une carrière de musicien professionnel en 1939. Aux chansons de tradition portugaise (un accordéon, un triangle et une grosse caisse), qui ponctuent les récoltes et les fêtes religieuses, on raconte des histoires de maris cocus, Luis Gonzaga a ajouté une dimension quasi mystique, où interviennent les légendes et contes populaires du sertão colportés par les poètes populaires : des *cangaceiros* aux prédi-

tions des saints sur le défilé qui transformera un jour cette région désertique en mer, en passant par le triste exode des paysans sans terre vers la ville, les *retirantes*, Luis Gonzaga avait mis en musique, nostalgique et joyeuse, les laissés-pour-compte du boom économique. Ses chansons les plus connues, *Asa branca*, *Vem Moreira*, faisaient figure d'hymnes nordestins.

Il avait par la suite inspiré bon nombre de compositeurs, en particulier le groupe tropicaliste de Bahia à la fin des années 70, Gilberto Gil, Caetano Veloso, Maria Bethânia, qui l'avaient largement interprété. Toujours habillé du chapeau et des vêtements de cuir des vachers du Nordeste, l'accordéon en bandoulière, Luis Gonzaga avait continué d'animer les foules au son du *baiao*, mélange d'accordéon et de rythmes africains, jusqu'à sa mort, à Recife.

VÉRONIQUE MORTAIGNE.

★ Luis Gonzaga, Sao Joao Arripe, RCA.

● Le programme de Bayreuth 90. - Wolfgang Wagner, directeur de Bayreuth, a annoncé le 26 juillet au lendemain de l'ouverture du 78^e festival, ses projets pour 1990. La 79^e édition des manifestations wagnériennes, qui aura lieu du 25 juillet au 28 août, présentera une nouvelle production de *Vaisseau fantôme* (dirigée par Giuseppe Sinopoli et mise en scène par Dieter Dorn) ainsi que la reprise du *Ring*, dirigé par Daniel Barenboim et mis en scène par Harry Kupfer. Reprise aussi de *Parsifal*, mis en scène cette année par Wolfgang Wagner lui-même et dirigé par James Levine. Le petit-fils de Richard Wagner a ajouté qu'il songeait à être le metteur en scène de la nouvelle *Tétralogie*, qui sera montée à Bayreuth en 1994.

● Le postier d'Arles exposé au MOMA. - Le Musée d'art moderne de New-York (MOMA) a exposé jeudi le *Portrait de Joseph Roulin*, de Van Gogh, qu'il avait acquis mercredi 2 août auprès d'une collection privée suisse. Point en 1889, le *Portrait de Joseph Roulin* appartenait à la famille Van Gogh jusqu'aux années 20, avant de passer dans diverses collections privées. Il est le fleuron d'une série de portraits de ce postier d'Arles et de sa famille commandée à la fin de l'été 1888.

Informations 45 23 18 25 - 3 FNAC

كثير من الازدحام

Spectacles

cinéma

LES FILMS NOUVEAUX

AIR FORCE (Rat 21). Film américain de Peter Markle, v.f. : Paris Ciné 1, 10 (47-70-21-71).

L'ARME FATALE 2. Film américain de Richard Donner, v.o. : Forum Horizon, 1 (45-08-57-71) ; 14 Juillet Odéon, 6 (43-25-59-83) ; Bretagne, 6 (43-25-57-71) ; UGC Normandie, 8 (43-25-16-16) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 19 (45-15-79-79) ; UGC Maillot, 17 (47-48-06-06) ; v.f. : Rex, 2 (42-36-83-93) ; Paramount Opéra, 9 (47-42-56-11) ; Les Nations, 12 (43-43-04-67) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; Fauvette, 13 (43-31-56-86) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; Pathé Montparnasse, 14 (43-20-12-06) ; Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27) ; Pathé Wexler, 18 (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20 (46-36-10-96).

CHIEN DE FLAC. Film américain de Rod Daniel, v.o. : Forum Horizon, 1 (45-08-57-71) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-82-82) ; v.f. : La Nouvelle Maxville, 9 (47-70-72-86) ; Pathé Français, 9 (47-70-72-86) ; Fauvette, 13 (43-31-60-74) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; Pathé Montparnasse, 14 (43-20-12-06) ; Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27) ; Pathé Wexler, 18 (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20 (46-36-10-96).

COOKIE. Film américain de Susan Seidelman, v.o. : Cine Beaubourg, 3 (42-71-52-36) ; UGC Odéon, 6 (42-25-10-30) ; UGC Rotonde, 6 (45-74-94-94) ; La Pagode, 7 (47-05-12-15) ; UGC Champe-Blysses, 9 (45-62-20-40) ; UGC Lyon Bastille, 11 (43-57-90-81) ; Les Nations, 12 (43-43-04-67) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 19 (45-15-79-79).

La Cinéma-thèque

PALAIS DE CHAILLOT
(47-04-24-36)

Si vous avez manqué le début : Paris-Polars : Made in Belgique (1988) d'Amos Deontar, Alpinville (1985) de Jean-Luc Godard, Paris : un arondissement par jour : Du côté d'Aligre (1985) d'Anne-Marie Lallement, Pantassakos (1960) de Paul Pavlov, 16 h 30 : Les Paris de l'adolescence : le Voyage à Deux-ville (1983) de Jacques Duron, les Amis (1971) de Gérard Blain, 18 h 30 : Mariage, mariages : Paris vu par... (1965) de Jean-Luc Godard, Eric Rohmer, Jean Douchet, Jean-Daniel Pollet, Claude Chabrol, Jean Rouch, le Chat (1971) de Pierre Granier-Deferre, 20 h 30.

Les exclusivités

AMERICAN NINJA III (A. v.o.) : George V, 8 (45-62-41-46) ; v.f. : Paramount Opéra, 9 (47-42-56-11) ; Fauvette, 13 (43-31-60-74) ; Pathé Montparnasse, 14 (43-20-12-06) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01).

L'AMI RETROUVÉ (A. v.o.) : Bienvenue Montparnasse, 15 (45-44-25-02).

L'AMOUR A QUATRE TEMPS (A. v.o.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-36).

L'AMOUR EST UNE GRANDE AVENTURE (A. v.o.) : UGC Odéon, 6 (42-25-10-30) ; UGC Biarritz, 8 (45-62-20-40).

PARIS EN VISITES

SAMEDI 5 AOUT

« Les somptueux bûches des comtes Potocki, cadre de la chambre de commerce de Paris », 10 h 30, 23, avenue de Friedland (M^e Dussart).

« L'entrée, boulevard du Palais (M^e Dussart).

« L'Institut de France : du collège des Quatre Nations aux cinq académies », 15 heures, 23, quai de Conti (M^e Dussart).

« Evocation du Palais-Royal dans les salons du Conseil constitutionnel », 15 heures, inscriptions jusqu'au 4 août. Tél. : 42-74-44-50 (M^e Oswald).

« Le siège du Parti communiste français », 10 h 30, métro Colonel-Fabien (M^e Bassat).

« La vie d'un seigneur parisien à la fin du Moyen Âge », 14 h 30, Musée des thermes et de l'Hôtel de Clugny.

« L'hôtel de Lassay, hôtel du président de la Chambre », 14 heures, 33, quai d'Orsay (E. Roman).

« L'Opéra », 11 heures et 14 h 30, dans l'entree (Pierre-Yves Jaslet).

« L'hôtel de Lassay, résidence du président de l'Assemblée nationale », 11 heures, 33, quai d'Orsay (Didier Bouchard).

« L'ancienne abbaye de Port-Royal », 15 heures, 123, boulevard de Port-Royal.

« Les nouvelles salles révolutionnaires du Musée Carnavalet », 10 h 30, 23, rue de Sévigné (Pierre-Yves Jaslet).

« Le Marais et ses hôtels restaurés », 15 heures, métro Saint-Paul (Pierre-Yves Jaslet).

« Histoire de la franc-maçonnerie, des origines à nos jours », 15 heures, 16, rue Cadet, devant le Musée du Grand-Orient de France (Connaissance d'ici et d'ailleurs).

« L'étrange quartier de Saint-Sulpice », 15 heures, métro Saint-Sulpice (Résurrection du passé).

« La Bastille de nos jours », 15 heures, métro Bastille (Paris et son histoire).

« Le Marais : demeures de chanceliers et comédiens, hôtels, histoire », 14 h 30, métro Saint-Paul (Isabelle Haulier).

DIMANCHE 6 AOUT

« La vie de la noblesse au dix-septième siècle en l'hôtel de Sully », 15 heures, 62, rue Saint-Antoine (M^e Dussart).

« De Saint-Médard à Sainte-Geneviève : la rue Mouffetard », 15 heures, 141, rue Mouffetard (M^e Lejoux).

« Le Musée Nissim de Camondo ou l'art de vivre au dix-huitième siècle », 15 heures, 63, rue de Monceau (M^e Ferrer).

CONFÉRENCES

DIMANCHE 6 AOUT

1, rue des Prouvaires (1^e étage, à droite), 15 heures : « L'an 2000 s'annonce mal », par Michel Jodin.

1, rue des Prouvaires (1^e étage, à droite), 15 heures : « Histoire et symboles des emblèmes révolutionnaires », par Naty.

Vendredi 4 août

BUSTER (Brit. v.o.) : George V, 8 (45-62-41-46) ; v.f. : Pathé Impérial, 9 (47-42-56-11).

CALENDRIER MEURTRE (A. v.o.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-36) ; Pathé Hautes-Filles, 6 (46-33-78-81) ; George V, 8 (45-62-41-46).

CAMILLE CLAUDEL (Fr.) : Elysées Lincoln, 8 (43-59-36-14).

CHAMBERE AVEC VUE (Brit. v.o.) : Clichés, 6 (46-33-10-82) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 19 (45-15-79-79).

CHERRY, HARRY ET RAQUEL (A. v.o.) : Cine Beaubourg, 3 (42-71-52-36).

CHIMÈRE (Fr.) : L'Entrepre, 14 (45-43-41-63).

CHINE, MA DOULEUR (Fr. v.o.) : Utopia Champollion, 5 (43-26-84-65) ; Studio 43, 9 (47-70-63-40).

LA CITADELLE (Alg. v.o.) : Utopia Champollion, 5 (43-26-84-65).

LE CRIME D'ANTONIO (Fr.) : Elysée de Bois, 5 (43-37-57-47).

DEAD BANG (A. v.o.) : Hollywood Boulevard, 9 (47-70-10-41).

LES DIEUX SONT TOMBÉS SUR LA TÊTE (La suite (A. v.o.) : Forum Horizon, 1 (45-08-57-71) ; UGC Normandie, 8 (45-62-20-40) ; UGC Odéon, 6 (42-25-10-30) ; UGC Rotonde, 6 (45-74-94-94) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-82-82) ; UGC Biarritz, 8 (45-62-20-40) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 19 (45-15-79-79) ; UGC Maillot, 17 (47-48-06-06) ; v.f. : Rex, 2 (42-36-83-93) ; Saint-Lazare-Paquier, 2 (47-70-33-88) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13 (43-36-23-44) ; Mistral, 14 (45-39-52-43) ; UGC Convention, 15 (48-28-42-27) ; UGC Montparnasse, 14 (43-20-12-06) ; Pathé Wexler, 18 (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20 (46-36-10-96).

DO THE RIGHT THING (A. v.o.) : Gaumont Opéra, 9 (47-42-56-11) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 19 (45-15-79-79) ; v.f. : Rex, 2 (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 14 (43-20-12-06) ; Pathé Wexler, 18 (45-22-46-01) ; UGC Gobelins, 13 (43-36-23-44).

APRÈS LA GUERRE (Fr.) : Saint-Lazare-Paquier, 2 (47-70-33-88) ; Gaumont Paris, 14 (43-59-36-14) ; Action Christine, 6 (43-29-11-30).

ARISE MY LOVE (A. v.o.) : Action Christine, 6 (43-29-11-30).

LES AVENTURES DU BARON DE MUNCHHAUSEN (A. v.o.) : Clichés, 6 (46-33-10-82) ; v.f. : George V, 8 (45-62-41-46) ; Le Triomphe, 8 (45-62-41-46).

BAGDAD CAPE (A. v.o.) : Le Triomphe, 8 (45-62-41-46).

BAL POUSSIÈRE (ivoirien) : Gaumont Opéra, 9 (47-42-56-11) ; Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27) ; UGC Montparnasse, 14 (43-20-12-06) ; UGC Maillot, 17 (47-48-06-06).

BUNKER PALACE HOTEL (Fr.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-36) ; Club Gaumont (Publicis Marignan), 8 (43-59-36-14).

BURNING SECRET (Brit. v.o.) : Forum Horizon, 1 (45-08-57-71) ; Pathé Impérial, 9 (47-42-56-11) ; Pathé Hautes-Filles, 6 (46-33-10-82) ; La Pagode, 7 (47-05-12-15) ; UGC Biarritz, 8 (45-62-20-40) ; La Bastille, 11 (43-54-07-76) ; Les Nations, 12 (43-43-04-67) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; Sept Parassiens, 14 (43-20-32-20) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 19 (45-15-79-79) ; UGC Maillot, 17 (47-48-06-06).

LA GRANDE PARADE (Chin. v.o.) : Utopia Champollion, 5 (43-26-84-65).

HISTOIRES DE FANTOMES CHINOIS (Hong Kong, v.o.) : Utopia Champollion, 5 (43-26-84-65).

L'INSOUTENABLE LÉGÈRETE DE L'ÊTRE (A. v.o.) : Clichés, 6 (46-33-10-82).

ITINÉRAIRE D'UN ENFANT GÂTÉ (Fr.) : George V, 8 (45-62-41-46) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 19 (45-15-79-79) ; Elysée de Bois, 5 (43-37-57-47).

JESUS DE MONTRÉAL (Can.) : Cine Beaubourg, 3 (42-71-52-36) ; UGC Rotonde, 6 (45-74-94-94).

JUMEAUX (A. v.o.) : La Nouvelle Maxville, 9 (47-70-72-86).

KARATE KID III (A. v.o.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-36) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-82-82) ; v.f. : Rex, 2 (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 14 (43-20-12-06) ; Pathé Français, 9 (47-70-33-88) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13 (43-36-23-44) ; Mistral, 14 (45-39-52-43) ; UGC Convention, 15 (48-28-42-27) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 19 (45-15-79-79) ; Le Gambetta, 20 (46-36-10-96).

LA LÉGENDE DU SAINT BUEVE (Fr.-It. v.o.) : Lucerna, 6 (45-44-25-02) ; UGC Convention, 15 (48-28-42-27) ; UGC Montparnasse, 14 (43-20-12-06).

LES LIASONS DANGEREUSES (A. v.o.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-36) ; Gaumont Opéra, 9 (47-42-56-11) ; UGC Odéon, 6 (42-25-10-30) ; UGC Rotonde, 6 (45-74-94-94) ; 7-21 : UGC Montparnasse, 14 (43-20-12-06) ; v.f. : La Nouvelle Maxville, 9 (47-70-72-86).

LOVE DREAM (It. v.o.) : Le Triomphe, 8 (45-62-41-46).

LE MAÎTRE DE MUSIQUE (Bel.) : Vendôme Opéra, 2 (47-42-56-11) ; Lucerna, 6 (45-44-25-02).

MANIÈRE UNE VIE PLUS TARD (Fr. v.o.) : Le Triomphe, 8 (45-62-41-46).

MAURICE (Brit. v.o.) : Clichés, 6 (46-33-10-82).

MEURTRE DANS UN JARDIN ANGLAIS (Brit. v.o.) : Cine Beaubourg, 3 (42-71-52-36) ; Studio des Ursulines, 5 (43-26-84-65).

MONSIEUR HIRE (Fr.) : UGC Montparnasse, 14 (43-20-12-06) ; UGC Biarritz, 8 (45-62-20-40) ; UGC Opéra, 9 (47-42-56-11).

MORT D'UN COMMISS VOYAGEUR (A. v.o.) : Clichés, 6 (46-33-10-82).

NEUF SEMAINES ET DEMIE (A. v.o.) : Le Triomphe, 8 (45-62-41-46).

NEW YORK STORIES (A. v.o.) : 14 Juillet Beaugrenelle, 19 (45-15-79-79) ; UGC Rotonde, 6 (45-74-94-94) ; UGC Emmanuelle, 9 (45-62-20-40) ; Les Nations, 12 (43-43-04-67) ; Action Christine, 6 (43-29-11-30).

LOUIS (Fr.-Al.) : Club Gaumont (Publicis Marignan), 8 (43-59-36-14) ; République Cinéma, 11 (48-05-51-33) ; Grand Pavois, 15 (45-54-46-85).

PEAUX DE VACHES (Fr.) : Utopia Champollion, 5 (43-26-84-65).

PÉRIODE NOIR (Fr.) : Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01).

LE PETIT DIABLE (It. v.o.) : Forum Horizon, 1 (45-08-57-71) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 19 (45-15-79-79) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-82-82) ; La Bastille, 11 (43-54-07-76) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; Sept Parassiens, 14 (43-20-32-20).

LE PETIT DINOSAURE ET LA VALLEE DES MERVEILLES (A. v.o.) : La Nouvelle Maxville, 9 (47-70-72-86) ; Les Montparnasse, 14 (43-20-12-06) ; Grand Pavois, 15 (45-54-46-85).

LA PETITE VERA (Sov. v.o.) : Forum Arc-en-Ciel, 1 (40-39-93-74) ; Le Triomphe, 8 (45-62-41-46) ; Sept Parassiens, 14 (43-20-32-20).

LE PEUPLE SINGE (Indon. v.o.) : Rex, 2 (42-36-83-93) ; Chiny Falot, 5 (43-54-07-76) ; Elysées Lincoln, 8 (43-59-36-14) ; UGC Gobelins, 13 (43-36-23-44) ; Gaumont Paris, 14 (43-59-36-14) ; Gaumont Paris, 14 (43-59-36-14).

LE PHILOSOPHE (All. v.o.) : Utopia Champollion, 5 (43-26-84-65).

LE PLUS ESCROC DES DEUX (A. v.o.) : Pathé Hautes-Filles, 6 (46-33-10-82) ; George V, 8 (45-62-41-46) ; v.f. : Pathé Français, 9 (47-70-33-88) ; Sept Parassiens, 14 (43-20-32-20).

PRINCE SIGN OF THE TIMES (A. v.o.) : Cine Beaubourg, 3 (42-71-52-36).

RAIN MAN (A. v.o.) : Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12) ; Publicis Champe-Blysses, 9 (47-70-72-86) ; v.f. : Paramount Opéra, 9 (47-42-56-11) ; Les Nations, 12 (43-43-04-67).

ROSALIE FAIT SES COURSES (All. v.o.) : Clichés, 6 (46-33-10-82).

SANS DÉFENSE (Fr.) : Paramount Opéra, 9 (47-42-56-11).

SCANDAL (Brit. v.o.) : UGC Normandie, 8 (45-62-20-40).

SING (A. v.o.) : George V, 8 (45-62-41-46) ; v.f. : Pathé Français, 9 (47-70-33-88).

SUN ALI (A. v.o.) : George V, 8 (45-62-41-46) ; v.f. : Pathé Français, 9 (47-70-33-88).

SPLUNDER (It. v.o.) : Lucerna, 6 (45-44-25-02) ; Le Barry Zibbe, 11 (43-57-51-55).

LE SUD (Arg.-Fr. v.o.) : Utopia Champollion, 5 (43-26-84-65).

THE LAST OF ENGLAND (Brit. v.o.) : Accatone, 5 (43-37-57-47).

TROP BELLE POUR TOI (Fr.) : Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 9 (47-42-56-11) ; UGC Biarritz, 8 (45-62-20-40) ; Pathé Montparnasse, 14 (43-20-12-06).

UN POISSON NOMME WANDA (A. v.o.) : Gaumont Opéra, 9 (47-42-56-11) ; UGC Convention, 15 (48-28-42-27) ; 22-70 : Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-82-82) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; v.f. : Bretagne, 6 (42-36-83-93) ; v.f. : Les Nations, 12 (43-43-04-67) ; UGC Convention, 15 (48-28-42-27).

UNE AUTRE FEMME (A. v.o.) : Rafet Logos II, 5 (43-54-46-34).

AMANDIERS DE PARIS (43-66-42-17) : 20 h 30.

Café de la Gare (42-36-83-93) : La Belle Canto : 20 h 30. Roger, Roger et Roger : 20 h 30. Les Nations, 12 (43-43-04-67) ; UGC Convention, 15 (48-28-42-27) ; 22-70 : Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-82-82) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; v.f. : Bretagne, 6 (42-36-83-93) ; v.f. : Les Nations, 12 (43-43-04-67) ; UGC Convention, 15 (48-28-42-27).

COMÉDIE CAUMARTIN (47-42-43-41) : 0 Gérard Sot, l'homme qui zappe avec ses fringues : 21 h.

CRYPTE SAINT-AGNÈS (BOULE SAINT-AGNÈS) (47-00-19-31) : Le Maître de Santiago : 20 h 30.

EDGAR (43-20-85-11) : Les Babas-Cadras : 20 h 15. Nous on fait ça on nous dit de faire : 22 h.

HUCHETTE (43-26-38-99) : La Cante-Chave : 19 h 30. Le Léon : 20 h 30.

L'ESPACE EUROPÉEN (42-93-69-68) : Marcella : 20 h.

LE BOURVIL (43-73-47-84) : Mabouille : 20 h 30.

SAINT-LEUSTACRE (45-44-57-34) : Petite salle, Lettres d'amour : 20 h. Molly Bloom : 21 h 30. Théâtre noir, Le Petit Prince : 18 h 45. Les Baux et Poë : 20 h 30. Les Nations, 12 (43-43-04-67) ; UGC Convention, 15 (48-28-42-27) ; 22-70 : Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-82-82) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; v.f. : Bretagne, 6 (42-36-83-93) ; v.f. : Les Nations, 12 (43-43-04-67) ; UGC Convention, 15 (48-28-42-27).

MARIE STUART (45-06-17-80) : 0 Portrait de Vincent : 18 h 30.

MUSÉE DE CIRE (HISTORIAL DE MONTMARTRE) (46-06-78-92) : Le Boule et l'Abdome (89, tu verras Montmartre) : 18 h 30.

NOUVEAUTES (47-70-52-76) : Le Grand Standing : 20 h 30.

ŒUVRE (42-74-42-52) : Le Bal de Ndinga : 20 h 30. L'Amour-Gott : 22 h.

PALAIS ROYAL (42-97-81-81) : Au second, tout va mieux : 20 h 30.

POCHE-MONTMARTRE (45-48-92-97) : Salle L. Monsieur Songe : 20 h 45.

ROSAU-THÉÂTRE (42-71-30-30) : Agnès : 21 h.

SAINT-GEORGES (48-78-63-47) : Comment devenir une mère juive en dix lieux : 20 h 45.

THÉÂTRE DE PARIS (42-80-09-30) : C'est : 20 h 30.

THÉÂTRE DE VERDURE DU JARDIN SHAKESPEARE (42-82-08-39) : 0 Le Barbier de Séville : 19 h 30.

THÉÂTRE MODERNE (48-95-09-00) : 0 Bouillonnement des Pythons : 21 h.

THÉÂTRE MONTGOUILLI (42-33-80-78) : Le Banquet du Piffon : 20 h 30.

TINTAMABRE (48-87-33-82) : Phébre (A. v.o.) : 20 h 15. C'est dingue : 21 h 30.

TOURTOUR (48-87-82-48) : De Porche-porche et autres oiseaux rares : 20 h. La Voix humaine : 22 h.

Les concerts

EGLISE SAINT-JULIEN-LE-PAUVRE : Philharmonie de chambre, 18 h 30 et 21 h ven., sam. Dirigé par Roland Dousta, Christian Schneider (mandoline). Les Concerts pour jeunes : 21 h. Vivaldi, T.8. location : 43-33-43-00.

EGLISE SAINT-LOUIS-EN-ÎLE : Dans le cadre de Festival Musique en Île. Les Téléphones locaux : 45-23-18-25.

SAINT-CHARPÈLE (46-46-55-41) : Ensemble d'archets français, 21 h. Dr. Jean-François Gonzalez, Denise Cantois (clavier). - 1789, en la chapelle Saint-

LA VIE EST UN LONG FLEUVE (Fr.) : George V, 8 (45-62-41-46) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 19 (45-15-79-79).

VOYAGEUR MALGRÉ LUI (A. v.o.) : République Cinéma, 11 (48-05-51-33) ; Denfert, 14 (43-21-41-01).

WORKING GIRL (A. v.o.) : UGC Biarritz, 8 (45-62-20-40).

YOUNG GUNS (A. v.o.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-36) ; Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08) ; Gaumont Paris, 14 (43-59-36-14) ; v.f. : Gaumont Opéra, 9 (47-42-56-11) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50).

ZUCKER BABY (All. v.o.) : Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 19 (45-15-79-79) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 19 (45-15-79-79).

ACCATONE (It. v.o.) : Elysée de Bois, 5 (43-37-57-47).

ACT OF VENGEANCE (A. v.o.) : Paris Ciné 1, 10 (47-70-21-71).

BRAZIL (Brit. v.o.) : Studio Galand, 9 (43-54-72-71).

CASINO ROYALE (Brit. v.o.) : Le Champ, 5 (43-54-51-60).

LE CAUCHEMAR DE FREDDY (A. v.o.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-36) ; George V, 8 (45-62-41-46) ; v.f. : La Nouvelle Maxville, 9 (47-70-72-86) ; Fauvette, 13 (43-31-60-74) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50).

LE CIRQUE (A. v.o.) : Elysée de Bois, 5 (43-37-57-47).

CORRESPONDANT 17 (A. v.o.) : Rafet Logos salle Louis-Jourvet, 2 (45-44-25-02).

EASY RIDER (A. v.o.) : Clichés, 6 (46-33-10-82).

LE FAUCON MALTAIS (A. v.o.) : Action Christine, 6 (43-29-11-30).

FIVE EASY PIECES (A. v.o.) : Cine Beaubourg, 3 (42-71-52-36) ; Racine, 20 (44-40-40) ; v.f. : Paramount Opéra, 9 (47-42-56-11) ; Hollywood Boulevard, 9 (47-70-10-41).

LES GENS DE DUBLIN (A. v.o.) : Pathé, 14 (43-54-15-04).

LA GUERRE DES BOUTONS (Fr.) : Saint-Lambert, 15 (45-32-91-68).

GUERRE ET AMOUR (A. v.o.) : Action Rive Gauche, 5 (43-29-44-40).

HOLIDAY (A. v.o.) : Action Christine, 6 (43-29-11-30).

L'HOMME DES HAUTES PLAINES (A. v.o.) : Action Rive Gauche,

Économie

SOMMAIRE

■ La COB et les autorités boursières londoniennes enquêtent sur d'éventuels délits d'initiés dans les échanges d'actions d'Eurotunnel (lire ci-dessous). ■ M. Jean Mattéoli

pourrait être maintenu au Conseil économique et social et en conserver la présidence (lire page 17). ■ L'OPA de GEC et Siemens sur Plessey, qui atteint 21 milliards de francs, entre

dans sa phase finale (lire ci-contre). ■ L'économie des Açores, autrefois axée sur la chasse au cachalot, se tourne aujourd'hui vers le thon (lire page 17).

Après la brusque chute des cours du consortium franco-britannique

L'enquête de la COB sur d'éventuels initiés autour d'Eurotunnel sera difficile

La Commission des Opérations de Bourse a ouvert une enquête concernant un éventuel délit d'initiés sur le titre Eurotunnel. Cette décision, confirmée le 3 août, a été prise effectivement par la COB, le 28 juillet dernier, lors de la réunion de son collège.

L'attention de l'organisme de surveillance des marchés financiers a été attirée par la brusque gonflement des transactions et la forte chute des cours avant le vendredi 21 juillet, jour de l'annonce par le consortium chargé de creuser le tunnel sous la Manche d'un surcoût des travaux.

Les échanges, assez réduits et dépassant rarement les 600 000 titres quotidiens durant les premiers jours de juillet, augmentèrent brutalement dès le mardi 18. Alors que 291 318 actions avaient été échangées la veille, le montant ce jour-là s'élevait à 921 176 titres. Il atteignait les 1,57 million le jeudi

et dépassait les 3,6 millions le vendredi 21. Avec ces ventes massives, la valeur perdait 10,5 % durant cette période. Mais l'agitation ne s'arrêtera pas pour autant. Lundi 24, Eurotunnel accélérât sa chute, réagissant violemment à l'annonce du surcoût des travaux. L'action perdait durant la séance 11 %, tombant sous la barre des 100 francs. Le volume des transactions resta soutenu les jours suivants, souvent au-dessus des 3 millions d'actions. Mercredi 26, un deuxième communiqué confirmait ce renchérissement des travaux. La commande de matériel roulant, en avoisinant les 6 milliards de francs, est près de trois fois supérieure aux prévisions.

Cotation simultanée

Des initiés ont-ils été au courant de cette réévaluation ? et ont-ils anticipé le mouvement ? Pour tenter

de répondre à cette question ardue, les enquêteurs de la COB devront associer à leur recherche leurs homologues britanniques, car Eurotunnel est coté simultanément à Londres et à Paris. Dans la semaine du 17 au 21 juillet, les Anglais semblaient mieux informés que les Français. De l'autre côté de la Manche, ils évoquaient déjà une augmentation des coûts des travaux pour expliquer la baisse des cours alors qu'au palais Brongniart, les rumeurs concernaient des fissures dans le tunnel et l'inondation d'une partie du chantier. Puis les bruits évoluèrent et la semaine dernière, certains n'hésitaient pas à rendre responsable Sir James Goldsmith de la poursuite de l'effondrement des cours. Il aurait cédé ses titres pour financer une partie du rachat de British American Tobacco (BAT), entendait-on Rue Vivienne.

Jeu 30 août, le président d'Eurotunnel, M. André Bénard, a reconnu sur RTL que beaucoup de personnes

pourraient être au courant d'un tel surcoût. « Il est évident quand il y a des négociations avec des fournisseurs, qu'il y a beaucoup de gens qui savent ce qui se passe. Mais qui sont ces gens ? Quels sont ceux qui le savent ? Je ne sais rien de tout. » L'échec sera difficile à démêler, d'autant qu'à la Bourse le marché du titre Eurotunnel est très sophistiqué.

L'action étant cotée simultanément à Londres et à Paris, les intervenants arbitrent leurs achats et leurs ventes selon les cours affichés sur l'une ou l'autre place. De plus, depuis le mois de mai, Eurotunnel sert de valeurs support à un marché d'options sur lequel les opérateurs anticipent l'évolution prochaine des cours à la hausse ou à la baisse. Instrument de couverture mais aussi de spéculation, ce lieu est révélateur pour un initié voulant se dissimuler.

DOMINIQUE GALLOIS.

Une OPA de 21 milliards de francs

Assaut final de GEC-Siemens sur Plessey

Comme prévu, l'allemand Siemens et son allié britannique GEC (General Electric Company) sont repartis à l'attaque de Plessey, numéro deux de l'électronique en Grande-Bretagne, en lançant leur offre d'achat de la mi-novembre 1988. Ils proposent désormais 270 pence par action Plessey, soit 20 % de mieux que précédemment (225 pence). L'offre publique d'achat, contre Plessey s'élève donc à 2 milliards de livres (21 milliards de francs), ce qui en fait l'une des plus grosses en Europe.

Malgré tous leurs efforts et un lobbying intense, les dirigeants de Plessey n'auront donc pas réussi, cette fois, à sauver leur entreprise. Tous les observateurs s'attendent en effet à un succès de la nouvelle OPA de GEC-Siemens contre elle, après neuf mois de suspense. D'ailleurs, les deux assaillants, qui ont pris de vitesse les analystes en déposant leur nouvelle proposition vingt-quatre heures seulement après avoir reçu le feu vert du ministre britannique du commerce et de l'industrie, ont mis à profit ces dernières heures pour porter à 25 % leur participation dans Plessey (14,3 %). Ce qui tend à montrer que les actionnaires de Plessey pourraient bien se laisser séduire par l'offre qui leur est faite. Comme prévu, Plessey a immédiatement rejeté la nouvelle OPA dont elle fait l'objet, en dénonçant le prix trop bas, mais les assaillants se sont empressés d'indiquer qu'ils n'entendaient pas payer plus.

Siemens - qui se taille la part du lion dans le futur dépeçage de Plessey - acquittera la plus grosse partie de cette somme : 1,25 milliard de livres contre 0,75 pour son allié. Mais les enjeux sont importants pour le géant allemand qui fait un pas décisif dans les télécommunications en Europe en prenant pied sur le marché britannique, fort dynamique. Le tout quelques semaines après le débarquement de l'américain ATT (American Telephone and Telegraph), un de ses grands rivaux, dans la péninsule italienne et deux ans et demi après le rachat du téléphone d'ITT par le français Alcatel. Siemens conforte également par ce rachat sa prééminence européenne dans les composants électroniques où il assure la direction industrielle d'un joint-venture à 50/50. Comme attendu (le Monde du 18 novembre 1988), les questions soulevées par le secteur de la défense ont été les plus difficiles à régler. L'Allemagne a dû faire des concessions dans l'avionique et l'électronique marine, notamment en Amérique du Nord : contrairement au projet initial qui donnait à GEC 51 % des deux filiales américaines de Plessey (Sipican aux États-Unis et Leigh Instrument au Canada), l'accord final lui en attribue la totalité du capital. En revanche, GEC a dû faire des concessions sur les radars et les systèmes de défense - dont il espérait prendre 35 % - attribués en totalité à Siemens. L'allemand, s'il a dû donner des garanties lors de longues discussions avec le ministre britannique de la défense, n'en fait pas moins une avancée redoutable dans l'industrie électronique européenne. A quand la riposte française ?

INSOLITES

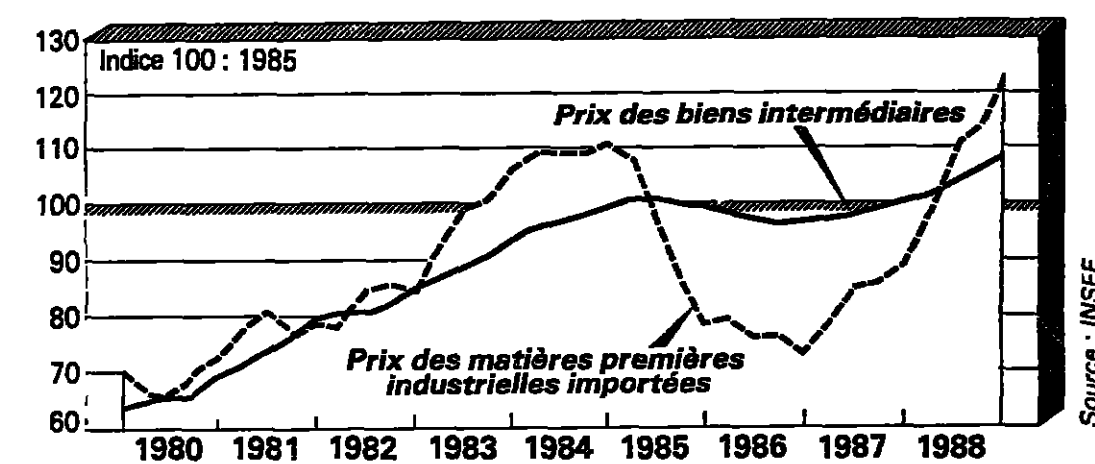
Des fils à retordre...

Les 60 millions de larves de vers à soie italiennes disparaissent leurs propriétaires. Au lieu de jeter et filer doux, elles ont été saisies d'une fringale telle qu'elles n'ont pu produire cette année leur quota de soie. Résultat : la sériciculture transalpine pourrait perdre cette année plus de 6 millions de francs.

Devant pareille ingratitude, il est tentant de se tourner vers d'autres sources d'approvisionnement. C'est ce que font des chercheurs américains, dont certains financés par le Pentagone. Ils étudient avec le plus grand soin les avantages de la soie... d'araignée. Le ver à soie - même transalpin - ne produit qu'une sorte de fil alors que les araignées peuvent en fabriquer jusqu'à six différents : pour la toile, le cocon, le fil de suspension, etc. Tous sont à la fois solides et très extensibles. Certains sont aussi solides que les fibres synthétiques.

Si les chercheurs isolent le gène qui permet de fabriquer la soie, ils pourront bientôt l'introduire dans des bactéries qui produisent la protéine de la soie plus vite que les araignées. Utilisation possible de cette belle soie : matériaux d'isolation pour le revêtement des avions, casques, fils de suture pour la chirurgie.

Tension sur les prix des biens intermédiaires



L'indice des prix de vente des biens intermédiaires fabriqués en France a augmenté de 2,2 % au premier trimestre 1989 après avoir connu une nette accélération en 1988. La hausse des prix des matières premières industrielles importées a été très marquée l'année dernière et a entraîné la flambée des prix sur les biens intermédiaires. On note cependant que les tensions s'atténuent sur les matières premières au deuxième trimestre de cette année.

Des radiotéléphones en plus en 1991 pour l'Ile-de-France

Les Franciliens seront plus nombreux à pouvoir s'équiper d'un radiotéléphone : les forces armées ont en effet accepté de libérer une bande de fréquence supplémentaire de 4 MHz pour France Telecom. Cette décision, qui prendra effet au début 1991, permettra d'augmenter d'environ 40 000 les possibilités d'abonnement au RadioCom 2000 en région parisienne. Actuellement, il y a un peu plus de 48 000 abonnés au réseau public en Ile-de-France.

Les nouvelles fréquences se situent dans la bande des 900 MHz, en dessous de la bande réservée au

radiotéléphone numérique paneuropéen appelé à voir le jour dans les années 90 (890-915 MHz et 935-960 MHz).

L'affectation de deux autres mégahertz supplémentaires dans la même bande de fréquence fera l'objet d'une décision « ultérieure », indique le ministère. « Celle-ci tiendra compte de l'évolution des besoins en région parisienne, des perspectives du marché de la radiotéléphonie publique et du calendrier de mise en place du réseau cellulaire numérique européen. »

La pénurie de fréquences est un des facteurs qui expliquent le lent développement du radiotéléphone en France, où le taux d'équipement des usagers est nettement inférieur à celui des pays scandinaves ou anglosaxons. Mais l'armée s'est toujours fait tirer l'oreille pour libérer des bandes supplémentaires. Nul doute que les fonctions exercées antérieurement à la défense par l'actuel ministre des PTT, M. Paul Quilès, ont dû l'aider à plaider sa cause auprès de son homologue de la rue Saint-Dominique.

En Finlande

Graves difficultés financières pour les chantiers navals Wartsila

Les dirigeants des grands chantiers navals finlandais Wartsila (6 500 salariés) ont demandé, le 3 août, l'aide du gouvernement d'Helsinki, faute de quoi l'entreprise risquerait la faillite.

Pour 1988, les pertes sont estimées à 350 millions de francs, et pour les quatre premiers mois de 1989 les ventes de la division « chantiers navals » du groupe, spécialisée notamment dans les brise-glaces, les navires frigorifiques et les paquebots, ont sensiblement baissé par rapport à la même période de 1988.

Les difficultés viennent notamment du fait que l'URSS, qui traditionnellement faisait construire beaucoup de ses navires en Finlande, a récemment réduit ses commandes. La réévaluation du mark finlandais a aussi entraîné une baisse de la compétitivité des chantiers.

Il y a quelques mois, l'idée d'un regroupement sous l'égide des pouvoirs publics des trois grandes entreprises finlandaises de construction navale, Wartsila, Rauma-Repola et Hollming, avait été avancée, mais elle n'a eu de suite.

Les ressources des départements

Le grand écart

Selon les statistiques que vient de diffuser le ministère de l'Intérieur, les disparités de ressources et de dépenses des différents départements français sont considérables.

Il y a les départements riches et les départements... « émirats ». Ainsi, en 1987, dernière année connue, le potentiel fiscal des Hauts-de-Seine, l'est-à-dire le produit escompté des quatre impôts directs locaux, divisé par le nombre d'habitants atteignait 1 728 F - le record - suivi de la Savoie avec 1 151 F. En queue de liste, la Creuse (520 F) et le Gers (510 F), deux exemples de la France rurale.

Le département le plus endetté est le Vaucluse, le moins dépendant des banquiers, les Voies. Enfin, favorisés par le vent libéral de la décentralisation, certains départements ont ouvert les vannes du recrutement de fonctionnaires. Le conseil général du Val-de-Marne dépense en frais de personnel 536 F par habitant, la Lozère 262 F, la Loire 141 F, la Nièvre 244 F, le Pas-de-Calais 139 F, la Seine-et-Marne 179 F, et le Bas-Rhin 127 F.

F. G.

REPÈRES

Chômage

Stabilité en Europe

Le taux de chômage dans les douze pays de la CEE est resté stable en juin. Selon Eurostat, l'office statistique européen, « le taux de chômage dans la Communauté européenne est estimé à 9,3 %, au même niveau que les deux mois précédents. »

Dans l'ensemble de la CEE, le taux de chômage a baissé de 0,8 % depuis juin 1988, les diminutions les plus fortes ayant été constatées en Espagne (- 2,6 %), au Royaume-Uni (- 2,1 %) et en Belgique (- 1,2 %). En mai 1989, le nombre de chômeurs inscrits dans la CEE s'élevait à 14,3 millions (le chiffre du chômage aux Pays-Bas ne sera publié que dans un mois).

En données corrigées, les taux par Etat membre (à l'exception de la Grèce) sont les suivants : 17,4 % en Espagne, 17,3 % en Irlande, 10,8 % en Italie, 10,2 % aux Pays-Bas, 10 % en France, 9,5 % en Belgique, 7,3 % au Danemark, 6,7 % au Royaume-Uni, 5,9 % en RFA, 5,6 % au Portugal et 1,9 % au Luxembourg.

Selon l'office du travail de Nuremberg, le nombre de sans-emploi a augmenté en RFA en juillet : il est de 1 972 000, mais le taux de chômage est ramené à 6,9 % de la population active contre 6,7 % en 1988.

Activité

Nouveau recul de l'indice composite aux Etats-Unis

L'indice composite des principaux indicateurs économiques aux Etats-Unis a reculé de 0,1 % en juin, enregistrant ainsi sa quatrième baisse en cinq mois. Ce recul est interprété, outre-Atlantique, comme la confirmation d'un ralentissement de l'activité économique américaine d'ici à la fin de l'année. Sept indicateurs sur onze ont contribué à la baisse de l'indice, avec, notamment, une progression des demandes d'allocation chômage et une baisse des commandes de biens de consommation et des permis de construire. L'indice composite avait chuté de 1,6 % en mai dernier.

Masse monétaire

Progression de 0,2 % en juin

La masse monétaire française au sens strict (légende M2, comprenant les billets et les dépôts à vue et sur livret) a progressé de 0,2 % en juin, après avoir diminué de 0,3 % en mai, selon les statistiques provisoires de la Banque de France publiées jeudi 3 août. En glissement annuel, le rythme de croissance de M2 ne change guère : 3,9 % en juin contre 4 % en mai ; il est conforme aux objectifs retenus pour 1989 par la Banque de France (hausse de + 4 à + 6 %).

Le Monde DE L'EDUCATION

Au sommaire de ce numéro :

- ENQUÊTE : LES MIRAGES DE LA COMMUNICATION. Des formations et des diplômes aux contenus encore flous et aux débouchés incertains. (Attention aux filières miroirs aux alouettes).
- EXCLUSIF : LE PALMARÈS DES DEUG. Les résultats en droit, sciences éco, AES, LEA, sciences des structures et de la matière, sciences de la nature et de la vie.
- LE FONCTIONNEMENT DES PREMIERS CYCLES.
- DOSSIER SPÉCIAL : LES PREMIÈRES INSCRIPTIONS EN FAC. Paris, province : où et quand s'inscrire : les pièges à éviter.

NUMÉRO DE JUILLET-AOÛT 132 PAGES
En vente chez votre marchand de journaux

Le Bicentenaire a fait recette

L'opposition a bougé, mais les hôteliers se frottent les mains. La célébration à Paris du Bicentenaire de la Révolution française a été une véritable aubaine. L'hôtellerie de l'Ile-de-France a enregistré deux millions cinq cent cinquante mille nuitées depuis le début juillet, soit deux tiers de plus que l'an dernier. Les suberges de jeunesse, centres d'accueil, logements chez l'habitant et autres hébergements de fortune ont également bien travaillé.

« Le Bicentenaire a été un détonneur pour l'hôtellerie en Ile-de-France », assure-t-on au ministère du tourisme. Selon ses prévisions, 1989 sera l'année record pour la balance touristique française. L'excédent de 8,07 milliards de francs atteint en 1988, lorsque les touristes américains étaient venus en masse dépenser leurs dollars sur évalués, devrait être dépassé cette année. Il pourrait approcher les 9 milliards de francs.

Cinq fois le coût des cérémonies

Combien de touristes ont visité la capitale en ce début juillet ? Difficile à dire exactement.

En supposant qu'en moyenne chacun a passé trois nuits à Paris, coefficient retenu par les spécialistes, ils auraient été plus de 800 000, toutes nationalités et toutes devises confondues. Pris d'assaut en priorité : les hôtels de luxe et de grand luxe. Le taux de remplissage des quatre étoiles et quatre étoiles de luxe a atteint 98 %, selon le ministère. A l'autre bout de l'échelle, les petits hôtels à étoile ont également affiché « complet ». En revanche, il restait quelques places dans les hôtels de catégorie moyenne, remplis à 85 % seulement.

En dehors de la capitale, les chiffres sont plus flous encore. A Amiens, à Rouen et à Reims, les chambres de commerce avaient leur incapacité à mesurer l'impact du Bicentenaire. Il est vrai que d'autres manifestations ont drainé les foules pendant la même période. On a pu estimer à 400 000 le nombre de touristes attirés à Rouen pour les Voiles de la liberté. Au total, selon le ministère du tourisme, les festivités du Bicentenaire auraient rapporté quelque 2,2 milliards de francs en devises, plus de cinq fois le coût des cérémonies. Une réussite royale.

Vernhes, directeur d'Indosuez, devient le PDG de la Banque libano-française. Par ailleurs, le tribunal de commerce de Paris a décidé le 3 août de reporter sa décision sur le sort de la Banque de participations et de placements (BPP), placée en redressement judiciaire en mars dernier. Les candidatures de reprise, dont celles d'un financier nantais, M. Francis Lagarde, et de la Compagnie Rembrandt Investissement, seront donc examinées à partir du 10 septembre. La BPP, filiale française du groupe financier libanais Intra, contrôlé naguère par l'homme d'affaires libanais Roger Tamraz, avait été contrainte au début de bilan en raison de « la profonde dégradation de sa situation financière ».

Le système sera ainsi testé par ces « super-pilotes » avant d'être étendu progressivement aux quatre cents intervenants de la place. Le 1^{er} janvier 1991, RELUT devrait fonctionner conformément au projet décidé voici trois ans.

● **Eif** a rûssé son **OPA** sur l'américain **Pennwalt**. — **Eif-Aquitaine** a annoncé, vendredi 4 août, que sa filiale américaine détenait 30 % des actions de l'entreprise américaine **Pennwalt**. L'issue, le jour même, était de 100 %, soit 30 % de son OPA emicale à 132 dollars par action.

Cette société d'un milliard d'affaires de 1 milliard de dollars renforcera la chimie des spécialités du groupe pétrolier en s'intégrant à la filiale locale d'Amoco (22 millions de dollars) et celle de **T Chemicals** (400 millions de dollars).

La commission fédérale du commerce (FTC), après un long examen des conditions de concurrence, avait donné son accord à la condition qu'**Eif** rétrocède une partie de résine de placage de son OPA représentant 5 % de son chiffre d'affaires (le Monde du 2 août).

● **ERRATUM.** — Les négociations en vue de la constitution de la SCOR SA ont rassemblé l'UAP, AXA-Midi, le GSCAM et les AGF, et non le GAN comme indiqué par erreur dans notre édition du 4 août. D'ailleurs, comme il était précisé plus loin, la SCOR, société anonyme dont les actionnaires sont en majorité du secteur public, est contrôlée par la holding HCS, détenue à 40 % par l'UAP, les AGF (20 %), AXA-Midi (20 %) et le GSCAM (20 %).

Peur des plages bondées mais envie de soleil ?
Besoin de respirer et de se détendre ?
 La résidence **FRANTOUR de NAJAC** propose des vacances vertes à tous les amoureux de la nature, dans un domaine boisé de 160 hectares.

Située au cœur de l'Aveyron, elle bénéficie d'un cadre exceptionnel pour toutes excursions : gorges du Tarn, site de Roc amador..., d'inoubliables promenades que l'on peut ponctuer par un repos au bord de la piscine ou au Club-House de la résidence (bars, salons...).

En pavillon (pension complète) ou en appartement 2 pièces, vous bénéficiez du confort de l'habitat et le cadre est verdoyant.

Souvenez-vous : Résidence **FRANTOUR de NAJAC**, c'est N comme Nature, A comme Air, J comme...

INFORMATIONS ET RÉSERVATIONS

Brochure TRAIN + HOTEL, dans toutes les agences de voyages **FRANTOUR TOURISME** et dans toutes les gares SNCF.

Par téléphone : (142-81-38-80.

Par correspondance : BP 62-08 Paris cedex 08.

Les investisseurs attendaient l'indice concernant l'évolution du chômage pour se faire une idée plus précise sur l'évolution réelle de l'économie américaine ces dernières semaines. En effet, la baisse de 0,1 % de l'indice composite inattendu publié jeudi, n'a pas apporté l'éclairage suffisant sur l'activité économique. Avec ce chiffre, les experts ne sont pas en mesure d'évaluer si l'économie atterrit en douceur ou si elle se dirige vers une récession. Ce dernier mot effraie évidemment certains investisseurs. Le président, qui a l'habitude de doubler le langage officiel par des attractions d'Orlando et fait, d'autre part, l'objet de rumeurs d'OPA, a été recherché, gagnant plus de 6 points, à 121. Fermé de Lewis et de Motorola.

Peu d'événements, jeudi, à la Bourse de Londres, qui a évolué dans des limites étroites pendant toute la séance. L'indice Footsie de cent valeurs a terminé la journée sur une hausse de 1,5 point, à 2 306,3.

On compte 550 millions de titres en circulation, dont 100 millions ont été échangés. Les six participants ont offert en échange, soit 100 millions de titres. Plessey (électronique) a cédé 25 millions de titres, à 8 pence à 65, après la nouvelle offre de GEC et de Siemens à 270 pence par action, donnant ainsi une valeur de 2 milliards de livres à Plessey. Eurotunnel a cédé 10 millions de titres à 850, après la confirmation d'une enquête en France sur le éventuel délit d'initié. De La Rue (imprimerie) perdait 14 pence à 314, après l'approbation par les actionnaires de la vente de sa filiale Crossfield à l'Américain Du Pont et au japonais Fuji. Aux mécaniciens TI Group était en baisse de 9 pence à 464, le marché était déçu par le

Les analyses favorables des malsons de courtage sur les brasseries ont continué à porter leurs fruits sur les titres de ce secteur, Guinness et Bass étant en hausse sensible. La faiblesse de la livre sterling a pesé sur les fonds d'Etat. Légère hausse des mines d'or.

À la veille du week-end, le marché régnait rue Vivienne, et le carné évoluait légèrement à la baisse dès l'ouverture de la séance. Cependant, le début d'après-midi, le bilan de cette semaine resta satisfaisant, avec une légère progression d'environ 0,6 % et de nouveaux records pour l'indice CAC après le passage du cap des 3.000 points. Les investisseurs, les experts analysaient et les journalistes expliquaient le peu d'activité de la journée toujours par les départs en vacances mais aussi par l'attente de la publication des chiffres du chômage mensuel de la semaine dernière. Les investisseurs bien informés s'étaient alors attendus à une phase de consolidation après sa progression de 20 % depuis le début de l'année. Symbole de cette pause, la journée de jeudi, au terme de laquelle l'indicateur instantané avait perdu 0,2 %, avait été relativement vu de l'autre côté.

Dès ce constat, les hausses étaient emmenées par les valeurs financières ou bancaires (VIF, Eurofinance, Sovac) mais aussi par Eurotunnel. Le titre de la firme chargée de construire le tunnel sous la Manche s'appréciait de plus de 3 % dans un marché de près de 700 000 titres. La valeur se redressait au lendemain de la confirmation par la COB du lancement d'une enquête concernant un éventuel délit d'inités.

Sous évènement de la séance, la suspension de cotation a tiré la Compagnie Industrielle et financière du groupe Vicière. Les cotations ont disparu des bourses, alors que Suzac et la Compagnie Industrielle étudient le financement de l'acquisition du groupe allemand Colonia, acheté par Vicière le 27 juillet dernier. Le groupe Vicière a pour actionnaire la Compagnie Industrielle détentrice de 50,5 % des droits de vote et la Compagnie financière de Suzac pour 34 %. Cette dernière est également actionnaire à environ 18 % de la Compagnie industrielle.

La Bourse de Tokyo était, vendredi, en semi-vacances, la plupart des investisseurs institutionnels ayant déserté le marché pour un week-end de trois jours. Le volume des échanges était donc modeste et l'évolution des cours irrégulière. L'indice Nikkei a cédé 37,82 points à 34 741,99, après avoir abandonné 119,53 points la veille.

Des opérateurs ont toutefois effectué quelques achats sélectifs, notamment dans le secteur de l'électricité. Les experts jugeaient, d'autre part, les ventes tout à fait normales après une hausse qui, en neuf jours, avait fait gagner au Nikkei 1 600 points.

| VALEURS | Cours du 3 août | Cours du 4 août |
|---------------------|-----------------|-----------------|
| Alcatel | 745 | 760 |
| Bridgestone | 1 650 | 1 640 |
| Canon | 1 720 | 1 740 |
| Fuji Bank | 3 630 | 3 620 |
| Hitachi Motors | 1 560 | 1 580 |
| Mitsubishi Electric | 2 340 | 2 360 |
| Mitsubishi Heavy | 1 230 | 1 230 |
| Sony Corp. | 7 930 | 7 980 |
| Toyota Motors | 2 540 | 2 540 |

« Avon rejette la proposition d'achat d'Irwin Jacobs. — Le groupe américain de cosmétique Avon Products a rejeté, à l'unanimité, la proposition d'achat faite par le financier Irwin Jacobs (le Monde du 4 août). » Le conseil a réaffirmé sa position selon laquelle Avon n'est pas à vendre et souhaite « rester une société indépendante », a souligné le président du groupe, M. James Prestigiacchi dans une lettre adressée à M. Jacobs. Il se déclare « prêt à rencontrer M. Jacobs, à communiquer autre actionnaire important pour discuter du développement de la société, mais pas pour négocier la vente ».

mons, déstabil, depuis le 17 juillet. 8,08 % de Lockheed. Au début de l'année, le constructeur avait mis en place des mesures de défense (participation des salariés), alors que la baisse des bénéfices avait atteint 2,3 % du capital de Lockheed.

■ **Roussel-Uclaf** rachète une société américaine. — Le groupe pharmaceutique français Roussel-Uclaf annonce l'acquisition de la société américaine *Pharmacia* et son service de spécialités dans les produits d'hygiène publique et domestique. Ford's Chemical, basé à Pasadena (Texas), qui produit et distribue des insecticides et des pesticides, est racheté par Roussel-Uclaf pour un chiffre d'affaires de plus de 100 millions de francs. Elle est notamment bien implantée sur le marché de la protection et de l'entretien des espaces verts, précise Roussel-Uclaf.

- **Myson** accepte l'OPA de **Bleu Ciel**, le **Groupe britannique** que Myson, spécialiste du chauffage, a racheté pour un montant de 195,7 millions de livres (2 milliards de dollars). Le groupe propose de racheter les Circos ordinaires de Myson et les Circos de **Lockheed** pour 12 millions par échanges d'actions. Le 21 juillet dernier, Yale et Valco (matières plastiques) ont accepté pour un montant de 180 millions de livres, Myson avait offert 10 millions de livres de plus. Dans les années 70, à encregrat, l'opérateur, un bénéfice impossible de 22,6 millions de livres.
- **Myson** a été racheté par **Lockheed**, le milliardaire texan Harold Simmons, pour 10 % de Lockheed, à 194 millions de dollars, a porté sa participation dans le capital de Lockheed constructeur du bombardier **Conquest** 246 et Valco Corp, contrôlé par M. Simon.

● **De La Rue** (Imprimerie) approuve la vente de Crosfield. — Les actionnaires de la compagnie britannique De La Rue (Impression, papeterie, reprographie) ont approuvé la vente de la filiale de Crosfield Electronics, filiale de De La Rue, à l'américain Don Pontreux. Le chiffre, pour un montant de 235 millions de livres sterling, est le plus élevé jamais enregistré. Le patron de presse britannique Robert Maxwell avait, dans son club, proposé sans succès à Des Pontreux, un riche américain et un associé suisse, qu'il préside, de racheter Crosfield Electronics. De La Rue conservera les activités de fabrication de papier, de livres et de trois mille deux cents salariés. 245 millions de livres de chiffre d'affaires en 1988), qui est un des leaders mondiaux dans les systèmes de reprographie. Le groupe britannique a obtenu la haute définition, pour la presse notamment.

| VALEURS | Cours prix. | Dernier cours | VALEURS | Cours prix. | Dernier cours |
|-------------------------|----------------|------------------|------------------------|----------------|------------------|
| Armato & Anacole | 440 | 440 | Le gill des m&is | 450 | |
| Arcor | 240 | 240 | Loan Investment | 280 | |
| S.A.C. | 338 | 338 | Luxorinc | 141 50 | |
| B. Dumoulay & Assoc. | 600 | 600 | Mitranburg, Mitran | 258 | |
| R.C.M. | 610 | 610 | Mitranburg | 191 50 | |
| Robert Truderinger | 420 50 | 420 50 | Mitranburg (S&I) | 23 90 | |
| Robinet (Lyon) | 951 | 951 | Molins | 201 | 210 |
| Chânes du Lyon | 2215 | 2215 | Novette-Dubois | 1198 | |
| Carif | 866 | 866 | Oliver-Legoux | 268 | 310 |
| C.A. L.-de-P. (C.C.I.) | 800 | 800 | Oni. Gen-Pin | 490 | |
| C.A.T.C. | 146 | 146 | Picard | 833 | |
| C.A.M.E. | 1768 | 1768 | P.F.A. S.A. | 537 | |
| C. Espin. Elec. | 796 | 796 | Probuorg (C in R Fo) | 57 | |
| CEAID | 796 | 796 | Publinter, Filippot | 705 | |
| CEGEF | 470 | 470 | Publinter Assurances | 680 | |
| CEP | 470 | 470 | Renel | 708 | |
| Chemins d'Origny | 703 | 703 | R.F.P. & Associée | 340 | |
| C.N.I.M. | 690 | 690 | St-Gabriel Enthalberg | 2245 | |
| Condorair | 340 | 340 | St-Honoré Margitras | 225 10 | |
| Concept | 251 | 251 | S.C.E.P.M. | 617 | |
| Coindrop | 1038 | 1038 | S&I | 367 | |
| Crealis | 455 | 455 | S&I (Gen. Exp) | 111 | |
| Dafes | 150 | 150 | S.E.P.R. | 1388 | |
| Dampin | 180 | 180 | Serbie | 935 | |
| Dewdney | 1165 | 1165 | S.M.T. (Comp) | 338 | |
| Dewille | 535 | 535 | Sordiford | 645 | |
| Dollins | 280 | 280 | Sopas | 225 60 | |
| Edifonco (Belind) | 128 | 128 | Thermostat (H&L, Lyon) | 408 | |
| Edifonco (Belind) | 17 50 | 17 50 | TF 1 | 181 | |
| Financor | 230 | 230 | Vallo | 502 | |
| Genov | 512 | 512 | Vol et Co | 210 | |
| Gis Yves St Laurent | 955 | 955 | | | |
| Gr. Franck Fr. (R.F.F.) | 314 90 | 314 90 | | | |
| Guinot | 825 | 825 | | | |
| I.C.C. | 248 | 248 | | | |
| Idia | 291 | 291 | | | |
| Immono | 902 | 902 | | | |
| Int. Mail Service | 902 | 902 | | | |
| La Comedie Electro. | 256 | 256 | | | |

Nombre de contrats : 14 623.

| VALEURS | PRIX cotation | OPTIONS D'ACHAT | | OPTIONS DE VENTE | |
|-------------------------|------------------|-----------------|---------|------------------|---------|
| | | Sept. | Déc. | Sept. | Déc. |
| | | dernier | dernier | dernier | dernier |
| Accor | 680 | 73 | - | 3,20 | - |
| CCF | 480 | 3,60 | 13 | 35 | - |
| EF-Agilis | 520 | 8,50 | 19 | 38,50 | 33 |
| Enxontel SA-PLC .. | 80 | 15 | 20 | 3 | 4,60 |
| Lafarge-Coppée | 1 780 | 78 | 140 | - | 34 |
| Michelin | 188 | 6 | 15 | 7 | 7 |
| Midi | 1 480 | 55 | - | 33 | - |
| Paribas | 488 | 32 | 47 | 4,70 | - |
| Parquet | 925 | 35 | 69,50 | 23 | 33,81 |
| Saint-Gobain | 680 | 69 | 93 | 1,50 | - |
| Société Générale | 560 | 4 | 16 | - | - |
| Thomson-CSF | 220 | 6 | 14,50 | 13,90 | 16,50 |
| Source Financière | 1 600 | 95 | - | - | - |
| Union Financière | 360 | 23 | 33 | 2,78 | 6 |

Notionnel 10 %. — Cotation en pourcentage du 3 août 1989
Nombre de contrats : 55 713.

| COURS | ÉCHÉANCES | | | |
|----------------------|-----------------|---------|------------------|---------|
| | Sept. 89 | Déc. 89 | Mars 90 | |
| Dernier | 109,98 | 109,74 | 109,48 | |
| Précédent | 110,14 | 109,88 | 109,62 | |
| Options sur notional | | | | |
| PRIX D'EXERCICE | OPTIONS D'ACHAT | | OPTIONS DE VENTE | |
| | Sept. 89 | Déc. 89 | Sept. 89 | Déc. 89 |
| 108 | 1.99 | - | 0.05 | 0.50 |

Dollar: 6,3545 F ↑

Le dollar s'est élevé en notation progression le vendredi 4 août, cotant 6,3545 F contre 6,2860 F la veille à la cotation officielle. Les opérateurs ont procédé à des achats de dollars à la suite de la légère remontée des taux d'intérêt aux Etats-Unis. Ils attendaient la publication, vendredi, des statistiques américaines du chômage en juillet.

| | | |
|---------------------|--------|--------|
| FRANCFORT | 3 août | 4 août |
| Dollar (en DM) .. | 1,8635 | 1,8759 |
| TOKYO | 3 août | 4 août |
| Dollar (en yens) .. | 136,48 | 138,85 |

| MARCHÉ MONÉTAIRE (effets privés) | |
|--|--------------|
| Paris (4 août)..... | 91/1693/1694 |
| New-York (3 août)... | 178/825/1694 |

PARIS (INSEE, base 100: 30-12-88)

| | | |
|----------------------------|----------|----------|
| Valeurs françaises ... | 119 | 118,6 |
| Valeurs étrangères ... | 115,7 | 116,4 |
| (SBF, base 100: 31-12-81) | | |
| Indice général CAC . | 585,9 | 586,8 |
| (SBF, base 1000: 31-12-87) | | |
| Indice CAC 40 .. | 1 828,64 | 1 824,13 |
| (OMF, base 100: 31-12-81) | | |
| Indice OMF 50 .. | 514,72 | 513,17 |

| | COURS DU JOUR | | UN MOIS | | DEUX MOIS | | SEX MOIS | |
|----------|---------------|---------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|--------|
| | + base | + base | Rep. + ou dép. - | Rep. + ou dép. - | Rep. + ou dép. - | Rep. + ou dép. - | Rep. + ou dép. - | |
| SE-U. | 6,3259 | 6,3690 | + 10 | + 25 | + 35 | + 60 | + 135 | + 215 |
| SE | 5,6101 | 5,6151 | - 190 | - 163 | - 330 | - 297 | - 910 | - 787 |
| SE (100) | 5,6100 | 5,6150 | + 10 | + 162 | + 235 | + 315 | + 790 | + 862 |
| DM | 3,2492 | 3,2894 | + 30 | + 45 | + 100 | + 133 | + 305 | + 366 |
| Florida | 3,0005 | 3,0028 | + 30 | + 46 | + 100 | + 133 | + 305 | + 366 |
| FR (100) | 16,1328 | 16,1593 | + 70 | + 94 | + 110 | + 135 | + 410 | + 525 |
| FR | 16,1327 | 16,1592 | + 69 | + 89 | + 114 | + 145 | + 350 | + 443 |
| L (100) | 4,6975 | 4,7076 | + 10 | + 19 | + 22 | + 23 | + 59 | + 73 |
| L | 10,3714 | 10,3829 | - 441 | - 392 | - 819 | - 781 | - 2453 | - 2231 |

| | | | | | | | | | | | | | | | | |
|----------|----|-----|----|-----|-------|-------|-------|-------|-----|-------|-----|-------|-----|-------|-----|-------|
| SR-II | 6 | 3/4 | 9 | 8 | 5/8 | 8 | 3/4 | 8 | 1/2 | 8 | 5/8 | 8 | 1/4 | 8 | 3/8 | |
| DE | 6 | 7/8 | 7 | 1/8 | 13/16 | 8 | 15/16 | 8 | 1/2 | 8 | 5/8 | 8 | 1/4 | 8 | 3/8 | |
| Rad | 7 | 7/8 | 7 | 3/8 | 7 | 1/8 | 7 | 1/4 | 7 | 1/8 | 6 | 5/16 | 6 | 3/4 | 6 | 1/2 |
| ER (100) | 8 | 1/4 | 8 | 5/8 | 8 | 5/16 | 8 | 5/8 | 8 | 5/16 | 8 | 5/8 | 8 | 3/16 | 8 | 1/2 |
| ER (50) | 11 | 1/2 | 12 | 5/8 | 11 | 1/8 | 12 | 1/4 | 7 | 7/8 | 12 | 1/8 | 12 | 1/16 | 12 | 1/8 |
| L (100) | 11 | 1/2 | 12 | 3/4 | 12 | 13/16 | 12 | 15/16 | 13 | 13/16 | 13 | 15/16 | 13 | 11/16 | 13 | 1/8 |
| E f | 13 | 9 | 13 | 3/4 | 13 | 13/16 | 13 | 15/16 | 13 | 15/16 | 13 | 15/16 | 13 | 11/16 | 13 | 1/8 |
| E f | 9 | 9 | 9 | 1/4 | 8 | 15/16 | 9 | 1/16 | 8 | 15/16 | 9 | 1/16 | 8 | 13/16 | 8 | 15/16 |

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire du devises ont aussi influencé

[illegible]

| DATA | VALOR | VALOR | VALOR |
|------|-------|-------|-------|
| 1980 | 1.00 | 1.00 | 1.00 |
| 1981 | 1.00 | 1.00 | 1.00 |
| 1982 | 1.00 | 1.00 | 1.00 |
| 1983 | 1.00 | 1.00 | 1.00 |
| 1984 | 1.00 | 1.00 | 1.00 |
| 1985 | 1.00 | 1.00 | 1.00 |
| 1986 | 1.00 | 1.00 | 1.00 |
| 1987 | 1.00 | 1.00 | 1.00 |
| 1988 | 1.00 | 1.00 | 1.00 |
| 1989 | 1.00 | 1.00 | 1.00 |
| 1990 | 1.00 | 1.00 | 1.00 |
| 1991 | 1.00 | 1.00 | 1.00 |
| 1992 | 1.00 | 1.00 | 1.00 |
| 1993 | 1.00 | 1.00 | 1.00 |
| 1994 | 1.00 | 1.00 | 1.00 |
| 1995 | 1.00 | 1.00 | 1.00 |
| 1996 | 1.00 | 1.00 | 1.00 |
| 1997 | 1.00 | 1.00 | 1.00 |
| 1998 | 1.00 | 1.00 | 1.00 |
| 1999 | 1.00 | 1.00 | 1.00 |
| 2000 | 1.00 | 1.00 | 1.00 |
| 2001 | 1.00 | 1.00 | 1.00 |
| 2002 | 1.00 | 1.00 | 1.00 |
| 2003 | 1.00 | 1.00 | 1.00 |
| 2004 | 1.00 | 1.00 | 1.00 |
| 2005 | 1.00 | 1.00 | 1.00 |
| 2006 | 1.00 | 1.00 | 1.00 |
| 2007 | 1.00 | 1.00 | 1.00 |
| 2008 | 1.00 | 1.00 | 1.00 |
| 2009 | 1.00 | 1.00 | 1.00 |
| 2010 | 1.00 | 1.00 | 1.00 |
| 2011 | 1.00 | 1.00 | 1.00 |
| 2012 | 1.00 | 1.00 | 1.00 |
| 2013 | 1.00 | 1.00 | 1.00 |
| 2014 | 1.00 | 1.00 | 1.00 |
| 2015 | 1.00 | 1.00 | 1.00 |
| 2016 | 1.00 | 1.00 | 1.00 |
| 2017 | 1.00 | 1.00 | 1.00 |
| 2018 | 1.00 | 1.00 | 1.00 |
| 2019 | 1.00 | 1.00 | 1.00 |
| 2020 | 1.00 | 1.00 | 1.00 |
| 2021 | 1.00 | 1.00 | 1.00 |
| 2022 | 1.00 | 1.00 | 1.00 |
| 2023 | 1.00 | 1.00 | 1.00 |
| 2024 | 1.00 | 1.00 | 1.00 |
| 2025 | 1.00 | 1.00 | 1.00 |
| 2026 | 1.00 | 1.00 | 1.00 |
| 2027 | 1.00 | 1.00 | 1.00 |
| 2028 | 1.00 | 1.00 | 1.00 |
| 2029 | 1.00 | 1.00 | 1.00 |
| 2030 | 1.00 | 1.00 | 1.00 |
| 2031 | 1.00 | 1.00 | 1.00 |
| 2032 | 1.00 | 1.00 | 1.00 |
| 2033 | 1.00 | 1.00 | 1.00 |
| 2034 | 1.00 | 1.00 | 1.00 |
| 2035 | 1.00 | 1.00 | 1.00 |
| 2036 | 1.00 | 1.00 | 1.00 |
| 2037 | 1.00 | 1.00 | 1.00 |
| 2038 | 1.00 | 1.00 | 1.00 |
| 2039 | 1.00 | 1.00 | 1.00 |
| 2040 | 1.00 | 1.00 | 1.00 |
| 2041 | 1.00 | 1.00 | 1.00 |
| 2042 | 1.00 | 1.00 | 1.00 |
| 2043 | 1.00 | 1.00 | 1.00 |
| 2044 | 1.00 | 1.00 | 1.00 |
| 2045 | 1.00 | 1.00 | 1.00 |
| 2046 | 1.00 | 1.00 | 1.00 |
| 2047 | 1.00 | 1.00 | 1.00 |
| 2048 | 1.00 | 1.00 | 1.00 |
| 2049 | 1.00 | 1.00 | 1.00 |
| 2050 | 1.00 | 1.00 | 1.00 |
| 2051 | 1.00 | 1.00 | 1.00 |
| 2052 | 1.00 | 1.00 | 1.00 |
| 2053 | 1.00 | 1.00 | 1.00 |
| 2054 | 1.00 | 1.00 | 1.00 |
| 2055 | 1.00 | 1.00 | 1.00 |
| 2056 | 1.00 | 1.00 | 1.00 |
| 2057 | 1.00 | 1.00 | 1.00 |
| 2058 | 1.00 | 1.00 | 1.00 |
| 2059 | 1.00 | 1.00 | 1.00 |
| 2060 | 1.00 | 1.00 | 1.00 |
| 2061 | 1.00 | 1.00 | 1.00 |
| 2062 | 1.00 | 1.00 | 1.00 |
| 2063 | 1.00 | 1.00 | 1.00 |
| 2064 | 1.00 | 1.00 | 1.00 |
| 2065 | 1.00 | 1.00 | 1.00 |

MATIF

OPTICAL

INDICES

INDEXES

INDEXES

1. NAME
 2. ADDRESS
 3. CITY
 4. STATE
 5. ZIP
 6. PHONE
 7. DATE
 8. SIGNATURE
 9. PRINT NAME
 10. DATE
 11. TIME
 12. LOCATION
 13. REMARKS
 14. DATE
 15. TIME
 16. LOCATION
 17. REMARKS
 18. DATE
 19. TIME
 20. LOCATION
 21. REMARKS
 22. DATE
 23. TIME
 24. LOCATION
 25. REMARKS
 26. DATE
 27. TIME
 28. LOCATION
 29. REMARKS
 30. DATE
 31. TIME
 32. LOCATION
 33. REMARKS
 34. DATE
 35. TIME
 36. LOCATION
 37. REMARKS
 38. DATE
 39. TIME
 40. LOCATION
 41. REMARKS
 42. DATE
 43. TIME
 44. LOCATION
 45. REMARKS
 46. DATE
 47. TIME
 48. LOCATION
 49. REMARKS
 50. DATE
 51. TIME
 52. LOCATION
 53. REMARKS
 54. DATE
 55. TIME
 56. LOCATION
 57. REMARKS
 58. DATE
 59. TIME
 60. LOCATION
 61. REMARKS
 62. DATE
 63. TIME
 64. LOCATION
 65. REMARKS
 66. DATE
 67. TIME
 68. LOCATION
 69. REMARKS
 70. DATE
 71. TIME
 72. LOCATION
 73. REMARKS
 74. DATE
 75. TIME
 76. LOCATION
 77. REMARKS
 78. DATE
 79. TIME
 80. LOCATION
 81. REMARKS
 82. DATE
 83. TIME
 84. LOCATION
 85. REMARKS
 86. DATE
 87. TIME
 88. LOCATION
 89. REMARKS
 90. DATE
 91. TIME
 92. LOCATION
 93. REMARKS
 94. DATE
 95. TIME
 96. LOCATION
 97. REMARKS
 98. DATE
 99. TIME
 100. LOCATION
 101. REMARKS
 102. DATE
 103. TIME
 104. LOCATION
 105. REMARKS
 106. DATE
 107. TIME
 108. LOCATION
 109. REMARKS
 110. DATE
 111. TIME
 112. LOCATION
 113. REMARKS
 114. DATE
 115. TIME
 116. LOCATION
 117. REMARKS
 118. DATE
 119. TIME
 120. LOCATION
 121. REMARKS
 122. DATE
 123. TIME
 124. LOCATION
 125. REMARKS
 126. DATE
 127. TIME
 128. LOCATION
 129. REMARKS
 130. DATE
 131. TIME
 132. LOCATION
 133. REMARKS
 134. DATE
 135. TIME
 136. LOCATION
 137. REMARKS
 138. DATE
 139. TIME
 140. LOCATION
 141. REMARKS
 142. DATE
 143. TIME
 144. LOCATION
 145. REMARKS
 146. DATE
 147. TIME
 148. LOCATION
 149. REMARKS
 150. DATE
 151. TIME
 152. LOCATION
 153. REMARKS
 154. DATE
 155. TIME
 156. LOCATION
 157. REMARKS
 158. DATE
 159. TIME
 160. LOCATION
 161. REMARKS
 162. DATE
 163. TIME
 164. LOCATION
 165. REMARKS
 166. DATE
 167. TIME
 168. LOCATION
 169. REMARKS
 170. DATE
 171. TIME
 172. LOCATION
 173. REMARKS
 174. DATE
 175. TIME
 176. LOCATION
 177. REMARKS
 178. DATE
 179. TIME
 180. LOCATION
 181. REMARKS
 182. DATE
 183. TIME
 184. LOCATION
 185. REMARKS
 186. DATE
 187. TIME
 188. LOCATION
 189. REMARKS
 190. DATE
 191. TIME
 192. LOCATION
 193. REMARKS
 194. DATE
 195. TIME
 196. LOCATION
 197. REMARKS
 198. DATE
 199. TIME
 200. LOCATION
 201. REMARKS
 202. DATE
 203. TIME
 204. LOCATION
 205. REMARKS
 206. DATE
 207. TIME
 208. LOCATION
 209. REMARKS
 210. DATE
 211. TIME
 212. LOCATION
 213. REMARKS
 214. DATE
 215. TIME
 216. LOCATION
 217. REMARKS
 218. DATE
 219. TIME
 220. LOCATION
 221. REMARKS
 222. DATE
 223. TIME
 224. LOCATION
 225. REMARKS
 226. DATE
 227. TIME
 228. LOCATION
 229. REMARKS
 230. DATE
 231. TIME
 232. LOCATION
 233. REMARKS
 234. DATE
 235. TIME
 236. LOCATION
 237. REMARKS
 238. DATE
 239. TIME
 240. LOCATION
 241. REMARKS
 242. DATE
 243. TIME
 244. LOCATION
 245. REMARKS
 246. DATE
 247. TIME
 248. LOCATION
 249. REMARKS
 250. DATE
 251. TIME
 252. LOCATION
 253. REMARKS
 254. DATE
 255. TIME<

MINISTRE DES LUTTES SOCIALES

هكذا في الأصل

Renseignements :
45-55-91-82, poste 4336

| ÉTRANGER | SOCIÉTÉ | SPORTS | CULTURE | ÉCONOMIE | SERVICES | TÉLÉMATIQUE |
|--|--|--|---|---|--|--|
| 3 La crise au Proche-Orient et la sort des otages du Liban. 4 Somalie : la violence s'étend au Sud. - Panama : première réunion de conciliation entre opposition, gouvernement et armée. | 8 Les incendies dans le Sud-Est. 7 Un médecin libanais menacé d'expulsion trois ans après les attentats de 1988. - Communication : les enjeux de la télévision du futur (1). | 8 Championnat du monde de triathlon : les trois glorieux. - Polémique autour du centenaire de la Fédération sud-africaine de rugby. | 13 Les XX ^e Rencontres de la photographie en Arles. - Danse : Maguy Marin à Avignon. - La mort du chanteur-compositeur brésilien Luis Gonzaga. | 16 L'enquête de la COB sur Eurotunnel. - Assaut final de GEC-Siemens sur Plessey. 17 La prochaine élection à la présidence du Conseil économique et social. 18 Les marchés financiers. | Abonnements 8 Annonces classées 17 Carnet 12 Loto 15 Météorologie 12 Mots croisés 11 Philatélie 12 Radio-Télévision 15 Spectacles 14 | Les résultats des grandes écoles : 3615 tazes LEMONDE Les offres d'emplois du Monde : 3615 tazes LM |

Collaboration européenne pour la mise au point d'un vaccin contre le sida

L'Europe scientifique va-t-elle prendre forme avant l'ouverture du marché unique ? Les Douze, rejoints par la Suède, la Norvège, la Finlande et la Suisse, viennent d'adopter, dans le cadre du programme européen de recherche sur le Sida, un plan de collaboration pour la mise au point d'un vaccin anti-Sida. Baptisé EVA (1), ce programme portera notamment sur la mise en commun des animaux et des réactifs utilisés pour les essais des vaccins expérimentaux.

Huit ans après la découverte aux Etats-Unis des premiers cas de sida, les obstacles qui s'opposent à la mise au point d'un vaccin n'ont toujours pas été levés. La complexité et l'extrême variabilité du virus, ainsi que le coût et les incertitudes de l'expérimentation animale, ont été jusqu'à présent les principales raisons de l'échec des voies d'approche proposées.

Le programme EVA s'attaquera précisément aux nombreuses difficultés techniques qui, à l'heure actuelle, compliquent les travaux

des laboratoires de recherche. La purification des réactifs - les protéines utilisées comme candidats vaccins - est une entreprise de longue haleine. Les manipulations sont délicates et coûteuses. D'autre part, les macaques, l'unique espèce de singes qui, infectés par le HIV, développent une véritable maladie semblable au sida, sont très rares et excessivement chers. La mise à la disposition des chercheurs des macaques des animaleries britanniques et allemandes constitue donc un avantage notable. C'est notamment le cas pour les équipes françaises dont l'avance dans ce domaine est incontestable mais qui ne disposent pas d'animalerie.

Deux millions et demi d'ECU

« Il est difficile de résister à un tel courant d'harmonisation », souligne le professeur Marc Girard, directeur scientifique de Pasteur Vaccins, tout en précisant que sa société conserve son programme indépendant de recherches sous la direction du professeur Luc Montagnier et en insistant sur l'intérêt que

présente pour tous les chercheurs un débat approfondi sur les analyses et les schémas d'approche choisis.

Adopté le vendredi 16 juin à Bruxelles lors de la réunion du comité de gestion du groupe européen de travail sur le sida, EVA a officiellement démarré le 1^{er} juillet. Doté de 2 millions et demi d'ECU (15 millions de francs) prélevés sur les 14 millions d'ECU alloués en novembre 1987 au programme de recherche sur le sida, le plan dispose, jusqu'en 1991 tout au moins, de crédits confortables.

Dès septembre, des annonces publiées dans les grandes revues scientifiques européennes inviteront les chercheurs à faire connaître leurs projets, à participer à la production de réactifs et à profiter des possibilités offertes. Représenté par deux spécialistes pour chaque pays (les professeurs Luc Montagnier et Marc Girard pour la France), EVA fonctionnera aussi en liaison avec l'OMS et les Etats-Unis.

BÉATRICE BANTMAN.

(1) European AIDS vaccine program.

Drame de préséance chez les Bourbons

Un prince de la branche aînée des Bourbons peut-il aller s'asseoir derrière un Orléans ? Cette grave question de préséance royale a été posée très officiellement, jeudi soir 3 août, dans un communiqué, par le secrétariat parisien du duc d'Angoulême, à l'issue d'une commémoration, à Pau, de l'événement d'Henri IV au trône de France.

« Affronts aussi grotesques qu'offenseurs », « graves incidents », les monarchistes français opposés au comte de Paris n'ont pas de mots assez durs pour qualifier l'« avenue courtoise » subie, selon eux, à Pau par deux princes de la Maison de Bourbon : Axel de Bourbon-Parme et Gonzalve de Bourbon, oncle du jeune duc d'Angoulême (le prince franco-espagnol Alfonso de Bourbon décédé accidentellement l'hiver dernier, et héritier du trône de France pour ces légitimistes).

Une douzaine de membres de la famille des Bourbons s'étaient, en effet, réunis jeudi à Pau pour commémorer l'accession d'Henri IV au trône de France. Autour de la comtesse de Paris, de ses deux fils Jacques et Michel et de deux de ses petits-enfants, Charles-Louis et Louis-Philippe, étaient présents plusieurs représentants des

Bourbons d'Italie, d'Espagne, du Portugal et du Brésil. M. Alain Decaux, ministre de la francophonie, devait également participer, dans la soirée, à un dîner avec les descendants d'Henri IV dans les jardins du château.

Le drame s'est produit pendant le 7^e d'armes dans la nécropole des rois de Navarre. Là, affirme le secrétariat du duc d'Angoulême, les deux Bourbons de la branche aînée auraient été « relégués », « supposés prendre place après tous les princes de la branche cadette et notamment les Orléans Bragance, de nationalité brésilienne ».

Pis, « pour mettre le comble à ces incongruités », et « empiéter des engagements des organisateurs », selon lesquels il n'y aurait pas eu de table d'honneur à dîner, il y en eut une, et, de surcroît, « présidée par une princesse de la branche cadette de la Maison de Bourbon ».

Devant cette situation, les deux princes de la branche aînée ont préféré ne pas assister aux manifestations, indiquent les légitimistes. « Regrettant, une fois encore, qu'un rassemblement politique et familial soit défiguré par les prétentions politiques déplacées » [de la famille d'Orléans].

La mort de Dom Grammont

Un homme d'accueil et de dialogue

Dom Paul Grammont, qui a été pendant trente-huit ans le responsable de l'abbaye bénédictine du Bec-Hellouin, dans l'Eure, est décédé, dimanche 30 juillet, à l'âge de soixante-dix-huit ans (le Monde du 2 août).

L'abbaye bénédictine du Bec-Hellouin, proche d'Evreux, est en deuil et nombre de ses amis, de ses proches, de ses hôtes avec elle : Dom Grammont, qui vint quarante années de sa vie à sa résurrection, est mort à soixante-dix-huit ans, deux ans après avoir remis sa charge de père abbé.

Artisan de la restauration spirituelle, intellectuelle et architecturale de cette abbaye normande, qui avait connu sa grande époque de prospérité au onzième siècle sous les grands abbés que furent le bienheureux Herluin, Lanfranc et saint Anselme, Dom Grammont était devenu une figure si rayonnante de l'Eglise de France que Rome lui avait demandé de prendre la succession du cardinal Marty comme archevêque de Paris, mais à un âge tel qu'il avait estimé ne pas pouvoir accepter une si lourde charge.

Cette personnalité imposante, infléchie par une douceur inspirée, était à l'articulation de la plus haute tradition et de la plus grande ouverture sur l'avenir : l'œcuménisme avec les anglicans et le dialogue

juéo-chrétien ont caractérisé une des fortes empreintes dont il a marqué sa communauté monastique, en fondant notamment en Israël le prieuré d'Abon-Gosh. Il dominait avec une majesté aussi bien physique que spirituelle un temps dont il n'ignorait rien et qui lui faisait souhaiter, par exemple, pour l'avenir de l'Eglise l'ordination d'hommes mariés. S'il n'avait pas la manière « provocante » de son évêque, Mgr Gallot, de relancer certaines questions brûlantes : il convenait volontiers en privé que le défunt d'opportunité laïque, le bien-fondé de sujets controversés ne pourrait être indéfiniment reporté à demain.

Homme d'accueil et de dialogue, ami des arts et surtout de la musique à laquelle il offrit souvent l'hospitalité, Dom Grammont puisait sa force dans le goût de la solitude et de la prière silencieuse, incarnant admirablement le paradoxe de cette règle d'action des grands réalisateurs : « Sans refuser l'extériorité, creuser l'intériorité ».

ALAIN MAILLARD
DE LA MORANDIAE.
(Historien.)

Le numéro du « Monde » daté 4 août 1989 a été tiré à 503 047 exemplaires

A l'occasion d'un congrès de chimie à Stockholm

Le professeur Fleischmann se dit en mesure de confirmer le phénomène de la « fusion froide »

STOCKHOLM
de notre correspondante

« Nous ne revenons pas sur ce que nous avons dit, nous ne voyons aucune raison de changer d'avis. Tel est l'état de nos travaux », a déclaré, jeudi 3 août, à Stockholm, le professeur Martin Fleischmann. Vedette incontestée du 32^e Congrès de l'International Union of Pure and Applied Chemistry (IUPAC), qui se tient du 2 au 7 août dans la capitale suédoise, le « père » (avec le professeur Stanley Pons) de la très contestée « fusion froide » est resté sur ses positions, précisant même qu'il avait obtenu de nouveaux résultats. « Nous espérons soumettre un article en septembre prochain, mais nous ne garantissons rien pour l'instant. Nous accélérons notre programme de recherche », a ajouté le professeur Fleischmann.

« Il y a de fortes poussées dans la production de chaleur, dans la durée peut varier de quelques heures à plusieurs jours, et qui

dégagent de très grandes quantités d'énergie, a-t-il affirmé. La question à 65 millions de dollars reste : comment faire pour que ces poussées soient continues ? Mais cela relève de la stratégie de recherche à long terme. » Pour Martin Fleischmann, un « gros problème » à résoudre est de savoir « pourquoi certaines électrodes donnent un résultat nul ». « Mais, estime-t-il, en tout état de cause, cela doit nécessairement impliquer une réaction nucléaire car l'échelle et la magnitude du dégagement d'énergie sont mille fois plus élevées que pour une réaction chimique. »

Le professeur soviétique Valentin Kopytov, président de l'IUPAC, s'est déclaré « perplexe ». « Mais nous avons la même position à propos des supraconducteurs haute température », a-t-il ajouté. Je pense que ce champ de recherche est très intéressant, mais je ne suis pas certain qu'il donnera quelque chose d'important. »

FRANÇOISE NIÉTO.

EN BREF

● GRANDE-BRETAGNE : explosion dans un hôtel de Londres. — Un homme a été tué, jeudi 3 août, par l'explosion d'une bombe qu'il était en train de fabriquer dans l'hôtel de Beverley House, dans le quartier Paddington, à Londres. L'explosion n'a pas fait d'autres victimes. La police britannique a pu établir que l'homme venait du Proche-Orient, et a écarté l'hypothèse d'un attentat de l'IRA. Les forces britanniques sont placées en état d'alerte, alors que l'on approche du vingtième anniversaire de la présence des troupes britanniques en Irlande du Nord. — (Reuters.)

● MAROC : condamnations d'étudiants. — Vingt-cinq étudiants ont été condamnés, les 24 et 25 juillet dernier par le tribunal de Fès à des peines allant de dix ans à six ans de prison ferme, rapporte le dernier numéro de l'hebdomadaire marocain *Annuaire*, paru vendredi 4 août. Ils sont inculpés notamment d'« atteinte à l'ordre public » et d'« appartenance à association non autorisée ». Les peines les plus lourdes ont touché cinq accusés arrêtés à la suite d'incidents ayant opposé en janvier 1988 des étudiants de l'université de Fès aux forces de l'ordre. — (AFP.)

● ITALIE : les députés favorables à l'abolition de la prison à perpétuité. — Les députés italiens, contre l'avis du gouvernement, se sont prononcés, jeudi 3 août, par 208 voix contre 205 pour l'abolition de la prison à perpétuité et la suppression de dispositions du code pénal sur la peine de mort en temps de guerre. La résolution était proposée par les écologistes et le Parti radical. — (Reuters.)

● Un nouveau chef des relations publiques au ministère de l'intérieur. — M. Daniel Diéval, sous-préfet de l'arrondissement d'Orléans, a été nommé chef du SIRP (Service d'information des relations publiques) du ministère de l'intérieur, par décision de M. Pierre Joxe. Il avait déjà occupé ce poste du 23 octobre 1984 au 28 octobre 1985 et avait été remplacé par M. Michel Hainque, administrateur civil, qui dirige le SIRP d'avril 1986 à juillet 1988. Suivant les directives du ministre de l'intérieur, M. Diéval a été chargé de rénover le SIRP aux fins d'un développement de la communication.

[Né le 9 mai 1943 à Ecuze-lez-Arras (Pas-de-Calais)], M. Diéval est entré dans la fonction publique en 1968, en qualité de contrôleur départemental des lois sociales. Par la suite, il fut notamment chargé de mission auprès du directeur général de l'ONIRCE (national des anciens combattants, conseiller technique au cabinet du ministre du commerce et de l'artisanat, chargé des fonctions de la direction de cabinet du commissaire de la République du département des Ardennes. Nommé en 1984 sous-préfet, commissaire adjoint de la République de l'arrondissement de Rochefort (Haute-Vienne), il était sous-préfet de l'arrondissement d'Orléans depuis le 28 octobre de cette année-là.]

L'IPSN se porte acquéreur de l'ancienne imprimerie du « Monde » à La Plaine-Saint-Denis

Le démarrage de la nouvelle imprimerie du Monde à Ivry-sur-Seine a entraîné la fermeture, à la fin du mois de juin 1989, de son centre d'impression de La Plaine-Saint-Denis, où une partie de la production du journal était réalisée depuis 1970. L'imprimerie de la presse société nouvelle (IPSN) (1) vient de passer un accord de principe avec le Monde en vue d'une location précaire de ces installations de La Plaine-Saint-Denis à compter du 7 août : cette location devrait être suivie d'une acquisition par l'IPSN, qui installerait sur place du nouveau matériel d'impression offset.

Rappelons qu'une concertation organisée à la fin du mois de juillet, sous l'égide du Syndicat de la presse parisienne, entre plusieurs éditeurs parisiens, dont le Monde, et le comité intersyndical du Livre parisien CGT a conduit à la viabilité d'une IPSN « raisonnablement modernisée », compte tenu du potentiel de travail existant en région parisienne.

(1) La majorité du capital de l'IPSN, société anonyme à participation ouvrière, est détenue par une société civile qui regroupe les actions des deux cent-dix salariés.

Le président Mobutu confirme la normalisation des rapports belgo-zairois

Le président Mobutu a confirmé, dans une interview publiée vendredi 4 août par le quotidien *Le Libre Belgique*, la normalisation des rapports de son pays avec la Belgique, après la signature la semaine dernière à Rabat d'un accord mettant fin à une crise de plusieurs mois.

« Les coopérants belges pourront après les vacances reprendre leurs activités au Zaïre », a déclaré le chef de l'Etat zairois. Il a également indiqué qu'un « qui concerne les étudiants zairois (qui avaient reçu l'ordre de quitter la Belgique) », toutes les mesures prises pendant la crise sont annulées. »

Le maréchal Mobutu confirme que « dans le cadre des décisions de Rabat, la compagnie aérienne belge Sabena reprend ses quatre fréquences hebdomadaires (vers le Zaïre). Ses demandes concernant la diminution des fréquences sera examinée au niveau des deux sociétés aériennes du Zaïre et de la Belgique. »

En ce qui concerne le cuivre zairois raffiné en Belgique, le chef de l'Etat a déclaré : « Les accords avec la Belgique portent sur le raffinage d'environ 40 % de notre production. Ils seront respectés. Mais rien ne nous empêche de conclure des accords avec d'autres. » La libre Belgique rappelle qu'il est question d'une usine de raffinage que des Allemands installeraient dans le Shaba. — (AFP.)

(Publicité)

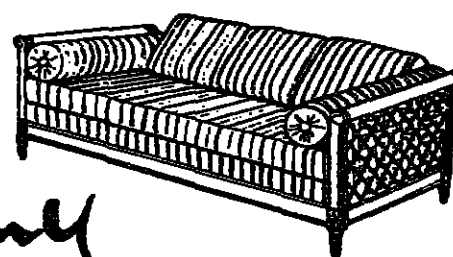
Le Français en retard d'une fenêtre

Nos voisins d'Outre-Rhin les changent trois fois plus que nous. Pour lutter efficacement contre le froid, le froid et les effractions, ISO-FRANCE-FENÊTRES vient poser dans la journée ces fenêtres qui sont la clé du confort. La technique exclusive du premier spécialiste parisien permet de gagner aussi en climat. Garantie dix ans. Devis gratuit - Magazine d'expoition, 111, rue Lafayette (10^e) 8^e Gare du Nord, 48-57-12-13.

Le Monde
RADIO TELEVISION
COMMUNICATION

En tous styles, toutes dimensions, laques et patines anciennes, également transformables en couchage de deux personnes (concessionnaire exclusif Jean Rochet). Rémy : réédite les plus beaux meubles « Louis XIII », « Rustique » (noyer de France), en passant par le XVIII^e siècle, jusqu'à l'Art nouveau et même l'Art déco.

Etonnante collection de lits de repos...



Rémy
Remy : 80-82, rue du Faubourg-Saint-Antoine 12^e, 43-44-65-58.

A C D E F G H

LE BON CÔTÉ DE LA MODE
CHEZ RODIN
LES PRIX
36, CHAMPS-ÉLYSÉES - PARIS